Vol. 4 No. 30 • Du 9 au 15 Février 2011
Haiti: 10gdes / USA: $1.00 / France 1.50 / Canada: $1.50



# HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com




## LE PASSEPORT D'ARISTIDE DÉLIVRÉ!

Voir page 4

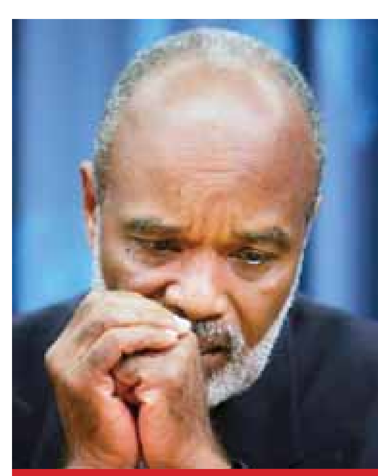
Le passeport de l'ex-président Aristide, en exil, en Afrique du Sud depuis sept ans est livré à son avocat Me Ira Kurzban



## CEP: VALIDATION DU RAPPORT DE L'OEA

Voir page 4

Le Conseil électoral Provisoire, dans la matinée du jeudi 3 février 2011, déclarait Mirlande Hyppolite Manigat et Joseph Michel Martelly (Sweet Micky) éligibles pour le second tour de la mascarade électorale



René Préval, du reniement à la lâcheté

Page 7



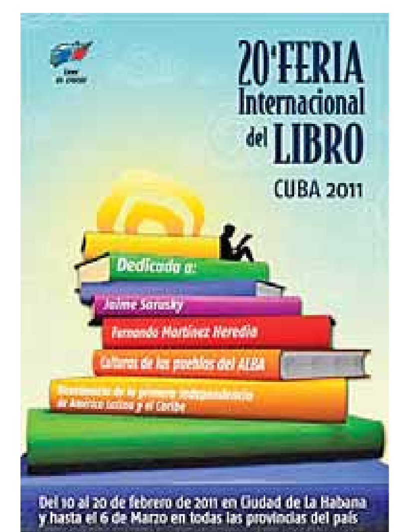
Prisonniers de leur propre île Interview d'Ashley Smith sur Haïti et les ONG

Page 8



Le sous-impérialisme brésilien en Bolivie et en Amérique Latine

Page 10




20 ème foire internationale du livre à Cuba !

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

# Nous accusons… !

**Par Berthony Dupont**

Le spectre d'une grande confrontation se profile à l'horizon du pays. Si depuis belle lurette l'orage d'une crise gronde avec des nuages qui s'amoncellent, cela ne peut être que des signes annonciateurs de graves et redoutables lendemains. Il faut le dire, c'est qu'après tous les tapages médiatiques qu'elle a faits dans le pays, la Communauté Internationale est presqu'enfin arrivée à atteindre ses vrais objectifs : nous affaiblir davantage, vu que cette soi-disant institution n'a jamais rien fait qui rentre réellement dans le cadre d'améliorer le sort du peuple et d'ouvrir d'autres perspectives pouvant amener le pays vers un vrai changement.

Ainsi l'objectif immédiat de la Communauté internationale avec son bras armé baptisé Mission des Nations Unies pour la stabilisation d'Haiti : Minustah, n'était autre que de semer la zizanie dans le pays pour nous enfoncer dans la confusion, de la déstabilisation, suivant le plan pré-établi par F. D. Roosevelt afin d'être toujours occupés à nous chamailler.

Ce faisant, elle ne fait que nous conduire au fiasco pour lequel elle sera la première à nous reprocher en disant que ce pays a complètement échoué.

En fait, l'exemple de la dernière mascarade électorale préparée et cuisinée par les chancelleries occidentales est une preuve palpable que c'est encore elle qui se porte volontaire au chevet de sa victime pour la guérir, alors qu'elle n'est point décidée à la voir sortie de son mal. Sans aucun scrupule, elle veut nous rendre responsables de notre mal et même jusqu'à nous forcer à accepter leur échec pour notre faiblesse.

La stratégie mise en place pour les élections-sélections n'a en tout cas pas atteint son objectif, vue qu'elle a soulevé l'indignation quasi-générale de la majorité de la population. Il n'y a pas eu d'élections le 28 novembre. Alors dans ce cas, il est primordial que des voix s'élèvent pour dire leurs quatre vérités à ces forces anti-changement.

Ce qui se passe actuellement est bizarre et même complexe. Cette Communauté internationale veut nous faire passer pour le dindon de la farce, comme la pierre d'achoppement à la stabilité si nécessaire pour la reconstruction du pays. Et pourtant c'est archi faux. Il faut d'ailleurs noter ce fait : la reconstruction des villes détruites dans le séisme n'a jamais été son souci. Au contraire, cette catastrophe l'a bien aidée à rentrer des fonds pour sa propre institution.

Tout ce qu'elle entreprend dans le pays vise à nous piéger de telle sorte que lorsqu'elle aura fini de nous tourner en dérision, elle nous abandonne à notre propre sort comme elle avait fait en Somalie.

En ce sens deux équipes se trouvent face à face en Haiti, la Communauté internationale avec ses laquais locaux d'une part et d'autre part des patriotes qui défendent leurs droits démocratiques arrachés au prix de multiples sacrifices.

L'une est donc la Communauté internationale pratiquant une dangereuse surenchère et défendant des privilèges coloniaux ou néo-coloniaux, l'autre voulant parler le langage de l'équité et de la justice. Ainsi dans cette soumission imposée de force au CEP par les puissances étrangères, rien n'est encore joué si les 4 membres du Conseil électoral qui n'ont pas signé le dernier résultat arrivent à démissionner. S'ils ne le font pas le plus vite possible, c'est dire que le fait de n'avoir pas signé n'aura aucune importance. Donc pas de conséquence.

Qu'est ce qu'on attend de cette situation, le dialogue ou la confrontation ? Il ne peut pas y avoir de dialogue car les semaines à venir doivent être décisives. Devant cette montée des périls, nous ne saurons nous taire ou rester indifférents. C'est dans cette optique que nous portons les accusations suivantes :

Nous accusons les pays impérialistes tels que les Etats-Unis, la France le Canada le Brésil et l'Union Européenne qui, à travers leurs chancelleries, manipulent tout dans le pays.

Nous accusons le président René Garcia Préval et demandons son arrestation et son jugement pour être un traître à la Nation ! Pour n'avoir pas voulu défendre le territoire national.

Nous accusons le Premier ministre Jean-Max Bellerive et tous les ministres de son gouvernement, tous les 8 membres du CEP, eux qui ont eu le culot de publier le résultat du 7 décembre, ouvrant grandement la porte aux puissances tutrices leur permettant ainsi de venir imposer leurs diktats à visière levée dans le pays. Cet acte est historiquement et politiquement dangereux vu qu'il met la souveraineté du pays face à la situation de retourner au statu quo ante d'avant 1804, de même que le retour en force des duvaliéristes représentés par les deux candidats choisis par les pays impérialistes pour la course finale.

Nous accusons également les opportunistes qui pour une raison ou une autre avaient collaboré à la réussite de cette mascarade électorale.

Quand nous claironnions que les élections n'étaient pas possibles sous l'occupation, c'est du fait que nous voulions éviter toute cette catastrophe qui nous est tombée dessus. N'est ce donc pas le moment pour les organisations progressistes et révolutionnaires de prendre leurs responsabilités face au grand malheur qui s'est abattu sur le pays et menace de l'asservir complètement à l'Empire et à ses suppôts locaux?

**Bulletin d'Abonnment**

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: ________________________

Prénom: ______________________

Adresse: ______________________

Ville: ________________________

Etat / Pays: ____________________

Zip Code / Code Postal: ___________

Tél: __________________________

E-mail: _______________________

**Modalités de paiement**

Montant : $ ___________

☐ Chèque ☐ Mandat bancaire

☐ Carte de crédit

Numéro : _________________________

Date d'expiration : ________ / _______

Code de sécurité : _________________

**Tarifs d'abonnements**

**Etats-Unis**

Première Classe
☐ $80 pour un an
☐ $42 pour six mois

**Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes**
☐ $140 pour un an
☐ $80 pour six mois

**Canada**
☐ $125 pour un an
☐ $65 pour six mois

**Europe**
☐ $150 pour un an
☐ $80 pour six mois

**Afrique**
☐ $150 pour un an
☐ $85 pour six mois

# Le marché La Coupe incendié

Par Jackson Rateau

Le matin du lundi 7 février 2011, un violent incendie a ravagé le « Marché La Coupe » à Pétion-Ville. L'intervention des sapeurs pompiers a quand même limité les dégâts. Des marchands et marchandes, pleurant leurs pertes, ont témoigné leur désespoir. Des marchandises qu'ils se sont procurés par de pénibles prêts, ont été emportées dans les flammes.

La mairesse de Pétion-Ville, Claire Lydie Parent a fait savoir qu'il n'y a pas de pertes en vies humaines, mais les dégâts matériels sont considérables. Elle a aussi annoncé que l'Etat Haïtien va assister les marchands et marchandes victimes de cet incendie.



**La mairesse de Pétion-Ville, Claire Lydie Parent a fait savoir qu'il n'y a pas de pertes en vies humaines, mais les dégâts matériels sont considérables**

Dans l'après-midi du lundi 7 février, la mairesse se rendait sur les vestiges du marché pour prendre contact avec les victimes et du même coup les enregistrer. Néanmoins, beaucoup de marchandes se sont plaintes de n'avoir pas été enregistrées.

On comprend bien que le manque de professionnalisme de la mairesse dans cette affaire puisse engendrer des frustrations. En fait, une commission nommée à cet effet eut été à même de résoudre cette question, et plus facilement.

# Des poissons trouvés morts à Dévine

Après la vague de poissons trouvés morts dans le Lac Azuéi au mois de décembre 2010, c'est au tour de la Rivière Dévine à Petit-Goâve. En effet, le matin du lundi 31 janvier 2011, les habitants de Dévine, à Petit-Goâve, ont découvert des dizaines de cadavres de poissons étendus sur le rivage de la rivière du même nom. Une situation qui s'est produite pour la première fois dans la localité, selon les habitants.

Les rumeurs circulant dans toute la zone laissent croire que les eaux de la Rivière Dévine, sont infectées par le microbe du choléra.

Les eaux de cette rivière sont d'une importance capitale pour les paysans de la dite localité, qui s'en servent à différentes fins: irrigation des artères agricoles, lessives, bains, breuvage d'animaux et même d'humains, etc.

Le mardi 1e février dernier, le Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) avait diligenté une équipe de techniciens à Dévine dans le but de réaliser une première étude de la situation. Selon un expert cubain, Raoul Capela, faisant partie de l'équipe, très circonspect à se prononcer sur ce fait, les poissons seraient morts intoxiqués d'un produit chimique très violent, le chlore, préalablement lâché dans la rivière.

# Un ouvrier assassiné sur la Nationale # 2

Le dimanche 6 février 2011, à Morne Préval, Route nationale # 2, un citoyen haïtien du nom de Fritz Monville, 61 ans, a été tué d'une balle à la tête par des voyous armés. La victime est un employé d'une compagnie travaillant dans le Sud. Il était en train de livrer des produits vendus par la compagnie où il travaille, lorsque les bandits l'ont traqué pour le braquer sur le morne.

« Selon ce que nous avons constaté, la victime a reçu une balle à la tête. La façon dont il est accroché au volant indique qu'il a été attaqué sur le coup par les bandits, sans avoir eu le temps de se défendre. Nous allons travailler d'arrache-pied pour trouver les voleurs et les déférer par devant le commissaire du gouvernement », a déclaré le juge suppléant de Miragoâne.

Toutefois, une entité de la PNH de Petit-Goâve, a procédé à l'arrestation d'un nommé Ronel Pierre, qui est l'un des bandits à avoir perpétré ce crime crapuleux. Dans la même nuit du dimanche 6 au 7 février, la population de Trou Chouchou, 3e section communale de Petit-Goâve, a lynché 4 des 5 individus qui tentaient de s'enfuir. Ils appartiennent tous à un gang basé à Port-au-Prince.

# Matinée de réflexion sur la tyrannie des Duvalier



**Le mardi 8 février 2011, l'ex dictateur haïtien Jean-Claude Duvalier s'était rendu sur la tombe de ses grands-parents à Léogâne**

La Plate-forme des Organisation Haïtiennes des Droits Humains (POHDH) a organisé, vendredi 4 février 2011, un moment de réflexion sur le régime despotique des Duvalier qui a passé 29 ans à terroriser le peuple haïtien. Au cours de cette matinée de réflexion, ces organisations des droits de l'homme veulent faire le procès de la tyrannie des Duvalier pour expliquer aux jeunes haïtiens âgés actuellement de 25 ans ou plus les torts, les forfaits, les crimes abominables commis par le régime des Duvalier, père et fils sur la population haïtienne de 1957 à 1986. L'objectif de cette journée de réflexion était de permettre aux jeunes haïtiens de se documenter sur les dictatures des Duvalier pour mieux analyser la réalité d'aujourd'hui.

*« Un constat de la réalité politique haïtienne actuelle montre que les jeunes moins de trente (30) ans ne sont pas suffisamment informés sur les dégâts/ torts causés par le régime dictatorial des Duvalier, tant sur le plan de la violation systématique des droits de l'homme, que celui du gaspillage des fonds publics haïtiens pendant tout leur règne.*

*En fait, cela est lié surtout à une carence dans la diffusion d'informations par les médias et aussi au manque d'intérêt des jeunes pour la recherche et la documentation à l'égard de l'histoire sociale, économique et politique d'Haïti. On dit souvent : ''Un peuple sans mémoire est un peuple sans avenir'' c'est dans cette optique que la Plate-forme des Organisations Haïtiennes des Droits Humains (POHDH) en prélude à la date du 7 février 2011 qui marque les vingt cinq (25) ans de la chute du régime dictatorial des Duvalier organisera une journée de réflexion, d'exposition et de projection autour de cette tranche d'histoire de notre vie de peuple.»* a déploré et informé le secrétaire exécutif de la POHDH, Antonal Mortimé.

Au programme du jour deux thèmes de réflexion étaient à l'ordre du jour : caractère imprescriptible des crimes, dictature et droits humains, traité par la militante féministe, Danielle Magloire. Depuis le débarquement de l'ex-dictateur, Jean-Claude Duvalier à Port-au-Prince le début du mois de Janvier 2011, certains doutent de la capacité de la justice haïtienne, en raison de sa faiblesse, à juger l'inculpé pour crime contre l'humanité, ce qui a déjà suscité de multiples craintes. Le secrétaire général de la POHDH, s'est dit confiant dans l'aboutissement du jugement de Jean Claude Duvalier en Haïti.

Selon Antonal Mortimé, le système judiciaire haïtien est en mesure de mener à bien un jugement équitable contre l'ex-dictateur haïtien. Mais l'appui technique de la section des droits de l'homme de l'organisation des Nations Unies (ONU) serait important. Il a évoqué également l'indépendance du pouvoir judiciaire consacré par la constitution haïtienne de 1987. *« La constitution de 1987 parle du principe de séparation des trois pouvoirs et donne toute son autonomie au pouvoir judiciaire. Je crois que si des dispositions sont prises en ce sens, il est possible de réaliser un bon procès juridique contre Jean Claude Duvalier »,* a martelé Antonal Mortimé.

Dans ce même ordre d'idées, un procès juridique contre Jean Claude Duvalier est un devoir moral pour l'Etat haïtien et la justice haïtienne. Ce serait du même coup un signe pour le monde entier que Haïti est sur la voie d'un Etat de droit, de justice sociale, de démocratie et de lutte contre l'impunité.

Dès son retour en Haïti, une dizaine de plaintes ont été déjà déposées contre ce despote, qui est inculpé pour crimes contre l'humanité. Rappelons que 4 plaintes avaient été déjà déposées contre les Duvalier en 1999 en France pour crimes contre l'humanité. Suite à une requête de l'Etat haïtien, depuis 1986, la Suisse a bloqué continuellement plus de 6 millions de francs suisses évalués à 4.6 millions d'euros, qu'elle a estimé avoir été escroqués par le dictateur Jean Claude Duvalier. Le gouvernement Suisse a franchi mercredi 2 février 2011 une nouvelle étape vers la restitution de cette forte somme d'argent volée par Duvalier, en lançant formellement une demande de confiscation auprès de son ministère des Finances.

En Haïti, l'affaire Jean Claude Duvalier est devant la justice, au cabinet d'instruction par devant le juge d'instruction Cavès Jean. Il a déjà entendu les victimes. Jean Claude Duvalier est interdit de laisser le territoire.

PERSPECTIVES HAITIENNES
91.5 FM, WNYE
Mardi soir 8 – 10 pm
EDUCATION, SANTÉ, DROIT, CULTURE, NOUVELLES, DÉBATS.
UNE ÉMISSION DE LA SHR (SOCIÉTÉ HAÏTIENNE DE RECHERCHES, DE DOCUMENTATION ET DE PROGRÈS SOCIAL)
1786 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226
Tél : (718) 693-8229
Fax : (718) 693-8269

Soleil Radio D'Haïti
Radio Soleil d'Haïti
Nouvelles • Opinion
Analyse • Musique
www.radiosoleil.com
1622 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226
(718) 693-1025
(718) 693-5100
(718) 693-7806

OPTIMUM Inter
93.1 FM SCA



Radio Optimum – 93.1 sca
La direction et le personnel de la Radio Optimum remercient chaleureusement leur audience et annoncent à tous ceux qui ont perdu leur contact que depuis plus de deux ans, la Radio Optimum travaille quotidiennement sur la fréquence de 93.1 sca.
Vous avez aussi la possibilité de la capter sur le site www.radio-optimum.com et bientôt sur www.radiooptimuminter.com
Captez chaque jour, à toutes les heures le 93.1 sca.

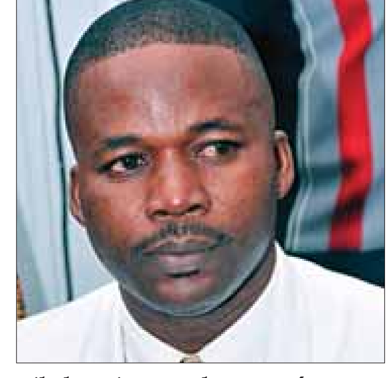
RADIO PA NOU
1685 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226



67 Khz
www.radyopanou.com
Depuis 2002
• Nouvelles
• Analyse
• Publicité
Fondateur: Jude Joseph
Bureau:
(718) 940- 3861
Studio:
(718) 701- 0220 • (718) 856- 8702
(718) 928- 7022 • (718) 462- 0992
(718) 469- 8511

# CEP: Validation du rapport de l'OEA ?


Gaillot Dorsinvil


Ribel Pierre, le représentant du Conseil national du centre démocratique (CONACED)


Ginette Chérubin, la représentante du secteur des Femmes


Jean Thélève Pierre-Toussaint, le représentant de la Fédération des CASEC/ASEC (des Collectivités Territoriales)


Jacques Belzin, le représentant du secteur syndical

**Yves Pierre-Louis**

Après environ deux mois de tergiversation, de tractation, de soumission, de laisser-faire, d'humiliation, des conseillers électoraux ont finalement plié sous les pressions de la communauté internationale et ont fait fi des revendications de la majorité qui réclamait l'annulation purement et simplement de la mascarade du 28 Novembre 2010. Le CEP de Gaillot Dorsinvil, après une nuit blanche, dans la matinée du jeudi 3 février 2011, déclarait Mirlande Hyppolite Manigat et Joseph Michel Martelly (Sweet Micky) éligibles pour le second tour, tout en immolant sur l'autel de l'International le candidat de René Préval, Jude Célestin.

Le CEP, sous les diktats de l'International, a également déclaré vainqueur, lors de cette mascarade, une vingtaine de députés et sénateurs. Le parti du pouvoir Inite tombe au niveau de la présidentielle, tandis qu'au niveau des législatives, il a remporté la palme avec 3 sénateurs et 13 députés. La liste des sénateurs et députés choisis à l'avance est ainsi conçue: Zenny Edwin (Sud-Est) ; Sainvil François Lucas (Nord-Ouest) INITE ; Privert Jocelerme (Nippes) ; Benoît Steven Irvenson (l'Ouest), sous la bannière de la plateforme Alternative, qui participait formellement à cette mascarade sous l'indifférence des dirigeants.

Le président du CEP, Gaillot Dorsinvil qui a échappé au contrôle du gouvernement d'Haïti, de Préval/Bellerive, pour se soumettre à l'OEA, aux occupants et au reste de la communauté internationale, a rendu des documents avec seulement 4 signatures sur 8 des membres du CEP. La moitié des membres du Conseil n'a pas paraphé les soi-disant résultats. Il s'agit de : Jacques Belzin, le représentant du secteur syndical ; Jean Thélève Pierre-Toussaint, le représentant de la Fédération des CASEC/ASEC (des Collectivités Territoriales), Ribel Pierre, le représentant du Conseil national du centre démocratique (CONACED) de Osner Févry et Ginette Chérubin, la représentante du secteur des Femmes. L'un de ces conseillers a clairement déclaré qu'il refusait de signer des résultats imposés. D'autres seraient motivés par l'absence d'une contre expertise des procès-verbaux examinés par la Commission Technique de l'OEA. Mais personne n'avait à leur dire que l'OEA ne devait pas leur imposer des résultats et qu'ils devaient démissionner immédiatement pour protester contre l'ingérence de la communauté internationale dans les affaires internes du pays.

Après la soumission aveugle des Conseillers électoraux, la communauté internationale (OEA, CARICOM, Union Européenne, Etats-Unis, Canada, France ) a félicité ses laquais locaux du CEP de Gaillot Dorsinvil pour le bon travail accompli. Dans un communiqué, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, a encouragé tous les acteurs à saisir cette occasion pour faire avancer le processus électoral. *« Après une année 2010 marquée par le tremblement de terre dévastateur du 12 janvier et l'épidémie de choléra, il est d'une importance capitale pour Haïti de se doter d'un nouveau gouvernement démocratique élu, en mesure de travailler sur les dossiers urgents de la reconstruction et de la lutte contre le Choléra. »*

Michel Martelly et Jude Célestin qui se disputaient la deuxième place face à Mirlande Manigat classée en première position, ont tous deux fixé leur position. Du côté de l'un c'est de l'allégresse et de l'autre l'angoisse. Lors d'une conférence de presse à l'hôtel Oloffson, le jeudi 3 février, Michel Joseph Martelly n'a pas caché sa satisfaction : *« Je dis au peuple haïtien en avant, en avant, car je ne considère pas les résultats d'aujourd'hui comme une victoire finale, mais comme un pas en avant vers les travaux à réaliser afin que le peuple ait accès à l'éducation, à la Santé, au travail et à la sécurité. »*

Jude Célestin de son côté, dans une longue déclaration, a dénoncé le complot de la communauté internationale pour avoir violé ses votes. *« Malgré la faiblesse patente du travail des « experts » de l'OEA et la machination de la fuite programmée, une large fraction de l'international tient mordicus à ce rapport et en impose l'application au CEP, au gouvernement, à notre plateforme INITE [ .] Que notre CEP indépendant a infligé, oui, infligé à la conscience nationale pervertie par les pressions internationales, comme une gifle assénée à la moralité politique, infligée à notre peuple vigoureusement éperonné pourtant au souvenir de ses gloires passées et qui se réveille à un nationalisme que l'on croyait perdu. »*

En dépit de la soi-disant publication des résultats des élections contestées desquelles sont issus des élus contestés, sous la houlette de la Communauté internationale, contre les intérêts du peuple haïtien ; d'autres secteurs de la vie politique haïtienne et les vrais amis d'Haïti de l'extérieur continuent de réclamer l'annulation de cette farce électorale, le départ de René Préval, la formation d'un gouvernement provisoire, l'application de l'article 149 de la Constitution.

Pour l'Organisation politique de Fanmi Lavalas qui ne participait pas à cette mascarade du 28 Novembre : *« La publication des résultats définitifs n'enlève pas le caractère de mascarade à ces élections d'exclusion du 28 Novembre »*, a déclaré la porte-parole du docteur Jean Bertrand Aristide et Coordonnatrice du Comité exécutif de Fanmi Lavalas, Maryse Narcisse. Elle continue par ailleurs, de réclamer l'annulation des dernières élections d'exclusion, la formation d'un autre CEP qui aura à inclure tous les partis politiques.

La Congresswoman, Maxime Waters a exprimé des doutes sur la crédibilité des résultats publiés par le CEP de soumission et elle questionne l'avenir d'Haïti. *« De nombreux Haïtiens et observateurs internationaux n'ont jamais senti que le CEP était légitime sous le gouvernement de Préval, et je demeure convaincue que l'élection présidentielle tenue le 28 Novembre était profondément erronée et que les résultats auraient dû être rejetés en raison des rapports de bourrages d'urnes ; des feuilles de pointage manquantes ou exclues dans de nombreux bureaux de vote ; l'exclusion de Fanmi Lavalas, le plus grand parti politique du pays et les milliers de personnes déplacées qui ont été privées de leur droits, soit parce qu'elles ont été incapables d'obtenir de nouvelles cartes électorales soit parce qu'il n'y avait pas de lieux de vote accessibles dans les camps des déplacés où ils vivent désormais. »*

En tout état de cause, la publication des résultats de ces prétendues élections émaillées de fraudes massives, d'irrégularités flagrantes, de bourrages d'urnes programmés par des partisans des partis influents, va compliquer beaucoup plus la crise politique d'Haïti, avec l'échéance du mandat présidentiel de René Préval le 7 février 2011. Les occupants de l'ONU, de l'OEA et le reste de la dite Communauté internationale ont visiblement pris le contrôle de l'appareil électoral et prévoient un second tour pour le 20 mars prochain entre les deux serviteurs de l'international : Mirlande Manigat et Michel Martelly. Dans cette perspective, entre un maître-chanteur de Compas âgé de 49 ans, surnommé Sweet Micky et une professionnelle de l'université, réputée être constitutionnaliste de 70 ans, qui sera le choix définitif de l'international. De fait à l'issu du peuple haïtien, la communauté internationale qui prétend être venue aider Haïti et sa population, a choisi délibérément de s'immiscer dans les affaires politiques du pays pour imposer sa volonté.

Ce qui est en train de se passer en Haïti, après la catastrophe du 12 janvier 2010, puis de l'épidémie de choléra, maintenant c'est de peaufiner la politique, fabriquée de toutes pièces par le président René Préval et sa plateforme politique INITE alimentée par la communauté internationale. Cette catastrophe politique qui a vu le jour le 28 Novembre 2010, causant ainsi la mort de plusieurs Haïtiens et de nombreux dégâts matériels avait été prévue par l'un des représentants de l'International, un ancien responsable de l'OEA en Haïti, Ricardo Seitenfus qui avait clairement indiqué où la communauté internationale voudrait conduire Haïti.

*« La communauté internationale a le sentiment de devoir refaire chaque jour ce qu'elle a terminé la veille La fatigue d'Haïti commence à poindre. Cette petite nation doit surprendre la conscience universelle avec des catastrophes de plus en plus énormes »*.

Malgré la carence d'une vraie opposition capable de conduire la bataille face au régime de Préval, de proposer une alternative au peuple haïtien et d'amener la communauté internationale à la cause du peuple haïtien de façon dialectique pour sauver ce qui peut-être sauvé en faveur de la population, les militants progressistes devront s'armer de courage et de détermination pour accompagner le peuple haïtien dans sa voie de libération et de la prise en charge de son destin.

# Arrestation de 5 militants Tèt Kole Oganizasyon Popilè yo

Fritz Gérald Charles, Oxygène David, Jude Jean-Pierre, Maréus Alex et Jean-Lord Ronald, 5 militants de l'Organisation populaire dénommée « Tèt Kole Oganizasyon Popilè yo » sont arrêtés par des agents de la Police nationale d'Haïti (PNH), le lundi 7 février 2011, à l'intérieur du bureau des Avocats Internationaux (BAI). Des policiers du Commissariat de Port-au-Prince vêtus de crème et de bleu, bien armés pénétraient à l'intérieur d'un bureau de défense des droits de l'homme, BAI et procédaient arbitrairement à l'arrestation illégale de 5 militants qui discutaient de la situation politique actuelle. Oxygène David quant à lui, il était jusqu'au fond dans une petite maison, quand des policiers ont fait irruption et procédé à son arrestation. Les policiers armés de gros calibre ont réussi à paniquer tous les employés et les plaignants qui s'y trouvaient. Ils ont procédé à l'arrestation de 5 personnes et les ont conduites au commissariat de Port-au-Prince.


**Des militants de l'Organisation populaire dénommée « Tèt Kole Oganizasyon Popilè yo » sont arrêtés par des agents de la Police nationale d'Haïti (PNH)**

Maître Mario Joseph, le responsable de BAI est intervenu rapidement à ce commissariat et un rendez-vous lui avait été donné pour 4 heures. Il a respecté ce rendez-vous. Arrivé au commissariat, le chef de poste lui a fait savoir que le dossier avait pris trop d'ampleur dans la presse et qu'il l'avait déjà transféré à son supérieur hiérarchique. Après des discussions entre le responsable

*Suite à la page (14)*

# Passeport de Jean Bertrand Aristide délivré !

**Par Yves Pierre-Louis**

Finalement, le passeport de l'ex-président Aristide, en exil, en Afrique du Sud depuis sept (7) ans est livré à son avocat Ira Kurzban. Le document a été au service de l'immigration haïtienne depuis le lundi 7 février 2011.

L'avocat d'Aristide. Me. Ira Kurzban arrive à Port-au-Prince, aujourd'hui, mardi 8 février pour venir le récupérer et l'acheminer au titulaire. Les démarches pour le renouvellement du passeport diplomatique de l'ex-président haïtien, Jean Bertrand Aristide sont donc arrivées à terme.

Toutefois, au dernier Conseil des ministres du gouvernement Préval/Bellerive, plusieurs ministres trouvaient ces exigences farfelues, ils exigèrent que le passeport soit envoyé au président Aristide en exil pour qu'il revienne dans son pays, déclarant que le processus est constitutionnel.


**Ira Kurzban**

En attendant l'arrivée du docteur Jean Bertrand Aristide dans son pays, ses partisans maintiennent la pression des rues. Le mercredi 2 février 2011, à l'appel de la Commission permanente de mobilisation Fanmi Lavalas plusieurs centaines de militants, partisans et sympathisants de Fanmi Lavalas

*Suite à la page (14)*

# Magouillance, ticouloutance, trompance

Par Fanfan La Tulipe

On a l'habitude de dire, que tel individu a la vocation, qu'il a ça dans le sang, dans ses gènes, dans ses chromosomes. Ainsi, il y en a qui très jeunes ont un attrait irrésistible pour la prêtrise ou pour le couvent. Ils veulent être plus près de Dieu. Il y en a d'autres qui ont la vocation de soigner les malades : médecins, ils préfèrent être plus près des hommes *menm si yo pa lage Bondye*. D'autres encore aiment être le plus près possible des hommes *pou ba yo baton*. Il s'agit de ceux-là que chez nous on désigne sous le vocable de *jandam*. Il y a surtout cette catégorie pour laquelle j'ai énormément de respect et d'admiration: les musiciens. Ils sont formidables ces gars car avant même qu'on leur ait appris le solfège, ils connaissent tous les secrets du do-ré-mi-fa-sol-la-si-do. Selon moi, ce sont les vrais dieux.

Il y a bien sûr toutes sortes de vocations. Certaines présentent des particularités propres, qui n'ont rien à voir avec les chromosomes mais bien avec des situations précises. Ainsi, tu finis ta philo, *ou filozòf* ; tu aurais aimé être pharmacien, tu vas aux examens d'admission et tu ne réussis pas. Justement, l'échec correspond à l'année où tu pouvais aller «composer» à Damiens. *Ou pase*, et te voilà agronome, un agronome *konsa konsa* puisque tu n'avais pas la vocation. Seulement, tu te consoles à l'idée que tu es un professionnel, tu as un titre, tu es un monsieur dans la société, l'agronome Pierre Richard Sauvignard avec la perspective ou bien de te caser dans l'Etat ou bien de te mettre au service d'un grandon.

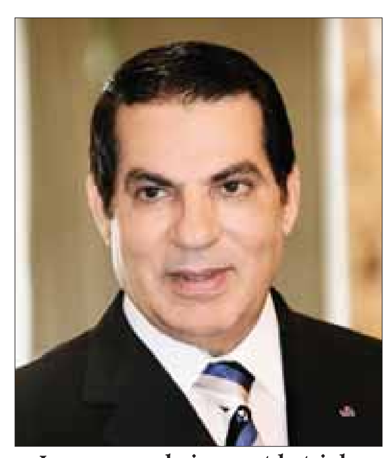
Parmi toutes les vocations, il y en a une qui devrait retenir l'attention. C'est celle qui fait d'un homme ou d'une femme un politicien ou une politicienne sans que l'individu soit passé par une quelconque académie où l'on enseigne, strictement parlant, comment devenir un politicien. N'empêche que certaines personnes sont inexorablement attirées par cette vocation qu'elles développent à partir de la trentaine, avec de rares exceptions. Ce sont des gens dont la vocation est inscrite dans trois traits, trois gènes chromosomiques distincts et distinctifs: les gènes magouillance, ticouloutance et trompance.



Hosni, le mal honni. Hosni, figi di.



Le décolleté d'Angela Merkel. Madame qui calbinde à se colleter à l'arrogance de Moubarak



Les grasses bajoues et le triple menton de Ben Ali

Voyez ce qui s'est passé en Tunisie. Un climat insurrectionnel éclate dans tout le pays suite à l'immolation d'un jeune chômeur, **Mohamed Bouazizi**, le **17 décembre 2010** dans la région de **Sidi Bouzid**; celle-ci devient le théâtre d'émeutes meurtrières entre des habitants et les forces de l'ordre. Ces événements s'étendent ensuite à d'autres régions du pays, s'inscrivant dans un contexte de taux de chômage particulièrement élevé, de corruption à bride abattue, de détournement ou de vol. Le **13 janvier 2011**, Ben Ali annonce la prise de mesures extraordinaires grossièrement magouillantes, ticouloutantes et trompantes qui ne contribuent en rien à calmer la colère de la population. Au contraire, Ali doit battre son derrière. Nuitamment, il prend la fuite comme un voleur.

Son Premier ministre **Mohamed Ghannouchi** forme le 17 janvier 2011 un « **gouvernement d'union nationale** » de 24 membres incluant des opposants au régime déchu. Mais parmi ces unionards le peuple note les repoussantes et grimaçantes têtes de ministres qui avaient l'habitude de goinfrer à l'écuelle BenAliste. Flairant magouillances, ticouloutance et trompances, la rue exige que Ghannouchi se défasse de ces mafieux qui puisaient à pleines mains, à grande *jèd* dans les caisses de l'Etat. Le Premier ministre remanie le cabinet de fond en comble, mais sa tête peut bien rouler d'un jour à l'autre car les manifestants savent trop bien qu'il correspond à une version maghrébine du duvaliérisme sans Duvalier.

Lors de la fuite nocturne de Maître Ali Baba et de ses voleurs, le peuple égyptien qui ne dormait pas d'un seul œil gagne les rues d'autant que Hosni Moubarak est de plus en plus honni à cause de près de trente ans d'une dictature répressive, à cause de ses deux fils Alaa et Gamal qui tiennent la permanence des *zen* du pays, le premier pour corruption démesurée et révoltante, le second pour prétention à succéder au père, selon le *teledyòl* arabe. De **violentes manifestations** hostiles au pouvoir du « Duvalier du Nil » éclatent en Égypte fin janvier 2011 qui prennent l'animal par surprise.

Pour faire diversion, le raïs limoge le gouvernement, projette des réformes politiques mais ne démissionne pas. Pour faire dans le cosmétique, il désigne deux de ses suppôts: le général Ahmed Chafik, chef d'état-major de l'armée de l'air, au poste de premier ministre et **Omar Souleiman**, chef des services de renseignements, l'homme ténébreux du régime, au poste de premier vice-président d'Egypte. La manœuvre pue la magouillance, la ticouloutance et la trompance. Les manifestants ne décolèrent pas. Un bras de fer continue encore entre la population écoeurée, révoltée et un tyran qui s'obstine à aller jusqu'au bout de son «14 mai» qui correspond, dans le calendrier moubarakte, à septembre 2011.

Et pourquoi Moubarak ticouloute-t-il ainsi ? Pourquoi ce sentiment de magouillance qui menace d'amener l'Egypte «*au bord du sang*», comme le soupçonne l'analyste politique français Thierry Meyssan. Tout simplement parce que du côté occidental et particulièrement aux Etats-Unis, à la valse à trois temps magouillants de Moubarak est venu s'ajouter la calbindance de Barack Obama, du petit caniche de Washington, Nicolas Sarkozy, et de la chancelière Merkel friande de corsages décolletés. En effet, l'on sait aujourd'hui que «le roi Abdallah d'Arabie saoudite a[vait] téléphoné au président Obama pour lui demander de stopper ce désordre (sic) en Egypte». Mais, paraît-il que l'homme de la Maison Blanche n'a pas encore trouvé un mercenaire du calibre de Guy Philippe pour faire peur à Moubarak. Alors, il calbinde avec des mots apaisants, mais dit-on, «de plus en plus durs». Une dureté purement de façade, trompante et calbindante.

On sait aussi qu'Omar Souleiman est le principal artisan de la collaboration égyptienne avec Washington, Londres et Israël, cette prunelle des yeux de l'Occident, des Etats-Unis. Il faut ménager Omar, ce qui revient à ménager Moubarak. On ne peut s'empêcher de penser à cette chanson des années 50: *apiye pa frape se Magloire k ban n Pelig*. C'est Moubarak qui nous a permis la paix trentenaire avec Israël. *Apiye, pa frape se Moubarak ki bann lapè.* Du reste Obama, comme ses homologues européens ont peur d'élections démocratiques en Egypte qui mettraient au pouvoir les « terroristes » que sont les Frères musulmans, les seuls avec les Coptes capables de mobilisation. Selon Thierry Messan, «[Ces] *élections profiteraient aux Frères musulmans et aux Coptes. Elles désigneraient un gouvernement qui ouvrirait la frontière de Gaza et libèrerait le million de personnes qui y sont enfermées. Les Palestiniens, soutenus par leurs voisins, le Liban, la Syrie et l'Egypte, renverseraient alors le joug sioniste*». D'où la calbindance Obamate sur fond de magouillance, ticouloutance et trompance.

Et que dire alors du zoo électoro-politichien de chez nous. Tous les macaques y rivalisent de magouillance, ticouloutance et trompance. C'est à qui ticouloutera le plus adroitement, trompera le plus astucieusement, magouillera le plus habilement. Bien avant le 28 novembre, Préval donnait déjà à plein tube dans la magouillance avec son ticouloutoux de Jude Célestin. Depuis, la trompance a atteint ses plus hauts sommets avec le CEP de l'indignité et du déshonneur. Après s'être fait déculotter et dépantaletter ( il ne faut pas oublier Mme Chérubin ) par les experts en magouille de l'OEA, les huit conseillers ont finalement lâché un morceau *tou frèt*, tout fade et rebutant, pourtant au goût de la communauté internationale et du maître de queue des politichiens de tous bords, Edmond Mulet. Le public n'a pas eu droit aux pourcentages réalisés par les deux «vainqueurs», Mimi et Nicky, qu'à cela ne tienne. Seule consolation à cette triste trompance: Mme Chérubin a remonté sa pantalette à temps en ne signant pas le «communiqué de la victoire». Dieu soit loué !

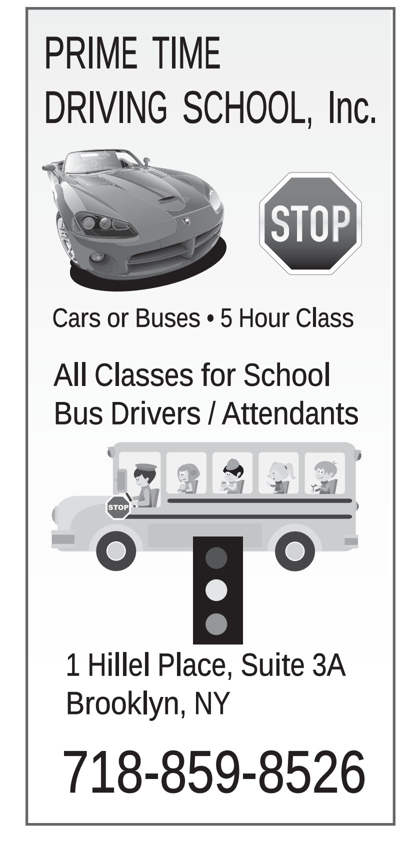
Le rusé Préval donna la mesure de sa ticouloutance en lâchant Jude à moins cinq. Jude qui fut d'ailleurs trahi par quelques petits mafieux au sein de l'INITÉ. La magouillance de l'ambassade étoilée, en effet, avait joué de ses atouts (suspension de visas, menace de gel de juteux comptes bancaires) pour faire plein de Judas autour de Jude qui déboussolé, désemparé, déstabilisé, désarçonné, désorienté, se réfugia dans une longue adresse au peuple haïtien dont le dos large comme un *laye* réussit à amortir le choc d'un «*bèl diskou an franse bò bounda l kreve*». Merci Manno Charlemagne. On a eu droit à des envolées lyrico-philosophico-mystico-ticoulouto-pathétiques qui me firent venir un torrent de larmes aux yeux. Non, je ne blague pas. Je suis un *ti sansib* de naissance. Heureusement que j'avais toute une cargaison de mouchoirs. Oui, le discours de Jude m'a fait du bien *menm si m te kriye*.

Quelques extraits, et surtout prenez vite votre mouchoir. «*J'ai abordé la campagne, porteur d'une vision grandiose, neuve et fraîche pour la République nouvelle… concrétisé[e] sous la forme des 2 000 kilomètres de routes que nous avons construites ou réhabilitées et par l'action prompte et salvatrice de cet organisme dans les lendemains douloureux et endeuillés du séisme du 12 janvier 2010. Sur les ailes de cette vision, j'ai mené une campagne expansive et exubérante, allègre et colorée, irradiée du sourire et de la dévotion de mes partisans…, nous sommes absolument convaincus d'avoir bousculé les panneaux branlants des sondages truqués et manipulés et remporté haut la main les joutes de ce 28 novembre, abandonnées d'ailleurs dès midi par nos adversaires effrayés de l'immensité de notre vague conquérante… Dès lors, les officines souterraines et les forums se sont mis au travail de sape pour crucifier Jésus-Christ (J.C.) et glorifier Barabas*». **J'aurais pu continuer, mais la douleur de la crucifixion m'a fait tant mal au cœur que je ne veux pas saigner à nouveau.** *Pito m ret la.*

**Je terminerai cette rubrique en mettant, avec plaisir, un** *ti* beurre sur la tartine toute ratatinée des «Douze» et de leurs acolytes qui réclament à cor et à cri le départ de Préval, l'annulation des élections bidon de l'année dernière, la formation d'un gouvernement bancal de transition. *Ou tande bèf…* Douze farceurs, djoleurs, blofeurs, péteurs, salisseurs qui n'ont de gargane que derrière un micro. Ils n'ont absolument aucune force. *Pa menm madanm yo pa fin dakò* avec leurs élucubrations. Imaginez: douze candidats, douze partis en principe. Imaginez: chaque candidat-parti mettant mille partisans sur le macadam. Dame ! Ça ferait bien douze mille manifestants ! De quoi impressionner Edmond Mulet. Mais ils ne sont capables de mobiliser ni mille, ni douze cents, ni même cent, voire deux cents. Alors qu'on le veuille ou non, il faut l'avouer, la démarche des Douze pue de magouillance, ticouloutance et trompance. Qu'on ne s'y trompe pas !







# Ayibobo pou mèt Jean CL Laforest, yon jeremyen ki te renmen vil li, ki te renmen liseyen li yo

Kilès jeremyen ki gen laj mwen ki te pase nan Lise Nò Aleksi ki pa abitye ak son twouso kle a, son ti klòch la nan tout koulwa premye ak dezyèm etaj etablisman sa a ? Tout moun kondisyone paske towo bout kòn nan la.

Souvan lè nou pale de Lise, nou wè vagabondaj, voye boulèt sou mèt, anpeche klas travay. Sepandan jis jounen jodi a, Lise yo rete youn nan pi bon lekòl ki genyen. Si yon nonm pat gen chans pou l te pase nan yon Lise, li pat janm konn anyen nan anbyans ki te gen nan klas segondè. Tout Lise se menm, nan kapital tankou nan vil pwovens. Se kòmsi youn te krache nan bouch lòt. Pou yon direktè ak yon sansè dirije yon Lise, fòk yo konn sa yo ye.

Fen ane 50, jenn gason, mèt Jan Laforè te fè yon chwa. Li te anbrase youn nan karyè ki pi maltrete nan peyi Dayiti: Ansèyman. Se konsan an 1957, lè patizan yon kandida te boule Lise Nò Aleksi a, mèt Jan te deja sansè. Plas sa li te okipe a, te mennen l al kay rakonte. Youn nan elèv li yo ki pat prezan te deklare: « Sanble se nan sansora moun ki te mete dife a te pase pou l te fè aksyon an ». Fraz sa a te fè ni Direktè ni Sansè al di sa yo konnen sou zafè dife a. Apre yon entèwogasyon miskle nan kazèn Jeremi a, mèt Amikle Boje ak mèt Jan Laforè te jwenn liberasyon yo. 9van apre, Amikle Boje chape poul li, li rantre Kanada. Mèt Jan pa fè yon pa. Li te rete paske li te vle sèvi peyi l, li te vle sèvi vil li Jeremi.

Apre depa ansyen Direktè a, nòmalman dyòb la te dwe vin pou Jan paske li te ranpli tout kondisyon ki te dwe fè l jwenn li. Men mouche politik te mete pye l atè. Se te Jilbo Wobè, yon mèt ki t ap dispanse kou matematik nan klas segond ak reto ki te jwenn plas la. Kèk ane apre, mèt Jilbo te nome kòm jij enstriksyon nan kapital la, li te remèt direksyon an bay mèt Jan Laforè.

Pwofesè nan kolèj Sen Lwi Wadfrans nan vil Jeremi, pwofesè



Mèt Jean CL Laforest

Laten an 4èm, Aljèb an 3èm, Sansè answit Direktè, se wòl sa yo mèt Jan Laforè te jwe nan vil la, avan menm ansyen elèv 57 la te pouse do l te fè l al ateri nan lakou Edikasyon Nasyonal kòm enspektè.

Lè nou te pale pi wo de zafè twouso kle ak klochèt la, se pou nou te di konbyen 2 bagay sa yo te ede mèt Jan Laforè nan disiplin Lise a. Lè li pa mache ak youn li mache ak lòt. Chak fwa elèv yo tande ti bri 2 bagay sa yo, dezòd fini. Tout moun rantre nan koki yo, youn ap di lòt Laforè la, pa fè bri. Lè mèt Jan kenbe yon elèv ap fè dezòd si elèv sa a se nan klas gramè li ye li gen 2 chans, swa li woule anba kèk kout feril oubyen li ba l pensòm, pafwa li akonpaye l de NAZIKALESO vèsyon laten pou elèv la etidye pa kè. Pou elèv ki deja touche klas imanitè, se yon lòt koze. Si yon jou misye ta jwenn w ap fè dezòd men sa l ap di w : « Allez chez vous, faites vous accompagner par l'un de vos parents » Ale lakay ou, fè manman w oubyen papa w mennen w vini. Si toutfwa ou t ap eseye ba li yon ti priyè, l ap di w : « A prendre ou à laisser » Li pap tounen sou desizyon l.

Laforè te renmen Lise a, li te renmen tout elèv, menmsi ou te pitit grannèg oubyen ou te pitit malere. Li pa te konn al Pòtoprens souvan, paske yon sèl jou li fè deyò kapab mete lise a tèt anba. Vagabon pwal voye boulèt sou mèt, li liv kòbòy pandan kou ap fèt, fimen sigarèt, voye pòy sou lòt. Mèt Jan te enmi sigarèt, menmsi yon elèv ap fimen sou plas piblik la, li wè misye l ap jete sigarèt la. Yon jou mèt Jan te soti Pòtoprens pa avyon, li te apèn debake, li voye malèt li lakay li, li rantre nan Lise a. Li pa menm mande n kòman nou ye, li te parèt ak yon sèl refren : De l'avion étant, j'ai vu de nombreux élèves entrain de sillonner la pente des Brouettes avec des cigarettes au bec. Pandan l nan avyon an, li wè yon bann elèv k ap mache nan tout sans Nan Bouwèt avèk sigarèt nan bouch yo. (1)

Si Jeremi konn sa yo rele kanaval etidyan, se gras a mèt Jan. Si Lise a gen fanfa ak gwoup majorèt se gras a li. Mèt Jan Laforè te yon 4 pa 4, li pat pè labou lè se pou zafè edikasyon nan vil Jeremi. Nan zafè foutbòl entèskolè li te la. Li achte soulye, inifòm pou ekip. Li voye elèv malad lopital, li peye medikaman pou yo. Li ede kèk paran pòv, li peye kay pou yo. Lontan lè egzamen bakaloreya te konn fèt nan kapital la sèlman, mèt Jan Laforè te tankou yon papa, Se li ki pou bay kèk elèv lajan pou yo peye batiman. Se li ki pou fè demach pou pèmèt elèv ki pa gen moun nan vil Pòtoprens jwenn kote pou yo dòmi.

Se avèk dlo nan je, 3 mwa avan sansè m nan te mouri, li te rakonte m konbyen li te renmen Jeremi, ki tò ansyen elèv li sa a te fè li lè li te pouse do l nan yon vil li te konnen se la li t ap rann dènye soupi l.

Se nan fen mwa Janvye a mèt Jan Laforè te al nan peyi san chapo. Li te gen plis pase 85 rekòt kafe. Pou anpil jeremyen ki menm jenerasyon avè m, ki te nan Lise Nò Aleksi, ki konn mèt Jan byen, yo di mesye se te yon modèl, yon nonm vil Jeremi pap jwenn menm apre yon syèk, pou amou li te gen nan kè l pou vil li, pou edikasyon liseyen li yo.

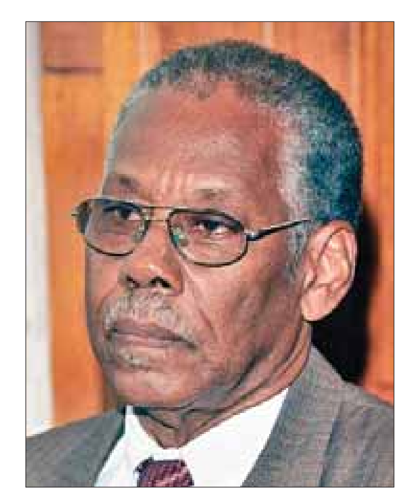
Jean S. Pompée

Nan Bourèt, se yon ri ki mennen nan lise a

# Paul Denis, Minis Lajistis la, pap demisyone !

Paul Denis pap demisyone nan pòs Minis Lajistis ak Sekirite Piblik la, daprè yon sous byen enfòme. Senatè Jean Rodolphe Joazil, yon manm platfòm INITE a te fè konnen vandredi ki sot pase a sou Vizyon 2000: « Si se te pou M. Denis, li t ap kite pòs la depi jedi maten ».

Vrèman, tout moun t ap tann pou Paul Denis ranje pakèt li apre gwo deklarasyon li te fè sou patisipasyon reprezantan kominote entènasyonal la nan kesyon eleksyon peyi Dayiti kote li te di: « Yo retire rezilta yo nan pòch yo e yo egzije pou yo pibliye yo. Se gwo pisans yo ye, yo ka menm si yo vle enpoze nou yon anbago. Yo aji tankou kolon. Men se pou yo konprann, gen fanm ak gason nan peyi a ki egzije pou yo trete yo avèk diyite » N ap raple Paul



Paul Denis

Denis t ap milite nan Oganizasyon Pèp nan Lit (OPL) anvan li te aksepte jòb minis sa a.

# Lakomin Pòtoprens ap bay dizon l sou òganizasyon kanaval ane sa a

Se madi 8 fevriye a majistra Pòtoprens nan, Jean Yves Jason, te gen pou fè yon pale sou jan kanaval la ap òganize soti 6 pou rive 8 mas k ap vini la a. Mesye Jason te fè konnen : « Nou pa dwe bliye kanaval se yon espas ekonomik, yon defoulman. Zafè moun k ap pale de kanaval/tant la, sa pa yon pwoblèm».

Dapre majistra a, pakou kanaval la ap evite espas sinistre tranblemanntè 12 janvye 2010 nan okipe a. Li fè konnen tou pwojè a deja al jwenn minis Lakilti a Marie Laurence Jocelyn Lassegue. Gen yon 90 milyon goud ki dispoze pou kanaval la, 40 milyon ladan l se nan Trezò Piblik la li soti.

Gen anpil pale k ap fèt nan popilasyon an, gen moun ki dakò, gen lòt ki kont pou kanaval



Jean Yves Jason

la òganize. Antouka, depi kèk semen, gen bann apye, gen cha k ap defile chak dimanch nan lari Pòtoprens, zòn Channmas.


**Fowòm patriyotik pou yon demen miyò**

**6 fevriye 1986 pèp Ayisyen an ap ranvèse dinasti Divalye a. Meriken ap sètoblije ale an Frans ak diktatè sanginè Janklod Divalye.**
**Pou komemore 25yèm anivèsè kokennchenn viktwa sa a, Konbit Ayisyen pou Kore Lakay (KAKOLA) ak International Support Haiti Network (ISHN) ap envite nou nan yon fowòm: pou nou debat ansanm:**

- **Siyifikasyon viktwa 7 fevriye 1986 la**
- **Tantativ reyaksyonè lokal e etranje yo pou deraye mouvman demokratik la**
- **Eleksyon malatchonng anba okipasyon**
- **Retou "pitit tig" la sou pwoteksyon Etazini ak Lafrans**
- **Bilan kritik mouvman demokratik la**
- **Kisa noumenm nou ka fè? Kisa nou dwe fè nan konjonkti sa a.**

**Vin fè tande vwa nou! Vin pote lide pa nou !**

**Dimanch 13 fevriye 2011, 6 è p.m.**
**Nan lokal Haïti Liberté**
**1583 Albany Ave (kwen Gleenwood Road), Brooklyn, NY 11210**

**Antre Gratis!**
**Pou plis enfòmasyon rele (718) 421-0162 • (917) 251-6057**


# Yon kay kraze nan Delma 30 lakoz 1 moun mouri, yon lòt blese

Vandredi 1e fevriye nan apre midi, yon kay nan Delma 30 ki te deja andomaje depi apre tranblemanntè a tonbe, li kraze. Yon mesye 22zan mouri, yon lòt 17tan rive soti anba dekonm yo gras a popilasyon zòn nan ki te mete dilijans yo deyò pou sove lavi li, men li blese grav. Gen moun ki di te gen yon sekous avan kay la tonbe, gen lòt moun ki panse se paske gen moun ki pa sispann ap rale materyo ki te konstui kay la pou al vann. Yo panse se sa ki lakoz kay la rive tonbe.



Kay la te tonbe sou yon nèg ki te genyen 22 lane, touye l frèt



Moun sa a limenm pat mouri

# Haïti Elections 2011: La menace GNB



**La pilule fielleuse des GNB Mirlande Manigat et Michel Martelly au service des requins internationaux. Ces deux obsédés sont blanc bonnet et bonnet blanc, tous deux déterminés à livrer le pays en pâture à l'international**

**Par J. Fatal Piard**

Depuis belle lurette, la menace terroriste constitue une sévère préoccupation pour toute la planète terre. En 2011 encore en Allemagne, la population se souvient de l'enfer qu'elle a vécu au temps maudit des Nazis. En Haïti, les familles des martyrs des Duvalier et les rescapés de cet enfer duvaliérien sont terrifiés par le simple fait de s'en souvenir. Plus près de nous, la plaie laissée par l'enfer GNB est encore fraîche et puante.

La menace terroriste est prise au sérieux au point qu'elle fait partie intégrante de tous les programmes de gouvernement qui priorisent la sécurité de leurs contribuables. En Haïti par contre, à la faveur de ces élections Cash for Vote, l'International, par le biais des fins experts de l'OEA, nous impose une autre forme de terrorisme d'Etat en l'occurrence le spectre GNB. Ainsi s'appelle cette nouvelle forme de terrorisme qui n'est que la mise en commun des astuces des mafias locale et internationale qui liguent leur cynisme pour anéantir les masses populaires. Selon les dictats de l'OEA qui n'avait pipé mot quand les hommes de main de Gérard Latortue assassinaient les militants du mouvement populaire, suite au kidnapping du Président Jean Bertrand Aristide, ces élections seraient cette panacée devant éradiquer le cancer de la misère.

Selon les délires de ces fins experts internationaux en décompte de procès verbaux et de bulletins, le deuxième épisode de cette tragicomédie devrait se dérouler entre la candidate du RDNP et le candidat de Réponse Paysan. *Menm tenyen yo* !!! Qu'il s'agit de Madame Mirlande Manigat, de Michel Martelly de son parti fantôme cousu de toutes pièces, ou autre défenseur acharné du système, la menace GNB pèse de tout son poids sur les revendications fondamentales des masses populaires en l'occurrence l'accès aux soins de santé, à l'éducation, à un logement décent, à la nourriture et aux loisirs.



**Ce Mulet aussi effronté qu'un colon en territoire conquis, refuse d'admettre que cette Aide Humanitaire du Choléra est une courtoisie de la Minustah**

Au cours d'une intervention sur une station de radio de la capitale, Monsieur Max Mathurin a fait des révélations pertinentes. « *En général, les résultats des élections sont toujours manipulés par la nébuleuse intouchable de l'international* ». Par crainte de se voir enlevé son visa qui lui empêcherait de faire son entrée triomphale dans la terre promise, l'ex président du Conseil Electoral Provisoire n'a pas eu suffisamment de culot pour dévoiler l'identité de ces « Nébuleux » pourtant notoires pour le commun des mortels.

Par réflexe de couard entêté, ajouté à une mesquinerie incurable, Monsieur Mathurin a choisi délibérément de tergiverser au lieu d'informer l'opinion publique sur un sujet aussi fondamental dans la présente conjoncture. Cependant, cette catastrophe électorale telle que déroulée le 28 novembre 2010 ne devait étonner personne. Celle d'avril et de mai 2009 n'était en rien différente. L'unique différence se retrouve au niveau des enjeux.

Tout haïtien qui se veut honnête, conviendra avec nous que notre pays n'a pas un problème d' « Elections ». Les Elections depuis 1957 constituent l'alibi le plus convenant pour l'international pouvant enfoncer le pays aux confins inaccessibles du chaos. Notre pays drastiquement appauvri par la colonisation et les multinationales, pris en otage par cette oligarchie de contrebandiers et de mafias de tous ordres, fait face à des crises encore plus profondes.

Ces crises en question, ne sont que des indices que les couches marginalisées sont confrontées à de dramatiques réalités socioéconomiques. L'international, au lieu de nous venir en aide, nous contraint d'avaler une occupation qui leur coûte 800 millions de dollars l'an. Cette occupation est agrémentée d'une pandémie de choléra qui a déjà fait plus de cinq mille victimes du moins officiellement. Pour dissimuler leur incapacité à nous tirer du bourbier du sous-développement, l'international qui n'est qu'un repère privilégié de cyniques, de sadiques et d'endurcis, nous impose ces « Elections » *Bouyi Vide*.

**Elections ou épreuves de duperies**

Venu maintenant le moment de débattre sur les milliers de cas de fraudes, d'imperfections, d'irrégularités, d'abus de pouvoir, d'injustices, de violences etc. enregistrés au cours de ce spectacle abominable organisé le 28 novembre 2010, juste pour prouver à l'international sa mauvaise foi mêlée d'hypocrisie. Pour les naïfs, il s'agissait d'élections libres, honnêtes et démocratiques. Pour les gens sensés par contre, il ne s'agissait que d'une épreuve de duperies de très mauvais goût.

Nous le répétons haut et fort, l'international tel que présenté depuis des lustres, n'est qu'un panier de vipères déterminées à provoquer la ruine de ce pays de nègres insoumis qui ont sonné le glas de l'esclavage. Cette farce volontairement mal planifiée a été organisée juste pour satisfaire les fantasmes malséants de l'international qui se sent si confortable à patauger dans ses propres défécations.

En dépit de la mise en garde des forces vives de la nation, l'international a financé ces irrégularités à hauteur de 29 millions de dollars. Combien de dénonciations, combien de protestations, n'avaient été émises par les organisations populaires proches de Fanmi Lavalas pour éviter au pays ce séisme électoral du 28 novembre 2010 ! Combien de sit-in, combien de manifestations n'avaient pas organisés les forces vives de la nation pour dissuader les puissances donneuses de leçons de démocratie sur mesure pour ne pas financer cette tragédie !

Comme l'on devait s'y attendre, les fraudes et les irrégularités étaient tellement nombreuses que ce pays qui ne s'est pas encore relevé de l'horreur du séisme du 12 janvier, a dû payer les services d'« experts » internationaux pour venir les comptabiliser. Et, c'est exactement la résultante de cette consultation d'experts en comptabilités électorales qui fait planer sur les masses populaires le spectre GNB, pour le malheur du pays.

Déjà des sondages programmés préparaient l'opinion publique qui croit au changement en profondeur à ingurgiter sans broncher la pilule fielleuse des GNB à travers Mirlande Manigat et Michel Martelly et autres anguilles au service des requins internationaux. Ces deux obsédés sont blanc bonnet et bonnet blanc, tous deux déterminés à livrer le pays en pâture à l'international.

**Séisme électoral du 28 novembre**

Les élections d'avril mai 2009 ne diffèrent en rien de celles du 28 novembre 2010 en termes d'organisation, d'irrégularités, d'exclusion, de magouilles, et autres imperfections mûrement planifiés. S'il existe une infime différence, ce n'est qu'au niveau des enjeux, car il était aussi question de présidentiels et de députés. Comme

*Suite à la page (15)*




# René Préval, du reniement à la lâcheté

**Par Catherine Charlemagne**

Pendant plus de deux mois, le Conseil Electoral Provisoire (CEP) et la présidence haïtienne ont entretenu le suspense sur un soi-disant résultat d'une élection qui n'a jamais eu lieu. Pour qu'il y ait des gagnants et des perdants il faudrait déjà qu'il y eût compétition. Or dès le début du processus menant à la mascarade du 28 novembre 2010, le Président de la République et ses hommes avaient tout entrepris pour que les choses se passèrent comme le monde entier l'a constaté : un déni électoral au principe démocratique. Bref, une insulte à l'intelligence.

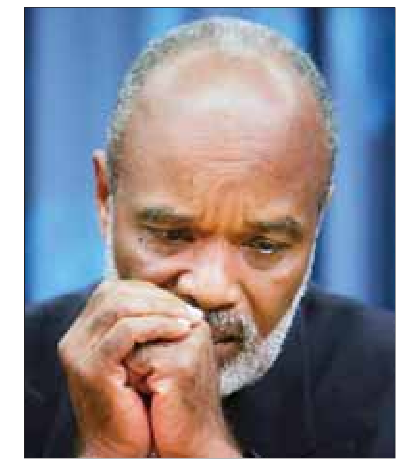
Mais face au vide de l'opposition ou aux cris assourdissants dans le désert politique haïtien, le forfait, mieux la forfaiture du clan au pouvoir, a été acceptée par une Communauté internationale qui traite les Haïtiens de plus en plus en sous-hommes. Et ce n'est certainement pas accepté de renier ses convictions par lâcheté et intérêts personnels qui va modifier ce traitement avilissant. Dans cette conjoncture, les trois principaux responsables de ce bannissement de la souveraineté nationale et du mépris de l'homme haïtien se nomment : René Préval, chef de l'Etat, Gaillot Dorsinvil, Président d'un CEP qui devrait avoir honte de continuer à présider et Jude Célestin, candidat du Parti *Inité*.

On savait que le Président de la République était depuis longtemps dans une logique de gagner à tous les coups, quitte à tout sacrifier : ses amis, le pays, etc. Mais jamais l'on aurait pensé qu'il était prêt à se sacrifier lui-même. Pire, non pas par courage et bravoure pour défendre ce pouvoir qu'il aime tant, mais en avalant les couleuvres qui, sans nul doute, resteront en travers de sa gorge et qui, finalement, causeront sa perte. Après le soulèvement des partisans du candidat Michel Martelly (Sweet Micky) et des autres candidats contre le résultat du premier tour, le Président a compris qu'il ne pourrait plus gagner son pari qui consiste à rééditer le coup du feu dictateur, François Duvalier, en s'éternisant au pouvoir par le biais de son poulain Jude Célestin.

Dès cet instant, il ne lui restait qu'une alternative : gagner du temps afin de pouvoir effectivement jouir des trois mois supplémentaires (mars, avril et mai) qu'il s'était octroyés par un Parlement (j'approuve) à grand coup de centaines de milliers de dollars. Or, le seul moyen de pouvoir rester à la tête du pays pendant ce court laps de temps, c'était de trahir ou d'immoler, une nouvelle fois sur l'autel de l'ambition personnelle, l'un de ses amis. Sauf que, cette fois-ci, il n'a pas eu le choix : il s'agit de son fils tant aimé. Le fils sur lequel reposait tout ses espoirs, Jude Célestin. Celui pour lequel il a dû envoyer sur le bûcher son ami de trente ans et son ancien Premier ministre, Jacques Edouard Alexis.

On l'a vu et on l'a souvent redit : René Préval, après avoir pris goût à l'ivresse du pouvoir, ne veut reculer devant rien ni aucun haïtien pourvu qu'à l'arrivée, il y ait le pouvoir. Qui aurait imaginé cet appétit du pouvoir lorsqu'il était encore responsable de sa boulangerie il y a tout juste vint ans ! Lorsque l'Organisation des Etats Américains (OEA) lui a remis le rapport qu'il avait lui-même sollicité pour gagner du temps et dans lequel, les Etats Unis et la France lui ont intimé l'ordre de revenir sur le classement des résultats, c'est-à-dire, de rétrograder son protégé, Jude Célestin, en troisième position, il aurait pu, en tant que Président de la République, s'opposer à cette demande, voire cette ingérence dans les affaires internes du pays.

Le Président Préval ne l'a pas fait. Il avait en tête la date du 7 février, date à laquelle il devait constitutionnellement céder la place à son successeur élu ou à un gouvernement de transition. Date que



**René Préval**

la Communauté internationale lui a imposée comme butoir s'il n'avait pas accepté de sacrifier Jude Célestin en demandant au Président du CEP, Gaillot Dorsinvil, d'accepter à son tour la proposition du rapport de l'OEA. Depuis une semaine, l'on connaît la suite.

Mais pourquoi Gaillot qui se défendait toujours de n'être pas à la solde du chef de l'Etat a accepté sans broncher le verdict de la Commission de l'OEA ? En tant que patron d'un organisme censé être autonome du pouvoir politique, Gaillot Dorsinvil n'avait aucune obligation d'exécuter les dictats de la Commission encore moins ceux du Palais national. Pourtant, après un tas de discours vains, creux et incompréhensibles, sorte de langue de bois, Gaillot s'est mis à plat ventre comme si le fait de résister à une demande d'une organisation étrangère l'aurait conduit à la potence.

L'homme a-t-il pensé au moins à sauver son honneur et sa dignité en tant que haut fonctionnaire d'un Etat censé libre et indépendant, même s'il traverse une période difficile de son histoire ? Evidemment, nous n'ignorons pas les pressions de la présidence de la République et les menaces de différentes ambassades, prêtes à annuler les visas d'autres hauts fonctionnaires du régime. Mais est-ce une raison pour le Président d'un organisme étatique de jeter les armes face à l'étranger ? Pourquoi n'a-t-il pas démissionné ?

Que fait-on aujourd'hui de l'orgueil et de la fierté de l'haïtien digne, fils de l'épopée de 1804 ? C'est de la lâcheté. Dans cette affaire, l'institution électorale aurait pu sortir la tête haute même si, pendant tout le processus électoral, elle s'était comportée comme la « chose » d'un régime finissant. Certes,

*Suite à la page (15)*

Denasse
REALTY

• Income Tax
• Rapid Refund
• E-Filing
• Rental: Co-ops, Commercial, Residential
• Typing Service
• Translations
• Notary Public
• Immigration Services
• Resumes, Faxing & More
**Lebrens Denasse**
Licensed Real Estate Broker
674 Rogers Avenue
(between Lenox & Clarkson)
Brooklyn, NY 11225
**718.484.4156** office
**646.725.3327** cell
*ldenasse76@yahoo.com*

# Prisonniers de leur propre île Interview d'Ashley Smith sur Haïti et les ONG

**Les ONG internationales, et l'industrie de la catastrophe : l'exemple haïtien.**

*Malgré les énormes sommes d'argent collectées, la majorité des Haïtiens victimes du séisme en janvier 2010 n'ont connu aucune amélioration. Un million d'entre eux vivent encore dans les camps de toile, les gravats n'ont toujours pas été enlevés et la reconstruction promise n'a pas encore commencé.*

*A qui la faute ? D'une part, par exemple, à la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (la CIRH), co-présidée par Bill Clinton, et qui agit pour le compte des Etats-Unis, avec l'aide des Casques Bleus de l'ONU, et aux pays étrangers, satellites des Etats-Unis, la France en tête, qui n'ont pas versé les fonds promis, et qui ferment les yeux sur cette infâmie.*

*D'autre part, aux ONG internationales, qui, au mieux, travaillent de façon chaotique et inefficace, et au pire, n'engagent pas l'argent recueilli dans des projets de reconstruction.*

*Et, tout cela, parce que toute cette engeance œuvre pour les intérêts privés de l'Empire au mépris des sinistrés, pour lesquels elle avait pourtant lancé en grande pompe et à grand fracas des appels aux dons déchirants.*

*Voici, pour comprendre tout cela, une Interview avec Ashley Smith sur Haiti et les organisations Non Gouvernementales (ONGs) « Prisonniers de leur propre île »Entretien dirigé par Mike Whitney. (Emcee)*



**C'est pour toutes ces raisons que l'ancien représentant de l'OEA à Haïti, Ricardo Seitenfus, a déclaré que l'ONU « transformait les Haïtiens en prisonniers de leur propre île »**



**Dans le meilleur des cas, les ONG fournissent tout un tas de services incohérents aux sinistrés. Dans le pire des cas, elles gardent sous le coude des sommes ahurissantes.**

**Mike Whitney :** Dans votre article dans CounterPunch intitulé «Haïti and the Aid Racket» (Haïti et le racket de l'aide humanitaire»), vous dites que «la catastrophe en Haïti a révélé les pires aspects du gouvernement des Etats-Unis et de l'industrie de l'aide humanitaire». Pouvez-vous nous expliquer ce que vous entendez par là?

**Ashley Smith** : Après le tremblement de terre, les puissances impériales et les ONG internationales ont collecté des milliards de dollars avec la promesse d'assurer l'aide aux victimes du séisme à Haïti et ensuite de reconstruire le pays. Aujourd'hui, même des personnalités reconnues sont très critiques vis-à-vis des interventions des Etats-Unis et des ONG.

Par exemple, Ricardo Seitenfus, Représentant Spécial en Haïti de l'Organisation des États Américains (OEA) a déclaré au quotidien suisse, Le Temps : « S'il existe une preuve de l'échec de l'aide internationale, c'est Haïti ».

Pour ces instants d'honnêteté, l'OEA a destitué Ricardo Seitenfus de ses fonctions. Pourtant, il avait raison. Aujourd'hui, il y a encore plus de 810.000 personnes, essentiellement des victimes du séisme, qui sont obligées de vivre dans 1150 camps de toile, à Port-au-Prince et en périphérie. Seulement 15% des logements de transition qui avaient été promis ont été construits. Et, étonnamment, seulement 5% des gravats ont été enlevés. Et il n'y a pratiquement pas eu de reconstruction.

Ce sont les Etats-Unis qui sont les premiers responsables de cet échec. Au tout début, l'Administration Obama, sous couvert d'aide humanitaire, avait profité du séisme pour déployer 20 000 soldats et 17 navires de guerre pour renforcer l'occupation du pays par les Nations Unies pour maintenir l'ordre parmi les sinistrés et empêcher un afflux de réfugiés aux Etats-Unis.

Cette réponse militaire, comme l'a dénoncé Médecins sans Frontières à l'époque, a en réalité gêné la distribution des secours d'urgence. Et une fois que les US se sont réellement penchés sur l'aide humanitaire et la reconstruction, c'était pour créer la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (la CIRH), sous leur direction, qui recueillait des promesses de dons de dix milliards de dollars de la part des puissances impériales. La CIRH, toutefois, n'a, à ce jour, reçu que 10% des sommes promises.

Une fois qu'ils auront récupéré les dons (s'ils le font), les Etats-Unis comptent mettre en œuvre un projet néolibéral visant à exploiter la main d'œuvre bon marché d'Haïti pour l'employer dans les usines, les plantations destinées à l'exportation, et les sites touristiques. Et donc, ce qu'ils prétendent être un «effort», selon le terme employé par Bill Clinton, le président de la CIRH, l'effort de mieux construire, est en fait une imposture destinée à exploiter Haïti.

Le bilan des ONG internationales est presque aussi catastrophique. Pour être juste, certaines ont accompli un travail remarquable, en particulier Partners in Health. Mais, d'une façon générale, les ONG ont manqué à leur engagement vis-à vis des Haïtiens. Les ONG n'ont pas dépensé les sommes énormes qu'elles ont collectées. La Croix Rouge, par exemple, a recueilli 479 millions de dollars de dons pour Haïti, mais n'en a dépensé ou engagé dans des projets que 245 millions.

Les ONG ne coordonnent pas les secours. Elles sont toutes engagées dans une compétition capitaliste pour la collecte des dons et leur préoccupation est d'estampiller leurs actions de façon distincte pour pouvoir annoncer leurs «réussites» à leurs donateurs. En conséquence, dans le meilleur des cas, les ONG fournissent tout un tas de services incohérents aux sinistrés. Dans le pire des cas, elles gardent sous le coude des sommes ahurissantes.

En réalité, les Etats-Unis, leurs alliés, et les ONG qui les représentent ont supervisé et, dans de nombreux cas, provoqué l'aggravation de la situation à Haïti au cours de l'année passée. L'échec de la reconstruction a condamné des centaines de milliers de personnes à rester bloquées dans les

*Suite à la page (16)*


Law Offices of

ARTHUR & ASSOCIATES, PLLC



FAMILY LAW & CRIMINAL
- Divorces
- Child Custody & Visitation
- Child/Spousal Support
- DWI
- Assault
- Theft/Juvenile Crimes

BANKRUPTCY • IMMIGRATION
REAL ESTATE • WILLS/PROBATE

Reasonable Rates
Free Phone Consultation

347-240-2876

1501 Newkirk Avenue
Brooklyn, NY 11226


# La crise politique haïtienne est elle terminée ?

Par Christophe Wargny

Jude Célestin, c'était le candidat du président René Préval, lors des élections présidentielles du 28 novembre 2010. Un homme falot et dévoué à son présidentiel tuteur. Celui-ci espérait-il, dans l'ombre, gouverner encore ou s'assurer de l'impunité face à de lourdes accusations de corruption, antérieures au séisme ? Malgré des moyens énormes, ceux de l'Etat, et de multiples manœuvres de fraude et d'intimidation le jour du scrutin, malgré un Conseil électoral provisoire (CEP) dévoué au président, M. Célestin n'est arrivé que second, au coude à coude avec le troisième, le chanteur Michel Martelly, dit Sweet Micky. Le taux d'abstention a été proche de 80 %. C'est dire à quel point les Haïtiens, victimes ou non du séisme, sentaient mal l'enjeu électoral.

Même la « communauté internationale », toujours pressée depuis 25 ans d'organiser les élections qui-vont-remettre-le-pays-sur-les-rails, a trouvé à redire. Le parti au pouvoir, Unité, n'a pas réussi à sauver les apparences, d'autant que la rue a plusieurs fois grondé contre les tripatouillages. L'Organisation des Etats américains (OEA) a été chargée d'un vague recomptage. Qui élimine finalement le candidat du pouvoir. Après 15 jours de tergiversations et une tentative de diversion, qui n'est peut-être pas la dernière (après le retour de Jean-Claude Duvalier, le dictateur renversé en 1986), le clan Préval, divisé, isolé et sous pression de l'ONU, paraît avoir cédé.

Comme le Conseil électoral l'a confirmé le 3 février, le second tour des présidentielles opposera donc le 19 mars, quatre mois après le premier, Mirlande Manigat, juriste libérale qui a surtout les faveurs de la classe moyenne – mais qui n'a jamais été aux affaires –, à Sweet Micky, plus connu dans les classes populaires urbaines, sans programme cohérent, mais pas sans passé. Jeune dealer duvaliériste, il n'a condamné aucune des dictatures qui se sont succédé depuis 1986. *« Arrivé au pouvoir, j'aimerais que tous les anciens présidents deviennent mes conseillers afin de profiter de leur expérience »*, a-t-il déclaré au quotidien Le Nouvelliste. On imagine autour d'une table les généraux Namphy, Avril et Cédras, les civils Aristide et Préval… Sur fond de reconstruction qui ne commence pas et de choléra qui poursuit son inexorable hécatombe, le choix s'annonce dramatique, d'autant que le populisme de Sweet Micky est sans bornes. Beaucoup d'Haïtiens, qui n'attendent rien de la classe politique, pourraient être tentés par un homme « neuf », même s'il est sans doute connecté avec les pires malfrats de la politique et de l'économie.

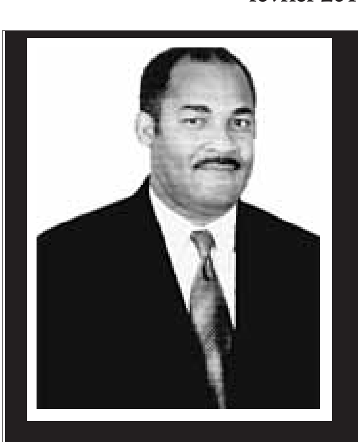
La crise politique est loin d'être réglée, dans un pays où les situations de ce type sont fréquentes et longues. Les politiciens haïtiens, qui ne souffrent pas directement de la situation calamiteuse de l'Etat, ont un art consommé de la pratique du dilatoire (l'absence de compromis ou de décision). Restent beaucoup d'inconnues avant le probable second tour du mois de mars. Et après.

L'élection concerne aussi les députés et une partie des sénateurs. Les irrégularités, nombreuses, seront-elles résolues à temps, par un Conseil électoral aux ordres du parti Unité ? La majorité des assemblées sera probablement défavorable au nouveau président, dans un pays où cohabitation et compromis fonctionnent rarement. Le mandat du président Préval s'achève le 7 février (date historique et quasi-mythique de la chute de M. Duvalier). Ce dernier a bien tenté de faire voter une loi (bien peu constitutionnelle) prolongeant éventuellement de trois mois son mandat. Comment régler l'intermède, quand l'impopularité du président et l'exaspération populaire atteignent des sommets ? Qui canalisera la probable protestation ? René Préval rejoindra-t-il dans l'exil la majorité de ses devanciers ? Quelle sera la réaction des autres candidats à la présidence, éliminés, mais qui ne reconnaissent pas la validité d'un premier tour réalisé dans des conditions déplorables ? Que faire de Jean-Claude Duvalier, quasi-libre en Haïti ? Comment éviter le retour de l'ancien président Jean-Bertrand Aristide, dont la popularité grimpe à mesure que le pays s'enfonce ? Même si les Etats-Unis n'en veulent surtout pas et si ses lieutenants sont divisés…

La participation populaire, enfin, donnera-t-elle une vraie légitimité aux élus, dans un pays où les candidats ne concourent pas du tout à armes égales, ce dont les Nations unies se gardent bien de parler ? La tactique politique à court terme prévaut sur la reconstruction — même si la gestion de cette reconstruction (ou les bénéfices que peuvent en tirer les élites mafieuses) est au cœur du débat. La communauté internationale, qui peine à honorer ses engagements, pourrait trouver un moyen imparable de les différer : l'absence d'interlocuteurs politiques fiables et légitimes en Haïti. Avec, comme conséquence probable, la prolongation des conditions de vie infra-humaines d'une bonne moitié de la population.

« Refonder Haïti », on en est loin. L'écrivain Gary Victor dénonçait il y a peu *« cet éternel chassé-croisé pour le pouvoir entre rivaux dans la médiocrité, la délinquance, la corruption, conduisant à la banalisation de la démence et à l'exclusion de larges secteurs et d'un peuple qui résiste »*. Encore une fois, depuis 25 ans, ceux qui exercent leur tutelle sur Haïti font semblant de croire que la démocratie formelle, restreinte (sauf en 1990, avec l'éphémère victoire d'Aristide) aux professionnels de la politique, était la démocratie. En marginalisant les plus démunis et leurs organisations, et en repoussant à plus tard un investissement massif dans l'éducation citoyenne, et dans l'éducation tout court. En 25 ans, on aurait pu avancer dans ce pays, toujours lanterne rouge mondiale quant au rôle de l'Etat dans l'éducation.

**La valise du monde diplomatique 4 février 2011**

Dr. Kesler Dalmacy

1671 New York Ave.
Brooklyn, New York 11226

Tel: 718-434-5345

Le docteur de la Communauté Haïtienne à New York

# An Interview with CEPR's Mark Weisbrot

In recent weeks, Mark Weisbrot, an economist and co-director of the Washington-based Center for Economic and Policy Research (CEPR), has been one of the most outspoken and relentless critics of the Nov. 28 Haitian elections and the Organization of American States (OAS) report that sought to "correct" them.

In response to the Provisional Electoral Council's Feb. 3 announcement that it would change the presidential candidates in the Nov. 28 election's second round, now scheduled for Mar. 20, Weisbrot wrote: "*What a disgrace this is to the United States government: the richest country in the world has forced one of the poorest to change the results of its presidential election, literally under the threat of starvation. Now two right-wing candidates, who received votes from around 6.4 and 4.5 percent of registered voters, respectively, will compete for the presidency, in another farcical 'election.' This is a big setback for democracy in Haiti. Far from fixing the problems with the first elections, this is simply an attempt to impose an illegitimate government on Haiti, and it will backfire.*"

Weisbrot received his Ph.D. in economics from the University of Michigan and has written numerous research papers on economic policy, especially on Latin America. He is also co-author with the other founder of CEPR, Dean Baker, of "*Social Security: The Phony Crisis*" (University of Chicago Press, 2000).

Weisbrot writes a weekly column for *The Guardian* in England, for McClatchy-Tribune Information Services in the U.S. and for *Folha de Sao Paulo*, Brazil's largest newspaper.

*Haïti Liberté's* Kim Ives conducted this interview with him on Feb. 8.




Economist and CEPR co-director Mark Weisbrot

**How would you assess the mainstream media's coverage of the November 28 elections, of the OAS review process, and, today, of the apparent hung jury at the CEP?**

**Mark Weisbrot:** Well, it was better than usual in that much of the media coverage acknowledged that there was controversy over the OAS report and also reported on the U.S. pressure to force the Haitian government to accept the result.

However, one big failure was that no one in the major media actually considered the question of what the report said and did. They could have asked any independent expert, a statistician at a university for example, who would have told them that the OAS mission didn't do anything that would enable them to even estimate who actually won the first round. This was a major flaw in the report that CEPR pointed out, and last Friday Fritz Scheurer, the President of the American Statistical Association and a member of the OAS's Expert Verification Mission that wrote the report, admitted this when I questioned him. So we gave the media everything they needed but they didn't question the members of the OAS Mission, or if they did, we never heard about it.

From an editorial standpoint, the major newspapers accepted what the OAS/Washington were doing – forcing Haiti to change its first round election results, without even so much as a recount of the vote. This is outrageous and indefensible. These editorial boards should ask themselves why anyone in the world, outside of the U.S. government, should take them seriously when they say they support democracy or free elections.

**Previously, CEP director general Pierre Louis Opont made most of the CEP's important announcements. However, rarely heard CEP spokesman Richardson Dumel announced the CEP's supposed acceptance of the OAS "recommendations" and then took no questions. Do you infer anything from Dumel making the announcement, and do you know anything about how he was chosen to do it?**

I can't say for sure but it could have something to do with recent reports that only four of eight members of the CEP signed off on the decision to accept the OAS "recommendations," which would mean that the decision is not legal; Haitian law requires a majority of the CEP.

**To what do you attribute the apparent reluctance of the other three CEP members who did not agree to the OAS "recommendations" to make statements clearly fixing their positions as Ginette Chérubin did?**

Political pressure from Washington is very intense. The cancellation of visas, which has already been done for a number of Haitian government officials, is only one threat; you can be sure that there are others.

**Who, in your assessment, is principally driving US policy in Haiti: Clinton's State Department, Obama's White House, or another sector? Are you aware of any internal debate and/or conflicts within the administration over how to deal with Haiti?**

It is almost certainly the State Department. That is who has decided policy on Honduras, for example, in 2009 when the U.S. government made enormous efforts to support the coup government in Honduras. The White House appeared to have almost no involvement. My own view is that the White House mostly ignores the rest of this hemisphere, because it has to deal with two wars in the Middle East as well as Iran, Pakistan, and now Egypt and other countries that are much more important to the White House. The White House looks at these things primarily from an electoral point of view, and there is almost nothing in this hemisphere that is likely to affect U.S. elections, unless the White House were to seriously alter the status quo – e.g. lift the embargo on Cuba, which could affect the Florida vote and which they will never do, for that reason.

So mainly the White House leaves all of this to State, maybe checking to make sure things don't spin out of control in a way that could have electoral significance. The only electoral concern would be if there is serious political unrest in Haiti that leads to an outflow of refugees, as in the post-1991-coup period; and Haiti is seen as a foreign policy "failure" that could be used against them. The White House would care about that. But I doubt that they are much involved in the details at this point.

# Election Council Split on Who Should Be in Presidential Run-off

## Recent Announcement Invalid, Groups Contend

By Kim Ives

At 7:34 a.m. on Feb. 3, well past the midnight deadline imposed by Washington, Haiti's Provisional Electoral Council (CEP) spokesman Richardson Dumel made a sheepish 90 second statement (followed by no questions from the press) that the second round in Haiti's presidential election would be between former First Lady Mirlande Manigat and former *konpa* singer Michel "Sweet Micky" Martelly, who displaced ruling Unity party candidate, Jude Célestin, from second place.

That result was "*recommended*" by an "*expert mission*" of the Organization of American States (OAS) as well as strongly and not surprisingly backed by U.S. Secretary of State Hillary Clinton during a Jan. 30 visit to Haiti. It came after a night of raging debate at the CEP.

But, at least four of the CEP's eight members did not sign the decision to change the Manigat-Célestin run-off preliminarily announced on Dec. 7. According to Article 8 of Haiti's electoral law, any CEP decision must be made by an "*absolute majority of its members*," that is, five votes.

"*No, I did not sign,*" Ginette Chérubin, the CEP's Women's sector representative, told *Le Nouvelliste*. "*I was the first to leave the room, well before the end of discussions... I know that Jean Thélève Pierre-Toussaint [representing the local communal assemblies - CASECs and ASECs] did not sign. I just spoke to him, and he gave me permission to cite his name.*"



CEP member Ginette Chérubin denounced the body's Feb. 3 decision as invalid

The other two non-signing members are Jacques Belzin, representing Unions, and Ribel Pierre, representing Political Parties.

Originally, the CEP had nine members. But last summer, Catholic sector representative Jean Enel Désir was kicked out for corruption.

The Feb. 6 *New York Times* noted that the four CEP members "*did not sign on to the decision adding Mr. Martelly to the runoff, casting further doubt on its legitimacy.*"

In a Feb. 7 statement, the Boston-based Institute for Justice and Democracy in Haiti (IJDH) issued a statement noting that the CEP "*has not approved a run-off election between candidates Michel Martelly and Mirlande Manigat.*"

"*IJDH notes that the current run-off controversy is the result of trying to create a 'good' result from the deeply flawed Nov. 28 elections in Haiti,*" the statement continued. "*IJDH supports the efforts of many Haitian civil society groups and political parties, joined by the Congressional Black Caucus and several U.S. human rights groups in calling for new, inclusive elections as the only practical solution to Haiti's election crisis.*" An inclusive election would let participate Haiti's largest party, exiled former President Jean-Bertrand Aristide's Lavalas Family, which was barred from the Nov. 28 polling. Only 22% of Haiti's electorate participated in the vote, a record low for the hemisphere.

Nonetheless, the OAS, which Cuba has dubbed "*Washington's Ministry of Colonial Affairs,*" appears ready to forge ahead, despite troublesome technicalities like voter participation and law.

"*For us, it's clear which candidates move forward to the next round,*" said OAS Assistant Secretary General Albert Ramdin, reports the *Miami Herald*'s Trenton Daniel. "*We've started preparations for the second round... There was an official statement made by the CEP and it was issued in the name of the CEP.*"

Meanwhile, the Washington-based Center for Economic and Policy Research, which conducted the only independent recount of the tally sheets posted by the CEP, found there to be so many irregularities that "*it is impossible to determine who should advance to a second round. If there is a second round, it will be based on arbitrary assumptions and/or exclusions.*" Although the rump CEP announced a Manigat/Martelly run-off, it has posted no final vote tallies for either candidate.

# Préval Government Finally Delivers Passport to Aristide's Lawyer

By Kim Ives

President René Préval's government has finally delivered the diplomatic passport that former President Jean-Bertrand Aristide, exiled for almost seven years in South Africa, has long requested.

On Feb. 8, a low-ranking official of Haiti's Interior Ministry handed the document over to Ira Kurzban, Aristide's long-time attorney, at the Toussaint Louverture Airport in Port-au-Prince. Kurzban had flown in from Miami, where he lives, that morning.

Kurzban had formally requested the passport in a Jan. 31 letter to Foreign Affairs Minister Marie-Michele Rey and Interior Minister Paul-Antoine Bien-Aimé (see *Haïti Liberté*, Vol. 4, No. 29, 2/2/11). The entire process took eight days and "*went very smoothly,*" Kurzban told *Haïti Liberté.*

After receiving the document in the morning, Kurzban boarded the last American Airlines flight out of Haiti and arrived back in Miami at 8 p.m.. He declined to say how the passport would be transported from Miami to Aristide in South Africa.

Calling the passport's delivery "*an important first step,*" Kurzban said now attention must be given to how Aristide will get back to Haiti.



Ira Kurzban, Aristide's attorney, received the exiled former president's passport in Port-au-Prince on Feb. 8

"*The whole world is now looking to South Africa to see if they will assist in the return of the president,*" he said.

# LE SOUS-IMP BRÉSILIEN EN AMÉRIQU




**De gauche à droite Mario Barbosa, chef de division de la compagnie Vale, avec le CFO Guilherme Cavalcanti et le PDG Roger Agnelli**

**Par Mathias Luce***

*L'émergence du Brésil comme puissance économique en Amérique latine va-t-elle permettre aux pays de la région de se libérer de l'impérialisme yankee ? Ou au contraire, va-t-elle simplement les faire passer d'une forme de domination à une autre ?*

Cela fait presque cinq ans, au lendemain de la Nationalisation des Hydrocarbures, en Bolivie, le premier mai 2006, le quotidien *El Juguete Rabioso* (Le Jouet Enragé) révélait, en première page, que Petrobras était parvenu à contrôler 45,9 % des réserves de gaz prouvées et probables, 39,5 % du pétrole et les deux raffineries du pays ; et que cette opération avait été menée à bien par des procédés plus que douteux, par exemple l'embauche d'ex-dirigeants de *Yacimientos Petrolíficos Fiscales Bolivianos* (YPFB) par Petrobras Bolivia. Et c'est alors que fut rendue publique la découverte d'immenses réserves dans les méga-champs pétrolifères de San Alberto et de San Antonio récemment concédés à Petrobras. Tout cela contribua à la naissance d'un courant critique qui mit sur la sellette le pouvoir sous-impérialiste du capitalisme brésilien. (1)

Dans la conjoncture actuelle, cette même tendance sous-impérialiste persiste dans d'autres secteurs et se manifeste par des pressions pour la construction du barrage hydraulique de Cachuela Esperanza et de la route « des deux océans », projets qui répondent aux besoins de la haute bourgeoisie brésilienne laquelle veut une énergie moins chère et diminuer les temps et les coûts du transport du soja brésilien vers les marchés d'Asie. L'objectif est de réduire les coûts du capital constant et la durée de rotation du capital, ce qui représentera pour les grands exportateurs brésiliens un profit extraordinaire, grâce à la hausse annuelle de la plus-value. (2)

Aujourd'hui, le capitalisme brésilien contrôle une part importante des principales sources de devises des pays de la région : les hydrocarbures en Bolivie, les mines au Pérou, le bétail et les entrepôts frigorifiques en Uruguay ; l'énergie de Itaipu et le soja au Paraguay. L'Argentine, qui disputait au Brésil le leadership du Cône Sud, a vu d'importantes branches de son économie absorbées par de grandes entreprises brésiliennes, ces dernières années.

Des entreprises comme Petrobras, Vale, Votorantim, Oderbrecht, Gerdau et Friboi sont devenues de grandes multinationales qui figurent dans les classements de l'UNCTAD**. Elles ont même acheté des entreprises nord-américaines et canadiennes ; elles ont accru leurs actifs, sous leurs comptes propres, à l'extérieur, et elles ont participé activement à l'appropriation du butin des privatisations en Amérique Latine, soit au moyen des fusions-acquisitions soit à travers des privatisations déguisées comme les contrats de capitalisation ; et elles se sont même substituées, dans certains cas, au capital nord-américain et d'autres pays de l'impérialisme dominant.

Aujourd'hui, le capitalisme brésilien contrôle 50 % de l'investissement direct en Amérique du Sud et génère des processus massifs de pillage et de prolétarisation de nos populations de façon aussi funeste que l'impérialisme dominant. Tel est le cas de Oderlecht, en Equateur, qui dépouille des peuples indigènes de leurs territoires et qui impose des méga-projets comme ceux qui envisagent de transférer les eaux de certains fleuves pour irriguer des monocultures privées destinées à l'exportation. (3)

Tout cela exige que nous redécouvrions le concept de sous-impérialisme formulé par le Brésilien Ruy Mauro Marini dans le cadre de la Théorie Marxiste de la Dépendance, dans les années 60 et 70. Avant de poursuivre notre exposé, il nous faut réfuter deux interprétations infondées.

La première : au Brésil, certains universitaires et fonctionnaires liés au lulisme, ont essayé de défendre leur gouvernement contre la critique de sous impérialisme en vendant l'idée qu'il s'agit de l'intégration de l'Amérique du Sud, du renforcement des chaînes de production régionales, d'un processus vertueux de développement généreux dans lequel tout le monde est gagnant, le Brésil diminuant les asymétries existant dans la région et contribuant à élever le niveau de vie de sa population et de celle des autres nations.

L'autre argument c'est que le pouvoir hégémoniste du Brésil, sur le continent, est préférable à celui de l'impérialisme nord-américain, car l'expansionnisme actuel serait, pour le Brésil, la garantie d'une élévation du niveau de vie de l'ensemble de sa population et de son leadership, sur la scène mondiale, en tant que porte-parole des pays du Sud.

**Qu'est-ce que le sous-impérialisme ?**

Les théoriciens de la IIe Internationale ont défini l'impérialisme comme la forme que le capitalisme revêt lorsqu'il atteint l'étape des monopoles et du capital financier. Lénine souligna le fait que la fusion du capital bancaire avec le capital industriel avait donné naissance à des trusts capitalistes internationaux en guerre pour le partage du marché mondial. Hilferding a mis en évidence le rôle de l'exportation de capitaux vers de nouvelles régions pour contrecarrer la tendance à la baisse du taux de profit ; Boukharine souligna le phénomène de l'accumulation à travers lequel l'État renforce le pouvoir des monopoles capitalistes privés. Rosa Luxembourg analysa le thème de la dissolution des formations sociales communautaires et leur prolétarisation comme conséquence de l'exportation de capitaux par l'impérialisme.

Ruy Mauro a réuni plusieurs de ces idées dans son étude du mode de fonctionnement du capitalisme dépendant latino-américain et il a proposé le concept de sous-impérialisme. (4) La nouvelle division internationale du travail de l'après-guerre a conduit à l'ascension de sous-centres politiques et économiques tels que le Brésil qui passaient aussi - à leur façon dépendante et subordonnée - à l'étape des monopoles et du capital financier. Dans les années 70, le Brésil arrivait au neuvième rang mondial dans l'industrie automobile ; il était le second exportateur d'armes du tiers-monde - juste derrière Israël - et il impulsait un marché de capitaux. En relation avec ces aspects-là, le Brésil passait au pillage des matières premières et des sources d'énergie à l'extérieur comme nous l'avons vu avec le traité de Itaipu et il intervenait dans des pays comme la Bolivie en soutenant le coup d'État contre Torres et contre le danger qu'il voyait dans l'Assemblée Populaire, au moment où les intérêts de la bourgeoisie brésilienne commençaient à trouver une assise à Santa Cruz de la Sierra.

On oublie souvent, cependant, un trait fondamental du sous-impérialisme signalé par Marini : le capitalisme dépendant a pour caractéristiques principales la surexploitation de la force de travail et le divorce que cela génère entre la structure productive et les besoins des grandes masses. Cela conduit à accentuer la concentration de capitaux dans les branches qui produisent des biens de consommation de luxe, par exemple les voitures particulières, et cela oblige de nombreux secteurs à réaliser de plus en plus leur capital-marchandise à l'extérieur du pays. C'est ce qu'on a constaté dans l'économie brésilienne, dans les années 60 et 70, lorsqu'une branche comme celle de la chaussure cherchait à l'extérieur des débouchés qu'elle ne trouvait pas au Brésil en raison de la surexploitation de la classe ouvrière ; la même chose s'est produite avec le secteur automobile qui, entre 1974 et 1977, a réalisé 50 % de ses profits dans les ventes à l'exportation après épuisement du « miracle » économique qui avait financé la consommation somptuaire des couches moyennes et supérieures, entre 1968 et 1973. Ce qu'il faut souligner c'est que jamais cet expansionnisme n'a été bénéfique pour les travailleurs brésiliens ou le peuple en général.




**La BNDES est la plus grande banque de développement d'Amérique Latine ; elle gère des fonds qui proviennent de l'épargne de la classe ouvrière brésilienne et qui sont détenus par l'État**

En outre, avec les subventions à l'exportation accordées aux industriels par le gouvernement brésilien, des entreprises étrangères, comme Volkswagen et la General Motors, ont réduit de plus de moitié leurs prix de vente à l'étranger, réalisant ainsi un transfert de plus-value vers les firmes des pays du capitalisme dominant. Autrement dit : le projet de la dictature militaire, au Brésil, a accru l'exploitation des travailleurs du Brésil et des pays voisins et, en même temps, il a approfondi un modèle de développement associé et intégré à l'impérialisme dominant tout en essayant de négocier avec l'impérialisme des liens plus favorables dans le cadre de sa dépendance.

Cela dit, qu'est-ce qui justifie, aujourd'hui, que nous parlions de l'impérialisme brésilien alors qu'il semble que toutes nos nations latino-américaines ont été, à un degré comparable, soumises au processus de reconversion que nous a infligé l'offensive néolibérale ? Cette question renferme la clé qui permet de comprendre le phénomène du sous-impérialisme brésilien actuellement. Nous avons connu, en Amérique Latine, le passage du modèle industriel diversifié, des années 60 et 70, pour certains de nos pays, au nouveau modèle exportateur de spécialisation productive qui incombe à l'Amérique Latine dans la phase actuelle de l'impérialisme et dans sa nouvelle division internationale du travail. (5)

Au cours de cette phase, on nous a réservé le rôle de fournir des produits primaires et semi-finis, des matières premières et des matières secondaires telles que les combustibles pour réduire les coûts du capital constant et le capital variable des grands centres capitalistes mondiaux et des centres émergents, comme la Chine, pour ralentir la baisse du taux de profit et offrir, au sein de la mondialisation, des avantages concurrentiels aux grandes firmes.

C'est dans ce même contexte que le sous-impérialisme brésilien prend une nouvelle forme dans le nouveau modèle exportateur. Tandis que l'ensemble des pays de la région faisait face à une avalanche de privatisations néolibérales, le capitalisme brésilien - même s'il est vrai qu'il a suivi le même processus - le suivait dans un parcours différent. Tirant profit de la condition du Brésil en tant que sous-centre économique et politique, quelques entreprises de la bourgeoisie brésilienne ont agi en tant que facteurs déclencheurs ou comme parties prenantes dans le processus de privatisations mis en œuvre sur le continent. Le Brésil a adopté le même modèle exportateur néolibéral en ayant recours à un processus de partenariat entre l'État et un groupe d'entreprises qui exploitent de manière intensive les ressources naturelles.

La même année où, au Brésil, fut votée la loi qui mit fin au monopole Public de Petrobras ouvrant ainsi la voie aux investisseurs étrangers, fut créée la filiale Petrobras Bolivie ce qui amplifia les activités internationales de l'entreprise associée au capital étranger. Ce fut là un mouvement parmi tant d'autres dans la vague d'exportations de capitaux opérée par les grandes entreprises brésiliennes.

Petrobras a acheté la Pecom avec le contrôle des raffineries de la Bolivie. Elle a acquis aussi une partie du butin de la YPF (Yacimientos Petrolíficos Fiscales) d'Argentine ; Votorantim a acheté la raffinerie de zinc de Cajamarquilla, au Pérou ; Gerdau s'est emparé de la plus grande usine sidérurgique du Pérou, l'ex-entreprise publique Siderperú. Camargo Correa a absorbé la plus grosse cimenterie d'Argentine ; l'entreprise frigoriste Marfrig, qui allait fusionner par la suite avec le groupe Friboi, actuellement le plus grand groupe de réfrigération du monde, a incorporé dans ses actifs la plus grosse part de la chaîne des industries de la viande et le contrôle des installations qui travaillent pour l'exportation situées en Uruguay ; Odebrecht a créé son petit empire, en Equateur, en obtenant des profits considérables grâce à des aménagements importants du territoire avec la construction d'infrastructures destinées à satisfaire les demandes du grand capital. Odebrecht, ainsi que d'autres entreprises de BTP, comme Andrade Gutiérez y Camargo Correa, allaient ensuite constituer des consortiums et des lobbies pour la réalisation des méga-projets en infrastructures de l'IIRSA (6).



**Le capitalisme brésilien contrôle, aujourd Amérique du Sud et génère des processus m populations de façon aussi fune**

Cette énumération de fusions et d'acquisitions et autres formes d'investissements traduisent la croissante dépendance économique et politique des nations d'Amérique du Sud au sous-impérialisme brésilien dans le cadre du nouveau modèle exportateur de spécialisation productive. Il s'ensuit que le désir de changement social porté par les mouvements populaires et les combats de la gauche doit affronter, non plus seulement l'impérialisme nord-américain et celui des autres pays centraux, mais aussi le sous-impérialisme brésilien.

À ce jour il est possible de distinguer quatre approches à propos du sous-impérialisme au cours de ces deux premiers lustres du XXIe siècle.

Premièrement, au lieu du sous-impérialisme des années 60 et 70, marqué par l'exportation de manufactures, on a aujourd'hui, comme trait principal, l'expansion de grandes entreprises brésiliennes qui exploitent intensivement les ressources naturelles et qui contrôlent la fourniture de matières premières les sources d'énergie et les marchés terminaux dans d'autres pays.

Deuxièmement, ce contrôle se fait de trois façons : (1) fusions et acquisitions et investissement directs, c'est-à-dire exportation de capitaux ; (2) importation d'énergie bon marché, en exerçant des pressions pour imposer des méga-projets, après ceux de Itaipu et de Gasbol (dans les termes où il fut négocié) comme ceux des barrages de Cachela Esperanza, en Bolivie, et d'Inambari, au Pérou ; (3) en remodelant le territoire pour exporter des marchandises brésiliennes à partir des ports du Pacifique, comme c'est le cas des routes Santos-Arica et Acre-Puerto Maldonado - ports du sud du Pérou. Ces trois mécanismes visent les buts suivants : l'exportation des capitaux accroît leur concentration et leur centralisation par les grandes entreprises et

# PÉRIALISME
# BOLIVIE ET EN
# E LATINE


d'hui, 50 % de l'investissement direct en
assifs de pillage et de prolétarisation de nos
ste que l'impérialisme dominant

génère une plus grande reproduction ; les importations d'énergie et de matières premières à bas prix réduisent les coûts du capital constant, c'est-à-dire des moyens de production ; et le remodelage du territoire par des méga-projets logistiques qui diminuent le prix du transport du capital constant, outre qu'il accélère la rotation du capital, c'est-à-dire qu'il permet que le capital complète son cycle un plus grand nombre de fois par unité de temps, augmente le taux de profit. Autrement dit, on peut vendre plus de tonnes de soja, ou d'autre chose, par an.

Troisièmement : quel est le mobile de cette tendance sous-impérialiste qui s'est manifestée ces dernières années ? Il y en a deux. La hausse conjoncturelle des prix des matières premières qui a causé un renversement conjoncturel de la tendance à la dégradation des termes de l'échange en faveur des exportations des pays dépendants, surtout à cause de la demande chinoise. L'autre facteur c'est la concordance d'intérêts entre la bourgeoisie et le groupe qui dirige la diplomatie brésilienne qui pense que le Brésil doit tirer profit de ses avantages dans le nouveau modèle exportateur pour devenir une grande puissance dans des secteurs comme l'agroalimentaire et les agrocombustibles. Cela permet de comprendre l'insistance de la diplomatie brésilienne lors dans la Ronde de Doha de l'OMC, acceptant de libéraliser encore plus l'industrie en échange d'une plus grande ouverture pour les produits agricoles et tant pis si on accroît encore davantage l'actuelle division internationale du travail ou si on pousse à la faillite des milliers de petits paysans des nations exploitées du Sud, y compris des petits agriculteurs brésiliens qui perdront leurs terres au profit du soja, etc. (7). Ce dernier aspect nous permet une transition avec l'élément suivant.

Quatrièmement, le sous-impérialisme ne transforme pas l'exploitation des peuples voisins en avantages pour les travailleurs brésiliens comme c'était le cas avec le phénomène de l'aristocratie ouvrière analysé par Lénine. C'est ce que démontrent les faits, la contradiction entre la structure productive et les besoins du peuple. Durant ces dernières années, le Brésil est devenu le principal exportateur mondial de viande et pourtant, au Brésil, des centaines de milliers de personnes souffrent de malnutrition ; les quintiles*** supérieurs de la population consomment six fois plus de viande que les quintiles du bas de l'échelle des revenus.

Les entreprises de BTP brésiliennes réalisent jusqu'à 75 % de leurs profits à l'étranger ce qui inclut les méga-projets de l'IIRSA ****alors que les travailleurs des métropoles brésiliennes ne disposent pas d'un système de transports de qualité. Le Brésil est le premier exportateur mondial de soja alors qu'il importe du blé ce qui provoque la hausse du prix du pain et du panier de la ménagère. Le lulisme, autoproclamé défenseur des peuples opprimés, protège le grand capital et les projets qui conduisent au pillage. Petrobras n'est plus une entreprise publique qui pourrait fournir du combustible subventionné aux entreprises publiques de transport. Le milliardaire Erike Batista a raflé, en un seul jour, lors d'une mise aux enchères de parts du capital de Petrobras, un montant égal à tout ce que le gouvernement du Brésil investit, en un an, pour sa politique sociale de « fonctionnarisation de la pauvreté » qui est le sens du programme Bolsa Familial (allocation pour l'alimentation sur le modèle des *food stamps* des USA), programme insuffisant puisqu'il s'attaque uniquement aux effets de la pauvreté et non à ses causes. En moyenne, 36 % du budget national de ces dernières années ont été destinés au paiement des intérêts de la dette aux banques nationales ou internationales, alors qu'on a investi moins de 8 % du budget national dans le domaine de la santé, de l'éducation, de la science et de la technologie. (8)



**La même année où, au Brésil, fut votée la loi qui mit fin au monopole Public de Petrobras ouvrant ainsi la voie aux investisseurs étrangers, fut créée la filiale Petrobras Bolivie ce qui amplifia les activités internationales de l'entreprise associée au capital étranger**

Si le Brésil continue d'être soumis au capital financier international, qu'est-ce qui a permis le mouvement expansionniste de ses entreprises ? Trois mécanismes. (1) La BNDES ; (2) les acquisitions boursières ; (3) et la diplomatie. La BNDES est la plus grande banque de développement d'Amérique Latine ; elle gère des fonds qui proviennent de l'épargne de la classe ouvrière brésilienne et qui sont détenus par l'État. Créée durant le second gouvernement populiste de Getulio Vargas (1951 - 1954) avec pour mission de financer des projets de développement technologique et industriel, elle est de plus en plus devenue, ces dernières années, une banque vouée au développement des exportations. La BNDES finance les méga-projets d'infrastructure de l'IIRSA à travers l'exportation de services d'ingénierie des entreprises de BTP brésiliennes et, à la fin de la législature de Cardoso, elle a été l'objet d'une réforme légale pour pouvoir financer également des exportations de capitaux, projet qui a été consolidé durant les deux législatures de Lula. Avec de tels moyens, le grand capital brésilien a acquis d'importantes entreprises dans les pays d'Amérique Latine, y compris des entreprises publiques privatisées.

Second mécanisme : les acquisitions boursières. Comme le Brésil conserve un degré de libéralisme qui offre aux capitaux financiers les garanties qu'ils souhaitent et des taux de profit élevés, une grande quantité de capitaux, excédentaire dans les économies centrales, s'expatrie au Brésil et s'investit dans les entreprises qui constituent l'axe dynamique du nouveau modèle exportateur. Ainsi, des banques d'affaires comme Merryl Lynch sont derrière certaines opérations par exemple l'acquisition de la raffinerie de zinc péruvienne de Cajamarquilla par l'entreprise Votorantim, pour nous en tenir à ce seul exemple. Cette même BNDES est associée à des entreprises comme FRIBOI, Gerdau ou Vale.

Le troisième mécanisme, c'est la diplomatie du gouvernement brésilien qui a usé de plusieurs procédés pour mener à bien l'actuel projet sous-impérialiste. Durant la tenue de l'Assemblée Constituante, en Bolivie, et alors qu'était débattue la réforme agraire, le ministre brésilien des Affaires Etrangères, Celso Amorim, prévint que le Brésil couperait les prêts de la BNDES pour l'acquisition de tracteurs si on s'en prenait aux propriétés des latifundistes brésiliens du département de Santa Cruz. En Equateur, lorsque le mouvement populaire exigea le départ de Pétrobras d'un groupe pétrolier à qui avait été accordée, irrégulièrement, une concession d'exploitation du champ pétrolifère Parque Yasuní, territoire indigène et zone protégée, il y eut des pressions qui conditionnaient l'octroi de prêts de la BNDES au fait que Pétrobras conservât sa concession. En plus de ces pressions de négociations croisées, on a cherché à coopter des défenseurs de l'environnement et des techniciens critiques envers les méga-projets d'infrastructures en leur offrant des voyages et autres cadeaux dans le but de leur faire abandonner leur prise de position honnête en faveur des populations qui allaient être victimes. Tout cela se combine avec la présence d'un président tel que Lula dont l'origine ouvrière et le discours charismatique cachent, bien souvent, la logique de ce qui est réellement en marche.

Sans perdre de vue ce bilan que la bourgeoisie sous-impérialiste cherche à consolider dans l'économie politique de l'Amérique du Sud, et cela avec le soutien du gouvernement brésilien, notre évaluation de la scène politique régionale doit distinguer initialement trois projets dans la région. L'alternative ne s'est jamais résumée à l'opposition entre l'ALCA/TLC et le MERCOSUR. Nous avons plutôt, d'un côté, le projet de l'impérialisme nord-américain qui a incorporé le Chili, le Pérou et la Colombie aux TLCS ; le projet sous-impérialiste avec, à sa tête, certaines fractions des classes dominantes du Brésil qui se traduit par l'échange inégal du Mercosur et le pillage des peuples à travers l'IIRSA et, d'un autre côté, le projet de l'ALBA qui a représenté une importante opposition au modèle néolibéral dans la formulation d'un discours radical anti-impérialiste, mais qui, c'est vrai, commence à tomber dans le piège de la nouvelle politique du développement à outrance et se conduit de façon très inquiétante en ce qui concerne les droits des travailleurs et ceux des communautés indigènes. En Equateur, Rafael Correa n'a-t-il pas déclaré qu'une organisation populaire aussi représentative que la CONAIE (ndlr. Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur) est l'exemple-même de « l'infantilisme de gauche ». Aux dires de Correa, « *ce sont ceux qui ont la panse bien pleine* » qui refusent l'extension de l'exploitation pétrolière dans les territoires indigènes ou bien le projet de loi sur l'eau qui entend privilégier l'usage de l'eau pour les grandes cultures destinées à l'exportation, et se conduisent comme « *des mendiants assis sur un tas d'écus* » (9).


**Luiz Inacio Lula da Silva et son successeur Dilma Rousseff, la poursuite du lulisme ne va pas représenter un changement, mais plutôt un approfondissement du modèle qui privilégie le grand capital et qui opprime à la fois le peuple brésilien et les peuples latino-américains**




**La pauvreté au Brésil, le lulisme, autoproclamé défenseur des peuples opprimés, protège le grand capital et les projets qui conduisent au pillage**

Au Venezuela, il y a lieu de s'inquiéter de l'hyper-centralisation du pouvoir, du culte de la personnalité et de la criminalisation du droit de grève comme on l'a vu avec les ouvriers de Sidor et, aussi, avec Sabino Romero, ce Chef de village qui défendait les droits du peuple yukpa et qui a été emprisonné pour un crime qu'il n'a pas commis. En Bolivie, aussi, nous devons nous inquiéter du fait que l'on ait essayé de rendre illégale la manifestation de la 7ème Marche Indigène de juin 2010 en l'accusant d'être financée par l'USAID. (10) En vérité, tous ces mouvements qui s'expriment dans les pays de l'axe sud-américain de l'ALBA ne font rien d'autre que remettre en question le choix d'un développement à outrance actuellement mis en œuvre, y compris en conservant l'actuel modèle exportateur.

Par ailleurs, c'est un fait que la mise en route de transformations anticapitalistes, en Bolivie, s'oppose aux intérêts de l'impérialisme dominant et du sous-impérialisme brésilien ce qui entraîne des pressions énormes. Cela rappelle que le triomphe de la révolution dans un pays aussi dépendant que la Bolivie est lié à une transformation également radicale au Brésil, comme le pensait Lénine à propos du sort de la Russie qu'il liait à l'issue de la révolution en Allemagne, pour que la transformation fût solide.

Les pressions des intérêts sous-impérialistes ont été déterminantes pour empêcher que soit promulgué, par exemple, le décret de nationalisation des hydrocarbures comme c'était prévu. Cependant, cela ne justifie pas que l'on ait abandonné la position critique envers l'IIRSA exprimée au sommet de Cochabamba de 2007 ou qu'on essaie de délégitimer ceux qui revendiquent la lutte pour le Programme d'Octobre ou pour le droit des communautés indigènes à être consultées.

De sorte qu'aujourd'hui, alors qu'on peut dire qu'à un certain moment il y a eu une forte polémique entre la conception sous-impérialiste et anti-impérialiste au sein de l'UNASUR, on court le risque que l'axe sud-américain de l'ALBA, sous l'effet du développement à outrance - qui conserve l'essence du modèle exportateur, même si la présence de l'État y est plus forte -, renonce à la

*Suite à la page (18)*

# Lettre de Manuel Zelaya au peuple hondurien



José Manuel Zelaya Rosales

Par José Manuel Zelaya Rosales

**À l'occasion du premier anniversaire du gouvernement de Porfirio Lobo**

**Saint Domingue, le 27 janvier 2011**

Le bilan du gouvernement de Porfirio Lobo Sosa, un an après le début de mon exil forcé et illégal, montre des résultats négatifs et décourageants. Devant l'envergure de cette crise, tous les honduriens ont inévitablement pour devoir de proposer des solutions réelles et honnêtes, puisque tout au long de ces 12 mois, la tendance du gouvernement et de ses actions a été d'empirer la situation socio-économique et politique du pays.

Les événements qui affectent la vie nationale sont graves et, pris dans toute leur dimension, ils résultent de l'absence absolue de sensibilité, face aux souffrances indicibles de la majorité de la population (ouvriers, paysans, professeurs et tous les travailleurs) tandis que ceux qui sont à l'origine du conflit, constituent toujours le pouvoir réel du pays.

Le bilan économique a été négatif, tous les indicateurs de base montrent le déclin, l'endettement, l'augmentation du panier de produits de première nécessité, des combustibles, de l'électricité, tout cela dans l'insécurité juridique et le crime. Ils ont fait du Honduras l'un des trois pays les plus violents du monde. Les pronostics d'amélioration sont très réservés pour 2011. Sept familles sur dix vivent sous le seuil de pauvreté et la situation semble encore s'aggraver à cause du manque d'investissement public et le comportement à la hausse des marchés internationaux, surtout en ce qui concerne les produits alimentaires et les carburants. La situation à l'extérieur est contradictoire. La réintégration du Honduras dans l'Organisation des États Américains (OEA), d'où il a été suspendu depuis le coup d'Etat, n'a pas pu se réaliser. Les demandes formulées par la communauté latino-américaine ont été éludées et ignorées par le gouvernement de Porfirio Lobo. Ceci est considéré par tout le continent comme un échec cuisant de son administration depuis un an. Peuple hondurien, il est impossible de prendre en considération la volonté du gouvernement de parvenir à une réconciliation nationale car le discours conciliateur de Porfirio Lobo Sosa est contredit par sa politique de persécution et de répression contre le peuple en résistance. De plus, le Front national de résistance populaire n'est toujours pas formellement reconnu comme une opposition authentique dans le pays.

La politique agraire du gouvernement, qui se caractérise par la dualité, est une sérieuse menace contre la stabilité et la possibilité de paix dans les campagnes. Le manque de contrôle sur les groupes paramilitaires privés, responsables de 90% des violations des droits humains, entraîne toujours plus de tragédies et surtout de massacres dans les zones urbaines et rurales du pays.

Le gouvernement de Porfirio Lobo Sosa a ignoré nos appels répétés à la réconciliation et à en finir avec l'impunité de la classe dominante. Il préfère que les firmes administratrices de la justice continuent de manipuler la jurisprudence et de maintenir la persécution politique à mon encontre, et ce malgré la condamnation mondiale et la répudiation populaire dont il fait l'objet.

Nous devons reconnaître dans le bilan législatif les réformes de l'article 5 de la Constitution qui sont une réponse correcte aux aspirations du peuple. Il n'en est pas de même en ce qui concerne les concessions visant à démembrer le territoire national en cités-États.

Devant ces circonstances, nous appelons de nouveau le peuple à se faire l'avant-garde de la lutte et le gouvernement à reconsidérer ses positions, à cesser toute persécution politique ainsi que la répression massive et sélective de la résistance, à rendre aux enseignants leurs acquis, aux paysans leurs terres, aux ouvriers leurs salaires, un pas essentiel pour initier le processus de restauration démocratique dans le pays.

**José Manuel Zelaya Rosales**
**Président du Honduras (2006-2010)**
**Coordinateur général du Front national de résistance populaire**
Traduction: Guillaume Beaulande
**Mémoire des luttes 1er février 2011**




A & P Shipping
THE BEST CARGO FOR HAITI
4001 AVE H
(CORNER OF EAST 40TH)
BROOKLYN, NY 11210
TEL: 347-599-8068
718-421-0101
Door To Door In Haiti
Port-au-Prince And Countrysides
Good Prices
We Deliver Barrels, Boxes, Trucks, And Cars... Etc.
Every Month In Haiti
Machines, Camions
Nou bay bon sèvis
Nou delivre pòt an pòt
Pri piyay chak jou
Ayiti chak mwa
Nou rapid epi nou garanti
TEL: 347-599-8068
718-421-0101


# Les cinq : Lettre de février à Obama

Libérez les Cinq Cubains !



Fernando González



Ramón Labañino



Antonio Guerrero



Gerardo Hernández



René González

Combattants héroïques contre la terreur de l'impérialisme américain

Les cinq Cubains Gerardo Hernández, Antonio Guerrero, Fernando González, Ramón Labañino, et René González

*Monsieur le Président Obama.*
*The White House*
*1600 Pennsylvania Avenue N.W.*
*Washington DC 20500*

Monsieur le Président,

Dans ma lettre du mois de novembre 2010, j'évoquais l'arrestation de Francisco Chavez Abarca.

Ce terroriste salvadorien a été arrêté à Caracas le 1er juillet 2010 alors qu'il essayait d'entrer au Venezuela avec de faux papiers. Son but était, comme il l'a avoué ultérieurement, d'évaluer la possibilité de créer, en lien avec des membres radicaux de l'opposition, des troubles et des sabotages de nature à déstabiliser le Venezuela.

Il a été ensuite extradé à Cuba le 7 juillet 2010 où il a été jugé en décembre dernier pour sa participation à de nombreux attentats contre des infrastructures touristiques de La Havane en 1997. Chavez Abarca a reconnu sa culpabilité dans ces attentats.

Ce poseur de bombes a confirmé avoir été recruté par le terroriste Luis Posada Carriles. Ce dernier, avec José Ramón Sanfeliú, l'a initié à la fabrication de bombes, ce qui lui a permis à son tour, sur ordre de Posada Carriles, de recruter d'autres mercenaires comme les salvadoriens Otto Rodriguez Llerena et Raul Ersnesto Cruz Leon pour le même « sale boulot ». Un des engins explosifs posé par ce dernier à l'hôtel Copacabana a tué le jeune touriste italien Fabio Di Celmo le 4 septembre 1997.

Chavez Abarca a aussi été « invité » par Luis Posada Carriles à participer à un complot visant à assassiner le Président Fidel Castro à Panama en 2000.

Je ne peux pas ici m'étendre sur ce procès, mais je veux quand même signaler que Chavez Abarca a dénoncé l'implication dans les attentats, de Francisco José Hernández Calvo. Cet homme connu sous le pseudonyme de « Pépé Hernandez » occupe toujours à Miami la fonction de directeur de la FNCA. Cette organisation paramilitaire a été créée sous la présidence de Ronald Reagan pour déstabiliser Cuba et assassiner son président. Elle est encouragée par le gouvernement des Etats-Unis que vous représentez, Monsieur le Président.

Les révélations de Luis Chavez Abarca sont tombées à point nommé juste avant le procès de Luis Posada Cariles qui a débuté à El Paso le 10 janvier 2011.

Luis Posada Carriles sera t-il enfin jugé pour ses crimes ? Ceux dénoncés par Chavez Abarca ou tant d'autres comme par exemple l'attentat contre l'avion de la Cubana qui a fait 73 morts en 1976? Il est à craindre que cet assassin ne soit poursuivi que pour avoir menti au sujet de son entrée illégale aux Etats-Unis.

Comme il l'a dit lui-même lors d'une interview à l'agence « The Associated Press », il en sait beaucoup trop long sur les interventions des Etats-Unis en Amérique Latine pour qu'on le condamne sévèrement. La plupart des preuves ont d'ailleurs été classées « confidentielles » à la demande du Ministère Public.

De plus, comme l'a signalé Ricardo Alarcon de Quesada : « ...Dans son témoignage sous serment, le 18 janvier 2011, une fonctionnaire du Département de la Sécurité de la Patrie (Homeland Security) a avoué qu'elle avait demandé, au nom de son département au procureur Caroline Heck Miller de déférer Posada devant les tribunaux pour ses activités criminelles et que Heck Miller avait refusé de le faire. ... Exactement en même temps, toujours en août 2005, la Cour d'Appel d'Atlanta avait décidé d'annuler le procès qui a condamné à Miami les 5 antiterroristes cubains inculpés injustement par Heck Miller... »

Mais n'anticipons pas sur l'avenir…

Les nombreux et douloureux attentats contre Cuba à l'instigation de votre pays, Monsieur le Président, ont justifié l'envoi par le gouvernement cubain d'agents capables d'infiltrer les milieux terroristes de Floride afin de les prévenir.

C'est le rôle qu'ont joué les cinq Cubains Gerardo Hernández, Antonio Guerrero, Fernando González, Ramón Labañino, et René González. Leur travail a été fondamental pour déjouer bien des attentats fomentés depuis votre pays. Ces cinq courageux patriotes sont pourtant toujours emprisonnés depuis plus de douze ans aux Etats-Unis.

Il est grand temps, Monsieur le Président, que vous leur accordiez cette « clémence exécutive », dont vous avez le pouvoir. Le prix Nobel de la Paix que vous représentez doit en avoir maintenant la volonté.

En attendant rapidement ce geste de votre part, espéré par tous ceux qui, dans le monde, sont scandalisés par cette profonde injustice, recevez, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments humanistes les plus sincères.

*Jacqueline Roussie*

*Copies à : Mesdames Michelle Obama, Nancy Pelosi, Hillary Clinton, Messieurs Harry Reid, Eric Holder et l'Ambassadeur des USA en France.*

# L'Egypte en révolution Alaa El Aswany « Hosni Moubarak est prêt à tuer des milliers d'Égyptiens »

*L'écrivain Alaa El Aswany dénonce la dictature, l'envoi de criminels contre les manifestants et l'attitude des pays occidentaux qui ne réclament pas le départ du despote. Alaa El Aswany est l'auteur de nombreux ouvrages dont plusieurs ont été édités par Actes Sud. Citons notamment le best-seller, l'Immeuble Yacoubian, Chicago, ou encore dernièrement un recueil de nouvelles qui prend un sens particulier aujourd'hui : J'aurais voulu être égyptien. Ce romancier, dans la lignée du grand Nagib Maghfouz ou de Sonallah Ibrahim, scrute la société égyptienne, rend, à travers le verbe, l'amour de ce peuple. El Aswany est au Caire et participe aux manifestations sur la place Tahrir depuis le premier jour. Il ne craint pas de s'exprimer et dénonce un*



L'écrivain Alaa El Aswany

*Suite à la page (16)*

# Élections : vers un retour de l'extrême-droite au pouvoir !

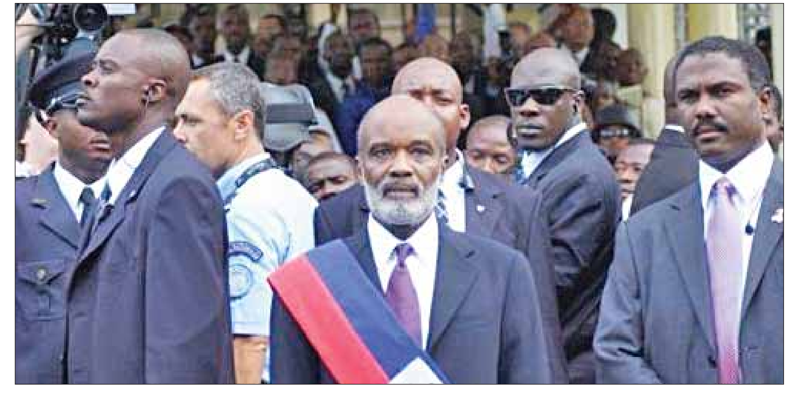
Après des semaines de machinations, de pressions et de valse-hésitation, le Conseil Electoral Provisoire a dû finalement se soumettre aux injonctions des pays amis d'Haïti. « Il a fallu que la communauté internationale torde quelques bras, annule quelques visas et menace au creux de l'oreille les uns et les autres pour que les faiseurs de rois restent à leur place, celle de gentils figurants» a révélé à ce sujet le rédacteur en chef du quotidien Le Nouvelliste, M. Frantz Duval. Dans la matinée du 3 février, le CEP a donc annoncé les heureux gagnants de la compétition présidentielle de novembre qui doivent participer au second tour le 20 mars prochain. Il s'agit de Michel « Sweet Micky » Martelly et de Mirlande Manigat. Et comme pour démontrer « qu'il y a encore des hommes dans ce pays, » Mme Ginette Chérubin et trois autres conseillers électoraux ont refusé de signer ces résultats obtenus à l'arraché. Du coté de la Communauté Internationale, c'est l'extase, la jubilation. « C'est un grand jour pour Haïti » s'est exclamé l'Ambassadeur américain en Haïti, son Excellence M. Kenneth Merten. M. Robert Fatton, politologue et professeur à l'Université de Virginie a cependant approché ce dénouement avec un grain de sel et une note de scepticisme : « C'est un petit pas vers la formation d'un nouveau gouvernement qui pourrait être en même temps un détour vers une nouvelle crise. » Au niveau de la classe politique, le plan international de récupération des élections bidon est loin de faire l'unanimité. La plupart des candidats ayant participé à la course électorale et un large secteur de l'opposition à Préval, considèrent les résultats publiés mercredi matin comme nuls et non avenus. Ils réclament l'installation d'un gouvernement provisoire en vue de réaliser des élections inclusives, honnêtes et démocratiques. Tic, tic, tic. Le compte à rebours a commencé.

Avec la publication des résultats imposés par l'International, s'envole en fumée le rêve de René Préval de renaître de ses cendres et de se succéder à lui-même à travers un gouvernement de doublure, présidé par son homme de paille Jude Célestin. Les élections présidentielles de novembre se sont vite transformées en referendum contre le pouvoir en place. Désabusée par le cynisme, la surdité et la cécité politiques du président sortant, une frange importante de la population haïtienne était prête à voter n'importe qui ou n'importe quoi qui ne soit pas du Préval. Abandonné par ses pairs du parti au pouvoir, exclu in extremis de la course présidentielle, l'héritier du trône, s'est contenté de vider son amertume à travers un message philosophique sur les impondérables de la politique haïtienne. A l'image de Baby Doc, Jude Célestin a gardé jusqu'à la fin une distance prudente vis-à-vis de la presse haïtienne et n'a jamais cherché à y faire bonne impression. Candidement retranché dans son mutisme, cet illustre inconnu a cru que les millions engloutis dans une campagne tapageuse de posters suffiraient à lui paver la voie vers la Palais National. Ce qu'il n'a pas compris, c'est que le centre de gravité du pouvoir se trouve à mi-chemin entre l'Hexagone et le Pentagone et que la campagne électorale se fait aussi à l'intérieur des Chancelleries. De Paris à Washington, on est fatigué de René Préval et de Jude Célestin que l'on considère comme des bons à rien. Le moment est maintenant venu de faire place aux prêts à tout !

En politique, disait Nicholas Machiavel « Le choix est rarement entre le bien et le mal, mais entre le pire et le moindre mal. » Essayons d'examiner de plus près le tandem qui s'apprête à s'affronter sur l'arène politique au cours des prochaines semaines.



Michel « Sweet Micky » Martelly et Mirlande Manigat



René Préval et Jude Célestin, avec la publication des résultats imposés par l'International, s'envole en fumée le rêve de Préval de renaître de ses cendres et de se succéder à lui-même à travers un gouvernement de doublure, présidé par son homme de paille Jude Célestin

**La Saga du Candidat Manigat**

Docteure en science po, professeure à l'université, écrivaine, « légaliste et constitutionaliste » à ses heures perdues, Mirlande Manigat amène avec elle, en tant que candidate à la présidence, une carte de visite assez impressionnante. Après de longues années passées en France, au Venezuela et à Trinidad, elle s'est vite retrouvée au Palais National le 7 février 1988. En effet, à la suite du massacre de la Ruelle Vaillant et d'un coup d'état électoral perpétré par la soldatesque de Namphy, Mirlande Manigat faisait coup double en devenant en même temps Sénatrice et Première Dame de la République. Usurpation de pouvoir ? Crime de haute trahison ? Peu importe. « Si je prends le pouvoir, le peuple viendra à moi » déclarait avec aplomb son auguste époux Leslie Manigat. Malheureusement, la lune de miel avec l'Armée macoute se terminait quatre mois plus tard en révolution de Palais. Evidemment, personne ne protesta contre le renversement des Manigat. Pas même une petite manifestation de rue. Pas même une petite condamnation hypocrite de la Communauté Internationale. Pour les Manigat, toujours assoiffés de pouvoir, c'était la longue traversée du désert jusqu'aux élections du 7 février 2006. Cette fois, Mirlande allait vraiment percer sous Manigat. Candidate au Sénat dans le Département de l'Ouest, elle allait accomplir le tour de force d'obtenir plus de votes que son mégalomane de mari, Leslie Manigat. En bonne épouse traditionnelle, elle dût sacrifier sa victoire sur l'autel de la phallocratie.

Il serait difficile aujourd'hui de se faire une idée exacte sur la popularité réelle ou supposée de Mirlande Manigat. On ne peut certainement pas se fier aux chiffres officiels publiés par le CEP. Manigat n'est jamais parvenue à trouver la bonne carburation et à décoder les secrets de «l'alchimie du verbe. » En fait, elle a le défaut de ses qualités intellectuelles. Son discours conservateur et professoral ne fait certainement pas vibrer la grande foule des électeurs. En certaines occasions, son niveau de raisonnement politique ne dépasse pas celui d'une gentille adolescente de chez les Sœurs. En fait, le plan machiavélique de Préval, c'était de permettre à Mirlande Manigat de faire illusion au premier tour avant de tirer son propre candidat de son chapeau au second tour. Au cas où les élections devraient effectivement se tenir le 20 mars, la tâche de Professeure Manigat ne sera pas facile. Elle va avoir devant elle un maître-chanteur qui s'appelle Michel « Sweet Micky » Martelly.

**La Surprenante Percée d'un Putschiste**

Dans un article de Christophe Wargny publié le mois dernier dans Le Monde Diplomatique, Michel Martelly est présenté comme un « jeune dealer duvaliériste. » Dans sa dernière édition, le magazine français Paris Match rappelle que « Le chanteur était également un ami du très redouté lieutenant-colonel Michel François, chef de la police de Port-au-Prince, mêlé aux heures les plus sanglantes du coup de 1991. » Petit à petit, la presse internationale commence à se faire une idée sur le vrai personnage qui se cache derrière le masque de Michel Martelly. En effet, pendant le sanglant coup d'état militaire de 91-94, Sweet Micky était devenu un étroit collabo des putschistes au point que le sanglant Commandant de la Police Michel François avait adopté aussi le surnom de Sweet Micky. Pendant que les militaires tuaient à tour de bras et que les forces paramilitaires du FRAPH violaient et massacraient impunément, Martelly amusait la galerie. En fait, on l'accuse même d'avoir participé personnellement aux escadrons de la mort. L'impunité étant ce qu'elle est en Haïti, Sweet Micky, n'a jamais été poursuivi pour complicité dans la perpétration des crimes contre l'Humanité. Au contraire, quelques années seulement après la fin de la dictature militaire, il a été invité à participer au carnaval par le maire de Port-au-Prince qui avait échappé de justesse à la grogne des assassins en kaki. C'est à cette même époque que Michel Martelly déclarait dans une interview à la presse étrangère que s'il devenait président, il jouerait nu sur le toit du Palais National.

Jamais on n'aura vu un tel spectacle de prestidigitation et de marketing dans les annales électorales haïtiennes. Grâce à la complicité d'une presse complaisante, Michel Martelly est parvenu à enfermer dans les placards son alter ego encombrant de Sweet Micky qui avait pris la répugnante habitude d'exhiber ses fesses un peu partout et de se livrer à des tirades d'obscénités. La mémoire collective en veilleuse, Sweet Micky s'est donc refait une virginité morale et politique. Il prétend même vouloir combattre la corruption en Haïti. Vraiment ? Le chic des costumes dernier cri et du discours aseptisé a remplacé le choc électronique de la démence scatologique. Confrères et consœurs de la presse se pressent candidement autour de Micky, devenu la sensation de l'heure. Soudainement, la bête de scène est devenue un personnage photogénique, télégénique et hygiénique. Un candidat taillé à la mesure d'une société haïtienne dissolue qui vient d'entrer dans une nouvelle décade de décadence. Jamais on n'avait vu une telle métamorphose. L'illusion était parfaite. La presse internationale n'y avait vu que du feu. Profil à Time Magazine, interview à Radio Canada, causeries en tête à tête et à la queue leu. Avec le plus grand sérieux du monde Sweet Micky parlait de son « programme politique. » Volontaire de l'Insécurité Nationale hier, il promet la paix et la sécurité aujourd'hui. Ah ! L'enfer est pavé de bonnes intentions. Mais, à quoi servirait-il d'accuser M. Martelly de quoi que ce soit ? Ne suffit-il pas de reprendre quelques confidences de

*Suite à la page (14)*

**LACROIX MULTI SERVICES**




Tel: 718-703-0168
Cell: 347-249-8276
1209 Rogers Avenue, Brooklyn, NY 11226
www.lacroixmultiservices.com

• Income Tax • Electronic Filing • Rapid Refund (RAL) • Direct Deposit - IRS Check • Business Tax • Notary Public • Immigration Services • Translation, Preparation, Application, Inquiry letters • 6 Hour Defensive Driving Course • Fax Send & Receive • Resume • Property Management • Mortgage • Credit Repair • Personal Financial Analyst • Computer Support and Maintenance, Repair, Software Installation, Virus & Spyware Removal • Networking, Website Design, On-Site Service

**INCOME TAX PREPARATION**



Rapid Refund
Electronic Filing
Business Taxes:
Corporations,
Partnerships

$30 OFF TAX PREPARATION
(WITH THIS COUPON)

1583 Albany Avenue, Brooklyn, NY 11210
TEL: 718-421-0162 • CELL: 917-202-3833

# Rafle d'Haïtiens en République Dominicaine

**Par Yves Pierre-Louis**

En moins d'un mois, les autorités migratoires dominicaines ont déjà expulsé plus de 3000 Haïtiens qui se trouvaient en République dominicaine, disent-elles, de façon illégale. Même si les Haïtiens se trouvaient dans des situations irrégulières de l'autre côté de l'Ile, ils ne méritaient pas pour autant les mauvais traitements infligés, au moment de leur rapatriement forcé. Aucune norme n'ayant été respectée, les autorités dominicaines ont violé les droits de nos compatriotes et le protocole d'accord bilatéral signé en décembre 1999 entre les deux pays sur les mécanismes de rapatriements des Haïtiens.

Le directeur de l'immigration dominicaine, Sigfrido Pared Pérez, a confirmé le lundi 24 janvier dernier que : *« Depuis le début de l'année, 3000 Haïtiens en situation irrégulière ont été rapatriés dans leur pays d'origine.»* Il a également précisé que l'institution qu'il dirige même actuellement une lutte contre l'entrée illégale des Haïtiens en République Dominicaine. Pour ce faire, l'armée dominicaine a renforcé le contrôle de la frontière sur tous les véhicules de transports publics et privés, des opérations de fouilles dans les stations d'autobus, aux postes de péages et de nombreuses interventions de vérifications de papiers. Les postes de contrôle sont placés partout à Santo-Domingo, Santiago et d'autres villes touristiques au Nord, au Sud, à l'Est comme à l'Ouest.

Face à cette situation de violation des droits des Haïtiens en République Dominicaine, le gouvernement haïtien se montre très inquiet quant aux opérations de rapatriements de nos compatriotes. Dans un communiqué émis par le Ministère des Haïtiens vivant à l'Etranger (MHAVE), le gouvernement haïtien a exprimé ses plus vives inquiétudes, face à l'intensification des opérations d'expulsion des Haïtiens de la République Dominicaine, sous le fallacieux prétexte de stigmatisation de choléra. *« Plusieurs des citoyens reconduits ont fait état de brutalité, de persécutions humiliantes sur la voie publique, de séparation de familles, de pertes de biens et de marchandises. Dans ce sens, les dernières opérations ont été effectuées, il faut le souligner, en dehors des normes établies par le protocole d'accord bilatéral de décembre 1999 sur les mécanismes de rapatriements, particulièrement en ce qui a trait à l'horaire, l'assistance consulaire et la possibilité d'un accueil adéquat des rapatriés aux postes frontaliers haïtiens. »* explique-t-on dans ce communiqué.

Entre-temps, les Dominicains ne cessent de persécuter les Haïtiens sous les yeux mêmes des autorités dominicaines. Le mardi 25 janvier écoulé, des Dominicains ont mis le feu à une maison de six (6) chambres, dans laquelle habitaient plus de 60 travailleurs haïtiens, dans la zone de la Hoya del Caimito à Santiago. Plusieurs cabanes, appartenant à des Haïtiens ont été détruites le lundi 24 janvier à Barahona, provoquant ainsi la mort d'un enfant de 3 ans. Melvin Pierre, la victime aurait été précédemment attaquée par des bandits. Selon le chef de la police locale, ces bandits auraient été déjà identifiés. Il s'agit de Aquino Rivas, Marzo Eliza et Johnny Pierre.

Par ailleurs, la persécution des Haïtiens sur le territoire dominicain se prolonge jusqu'au marché binational sur la frontière à Dajabon. Le mardi 25 janvier passé, les autorités de la Santé publique et le Conseil de sécurité des frontières (CESFRONT) ont procédé unilatéralement à la fermeture du marché binational de Dajabon. Cette décision, disait-on, fait suite au nombre élevé de cas de choléra recensés dans la région. L'ordre de fermeture de ce marché a été autorisé par le Dr. Rafaël Salas, directeur régional de la Santé publique, du général de l'armée dominicaine, Guerro Clase et du directeur du CESFRONT. Selon les autorités Dominicaine placées dans les parages de la frontière, l'épidémie de choléra introduite par les soldats des Nations Unies dans le pays, aurait fait de nombreuses victimes et le nombre de personnes infectées serait considérable et ne cessant d'augmenter régulièrement.

Ainsi après que les soldats de l'ONU aient fini d'introduire le choléra dans le pays, c'est à nos compatriotes d'en faire les frais. Pendant que les Haïtiens sont en train de subir toutes sortes d'humiliation en République Dominicaine, le président René Préval y effectuait une visite le samedi 22 janvier, alors que la question de la migration et la violation des droits des Haïtiens ne figuraient même pas à l'agenda des discussions. De ce fait, les Haïtiens des deux côtés de la frontière n'ont plus d'autorités quant à présent pour les défendre. Ils sont abandonnés à eux-mêmes sous des tentes par-ci et par-là à travers différents endroits de la capitale. C'est le même constat qu'on fait en République Dominicaine où les Haïtiens sont livrés au caprice des Dominicains pour décider de leur vie et de leur mort.

# Passeport

*Suite de la page (4)*

ont participé à un sit-in devant les locaux du ministère des Affaires étrangères, au Bois-Verna, Sit-in qui a été brusquement transformé en manifestation. Pendant plus de deux heures, les manifestants sont descendus sur le Champ-de-Mars, parcourant ainsi plusieurs rues avant de mettre fin à ce mouvement de protestation devant la Place de la constitution.

Au Bois-Verna, un camion UN rempli de soldats de la force d'occupation de l'ONU bloquait la rue du Nord-Est du Ministère, soi-disant pour assurer la sécurité. Les manifestants les ont chassés à coup de pierres, et ces soldats de riposter en tirant des balles en caoutchouc, tout en roulant à grande vitesse. Au Sud du Ministère, il y avait des pneus enflammés, sous les yeux des policiers entourés des manifestants qui les ont empêchés d'éteindre le feu. La circulation était totalement bloquée, les manifestants pro-Aristide occupant la rue pour réclamer le retour physique de leur leader.

Dans sa déclaration à la presse, la coordonnatrice du Comité exécutif Fanmi Lavalas, Dr. Maryse Narcisse, a clairement indiqué. « *Nous espérons que le passeport sera délivré dans le plus bref délai et que le président Aristide soit là avec nous très bientôt.* »

L'ex-député Lavalas et membre du Comité exécutif, Lionel Etienne, de son côté a précisé : « *Le retour d'Aristide est incontournable. Nous vivons dans un pays en pleine crise de leadership et le plus grand leader, le plus grand interlocuteur d'Haïti et le défenseur du peuple haïtien, c'est Jean Bertrand Aristide. Il faut qu'il revienne pour mettre les points sur les « i ».*

*Aujourd'hui, la communauté internationale impose à Haïti les résultats d'une mascarade électorale. Elle a pris des décisions à la place du peuple haïtien. Le président Aristide va venir pour accompagner le peuple haïtien dans la lutte pour son émancipation. »*

Ainsi la mobilisation pour la livraison d'un passeport à Aristide, facilitant ainsi son retour dans sa terre natale, après sept années d'exil en Afrique du Sud, ayant abouti, la commission permanente de mobilisation Fanmi Lavalas a déjà annoncé une autre manifestation pour le mercredi 9 février, pour continuer la pression sur les autorités haïtiennes. Le président René Préval, avant de quitter le pouvoir a pour obligation de livrer le passeport à son ancien « *marasa* » Jean Bertrand Aristide. Le dimanche 6 février, alors que des rumeurs faisant croire que le président Aristide allait atterrir à l'aéroport international Toussaint Louverture, des centaines de personnes s'étaient déjà massées aux alentours de l'aéroport, pour attendre son arrivée.


Emisyon pa nou pou nou defann dwa nou:

**FOWOM OUVRIYE**

info@fowomouvriye.org

**646-829-9519**

Chak Samdi, 2zè pou 3zè nan

**Radyo Pa Nou**

Kapte Fowòm Ouvriye nan entènèt:

www.radyopanou.com

Rele nan liy ouvè:

**718-469-8511**

**718-462-0992**


# Arrestation

*Suite de la page (4)*

du commissariat et les avocats, on faisait venir un juge de paix pour les informations préliminaires. Il a interrogé les 5 personnes, dans l'après-midi du lundi avant de déférer l'affaire par devant le commissaire du gouvernement, le mardi 8 février 2011.

Au commissariat de Port-au-Prince, les charges retenues contre les 5 militants relèvent des infractions mineures d'actes de vandalisme. Ces 5 personnes se trouvaient paisiblement à l'intérieur d'un bureau de défense des droits de l'homme à Port-au-Prince. Les policiers ne portaient aucun ordre d'arrestation, quand ils ont violé l'enceinte du bureau pour intimider des citoyens paisibles venus défendre leurs droits lors d'une manifestation à travers les rues, ce même jour pour exiger le départ de René Préval à la tête du pays, parce que son mandat arrive à expiration le 7 février 2011 alors qu'il veut le proroger pour plus de 3 mois jusqu'au14 mai 2011.

Donc, pour protester contre cette prorogation illégitime et inconstitutionnelle, des centaines de militants politiques de « Tèt Kole Oganizasyon Popilè yo » ont manifesté dans les rues de la capitale. Partant du Champ de Mars, les manifestants ont parcouru plusieurs rues : Lalue, Ave. Martin L. King, Bois-Verna, Rue Capois, tour de Champ de Mars pour aboutir devant le palais national.

Devant le palais national, des agents du corps d'intervention et du maintien d'ordre (CIMO) ont lancé des bonbonnes de gaz lacrymogène sur les protestataires tout en essayant de les disperser. En réplique, les manifestants anti-Préval se sont retranchés dans les camps de Champs de Mars. Et là, ils ont lancé des pierres en direction de la police, dressant ainsi des barricades enflammés à la rue Capois, Lalue, Bois-Verna.

Les rues étant vidées, un mouvement de panique régnait à la capitale. Les policiers et les casques bleus de l'ONU ont répliqué en tirant des coups de feu en l'air. Ils ont bombardé les victimes du tremblement de terre du 12 janvier à coups de gaz lacrymogène, faisant ainsi plusieurs victimes. Donc, au moment même où René Préval veut rester au pouvoir au-delà de l'échéance constitutionnelle du 7 février 2011, avec le soutien des occupants de l'ONU, des Etats-Unis, de la France du Canada et autres, des centaines de militants de « Tèt Kole Oganizasyon Popilè yo » réclamaient dans les rues son départ immédiat. Dans ce contexte, le secrétaire général de la présidence, Fritz Longchamp a annoncé que René Préval restera au pouvoir jusqu'au 14 mai 2011.

*Suite de la page (13)*

Michel Martelly sur Michel Martelly, disponibles à Youtube.com.

• Il avoue avoir obtenu sa carte de Tonton Macoute dès l'âge de 15 ans.

• Il a été expulsé de l'Académie Militaire pour mauvaise conduite.

• Pendant son séjour aux Etats-Unis dans les années 80, il fumait journellement mille dollars de crack.

• Alors qu'il travaillait comme maçon, il se faisait passer pour ingénieur au cours de ses visites en Haïti.

Ce serait certainement trop facile de s'attarder sur le dossier épais de Michel Martelly. Les témoignages sur ses malversations financières aux États-Unis commencent aussi à se diffuser. En réalité, la course à la présidence d'Haïti est officiellement devenue une affaire de sac et de corde qui attire les individus les plus saugrenus. Par un tour de passe-passe incroyable, la perversion la plus abjecte, la vulgarité la plus obscène sont devenues en Haïti les « qualités » les plus attrayantes. L'individu le plus ignoble devient la coqueluche d'une jeunesse avide d'un changement à rebours et engagée à corps perdu dans la politique du pire.

En fin de compte, comment comprendre le silence de la presse en Haïti face à un tel scandale. Serions-nous en présence d'une presse haïtienne totalement vassalisée par la bourgeoisie la plus corrompue du monde ? En effet, très peu de journalistes semblent vouloir prendre la responsabilité de dénoncer l'absurde. Par reconnaissance ? Par complicité ? Par peur ? Par défaitisme ? Jean Dominique doit se retourner dans sa tombe. Un quart de siècle après la fin de la dictature duvaliériste, on dirait qu'il existe encore en Haïti un code du silence. Serait-ce une forme de prudence, d'autocensure, d'opportunisme ? Il faut dire qu'avec le climat d'insécurité et d'impunité, certains candidats sont des Duvalier en puissance. Avec le pouvoir de kidnapper, de zigouiller, de torturer, d'incendier. Attention pas capon! A quoi bon devenir un autre martyre pour un pays irrémédiablement engagé sur la voie de la catastrophe ? Toutefois, le sauvetage national et l'émergence d'une démocratie réelle ne seront jamais possibles sans une nouvelle libération de la parole, sans un engagement résolu à combattre l'inacceptable.

**Castro Desroches**










# Haïti Elections 2011

*Suite de la page (7)*

nous l'avons dit, Haïti est confrontée à une grave crise socioéconomique que l'international transpose en une crise politico-électorale.

Les résultats de cette farce émétique du 28 novembre 2010 ont donné lieu à une nouvelle tragédie aussi horrible que cette pandémie du choléra qui n'est qu'une courtoisie de l'ONU. *Mèsi papa Loni pou pitit ou kolera ou ban nou an*. Rappelons pour l'histoire que l'OEA fut l'un des principaux artisans de cette situation de chaos que connaît le pays actuellement. Suite aux élections de 2000, un mercenaire régional du nom d'Orlando Marvil, *vakabon* de son espèce, a posé la première pierre de ce qui allait servir de rampe de lancement du chambardement made in USA impérialiste.

Ce chambardement orchestré par la France, les Etats Unis et le Canada allait aboutir au kidnapping du Président Aristide, au soir maudit du 29 février 2004. Michel Martelly, à l'instar de tout leader sous-développé, partisan inconditionnel du chaos, GNB de surcroît, a fait une entrée triomphale sur la scène politique. Habitué à accoucher des bêtises spectaculaires, Miki a profité de la farce du 28 novembre 2010 pour matérialiser sa perception de la prise du pouvoir. En l'espace de quelques minutes les partisans du candidat de Réponse Paysan, ont mis leur expertise à contribution en réduisant la ville des Cayes en cendres. Du coup, l'international nous fait passer pour une nation de nègre incapable de se diriger.

Quant à la ville de Pétion-Ville, fief du « leader » de *tèt kale*, elle a été assiégée carrément, « tèt kaleman » pendant plus de trois jours affilés par des hordes de monstres aux têtes brûlées, manipulés par ces petits bourgeois assoiffés de pouvoir et aussi de « milliards » promis par l'international dans le cadre de la « reconstruction ». Mais, personne ne s'est encore rendu à l'évidence qu'aucun des candidats de Réponse Paysan n'a gagné les élections haut la main.

Le candidat au sénat pour le département de l'Ouest de Réponse Paysan n'a réalisé que quelques voix. Le candidat au poste de député de Pétion-Ville de Réponse Paysan dans le fief même de celui qui prétend avoir remporté les élections se retrouve en ballottage. Fort de ces données facilement vérifiables, point n'est besoin d'être fin analyste pour déceler quelle anguille de chambardement se cache sous la roche de ces élections déstabilisatrices.

Si le pays est descendu plus bas que la bassesse même, nous devons en faire crédit au Président René Garcia Préval. Il est tellement obsédé par l'envie d'en finir définitivement avec Lavalas pour appliquer le plan macabre ourdi par le Canada xénophobe, les Etats Unis ségrégationnistes et la France colonialiste. Voici que le pays court le haut risque de sombrer à nouveau, entier dans l'enfer GNB avec le spectre d'un 2ème tour entre les «4 M» : Mirlande Manigat et Michel Martelly et leurs lots de malédictions insurmontables.

Quelle malédiction, quelle punition, quel châtiment, quelle damnation, quel supplice pour ceux qui luttent corps et âme pour que notre chère Haïti puise connaître des lendemains meilleurs. Quel affront pour la mémoire de ces milliers de martyrs dont leurs globules d'un rouge vif hantent encore les avenues de la lutte pour le progrès de leur pays. En dépit du fait que le Président Préval n'a reculé devant aucune action pour exclure Lavalas de la course électorale, et châtier sauvagement l'orgueil des militants progressistes en les chassant de la fonction et des entreprises publiques, voilà qu'aujourd'hui ses tuteurs le récompensent par des coups de botte au cul. Déjà le chef des occupants un certain Edmond Mulet, allié de cette oligarchie d'ultras rétrogrades, brandissait la menace de pires sanctions au cas où le pouvoir ne serait pas remis aux GNB le 7 février au plus tard. Au faîte de l'hypocrisie, ce Mulet aussi effronté qu'un colon en territoire conquis, refuse d'admettre que cette Aide Humanitaire du Choléra est une courtoisie de la Minustah. Simple question de manque de courage comme tout diplomate qui veut rester égal à lui-même c'est-à-dire lâche, hypocrite, sans personnalité, impertinent et **frekan kou chen** pardessus le marché.

**Nouvelle excursion d'Hillary Clinton**

Après ses interminables randonnées qui n'ont rien donné comme résultat, sinon quelques lampées de rhum 5 étoiles sur fond de chairs fraîches pour les délices de ses nuits romantiques, Monsieur Clinton fait venir sa femme. A quelles fins ? Sûrement pour continuer à ridiculiser et tourner en dérision toute une population en proie aux pires vicissitudes qui découlent de la catastrophe du 12 janvier 2010. Madame Hillary Clinton choisit délibérément d'insulter tout un peuple en ayant recours à l'arme de l'annulation de visas d'entrée aux Etats-Unis contre un membre en fonction du Gouvernement en l'occurrence l'économiste Gérald Germain, Ministre des Affaires Sociales et du Travail.

Madame Hillary Clinton, déléguée en Haïti pour intimer des ordres au Président Préval, le forçant à faire le retrait de Jude Célestin de cette course « électorale », aurait plus à gagner de rester dans son pays pour aider son propre Président à se refaire une santé politique. D'un autre coté elle est venue imposer au pays l'un des M, (malédiction GNB), Michel Martelly ou Mirlande Manigat, des marionnettes facilement manipulables. Peut être s'est elle rendue compte que son chef est en train de s'attirer l'antipathie de toute la nation étasunienne et des nations que ses soldats ont reçu l'ordre d'anéantir sous les bombes au napalm ? Les Etats-Unis sont plus préoccupés à faire revenir Jean Claude Duvalier et sa femme en Haïti pour d'une part insulter la mémoire des centaines de milliers de martyrs de la barbarie duvaliérienne et ensuite nous faire oublier les ravages causés par ce choléra apporté par la Minustah.

Parallèlement le porte parole du département d'Etat interdit à l'ex-Président Jean Bertrand Aristide de revenir dans son propre pays. Cette nouvelle donne nous fait parvenir à cette déduction selon laquelle le Président Obama «peut tout» comme promis dans son slogan électoral. C'est-à-dire il est déterminé à perpétuer la ruine de l'Irak et de l'Afghanistan en dépit du fait qu'il avait formellement promis la fin de la guerre. Le président Obama lui-même victime du racisme de ses compatriotes blancs n'est pas parvenu à se défaire de ses chromosomes de xénophobe au stade avancé.

Le Président Obama a accepté de financer ces « élections » Madougou où le CEP de Gaillot Dorsainvil a exclu injustement Fanmi Lavalas et bien d'autres partis. Madame Clinton débarquée avec sa *rigwaz* de Commandeure dans sa main gauche et des gifles dans sa main droite menace le Président Préval des pires châtiments s'il ne parvient pas à convaincre l'Ingénieur Jude Célestin, le candidat de son parti Inite de désister. La dame de fer des Etats-Unis n'est peut être pas au courant de cette révoltante injustice faite à Fanmi Lavalas, le parti le plus populaire du pays.

Par simple déduction si la dame de fer, Madame Hillary Clinton au nom de son homme d'acier le président Barak Obama dans son exercice de racisme et de discrimination n'éprouve la moindre gêne à brandir la menace d'embargo pour contraindre L'Inite à faire le retrait sans condition de Monsieur Jude Célestin, c'est que ce dernier n'a pas perdu les élections comme les GNB veulent le faire croire aux ingénus. Partant des commentaires du porte-parole du Département d'Etat, les Etats-Unis se sont montrés déterminés à investir toutes les ressources dont ils disposent pour garder le Président Aristide en exil. *Ala kot moun yo rasis papa*!!! *Dekwe Obama se yon nwa l ye tou* ? *Li do gen tan konprann li se blan tou*?

Pourtant, ce pays qui veut se faire passer pour le premier exportateur mondial de la « démocratie » et du respect des « droits humains », nous envoie ses dangereux repris de justice que son système en décrépitude a programmés pour détruire des vies humaines. La situation d'extrême misère que connaissent les couches des bas-fonds est la conséquence de cette fructueuse coopération internationale, les Etats-Unis plus particulièrement.

**A la guerre comme à la guerre**

Avec le spectre GNB qui est la négation du Changement, du Développement et du Progrès au bénéfice des strates, victimes de marginalisation à outrance, les nobles idéaux du 16 décembre 1990 sont loin de se matérialiser. Ce n'est pas sans raison non plus que l'international veut imposer au peuple deux de ces 4 M, soit Mirlande Manigat ou Michel Martelly. Avec le spectre GNB, qui n'est qu'un répertoire intarissable de mafias de tous ordres, les nobles aspirations des masses populaires sont drastiquement hypothéquées.

L'appréhension de se voir enlever un visa d'entée en France, aux Etats-Unis ou au Canada ne veut pas pour autant dire que les militants conséquents vont baisser les bras. Bien au contraire, c'est le moment plus que jamais de dire à **la guerre comme à la guerre**. Nous savons qu'il est encore des millions de Compatriotes qui sont suffisamment courageux pour dire un retentissant **MOT de CAMBRONNE** aux représentants de l'empire. Ils ont assez de nous passer en dérision tout en se délectant de nos souffrances atroces tout en œuvrant activement à la ruine de notre pays à travers leur politique de déstabilisation.

Nous sommes largement convaincus qu'il est encore des millions de Compatriotes qui gardent toute leur verticalité pour dire aux vampires capitalistes **MERDE** et **Autant, Autant, Autant !** Autant ! Car les conditions infrahumaines de vies des strates exclues doivent changer. Dans une logique où les lubies des « experts » de l'OEA sont priorisées sur les lois de la République, pourquoi ne pas se passer des services de ce CEP qui coûte tellement cher au pauvre contribuable ?

Dans la mesure où Haïti doit coûte que coûte organiser des élections pour montrer à l'international qu'elle a droit à la « démocratie », en lieu et place du CEP pourquoi ne pas avoir une Comité International d'Experts en Décomptes de Procès-Verbaux (CIEDEP) ? La problématique des élections serait résolue une fois pour toute. Ainsi à la faveur de ces élections programmées, Haïti sera désormais sur la voie du changement. Alors les ONG et les GNB n'auraient plus leur place.

Avant que cette démarche suicidaire pour l'avenir d'Haïti puisse arriver à se matérialiser, la menace GNB pèse de tout son poids sur les masses populaires. La solution provisoire serait alors l'annulation de cette farce et la tenue d'une conférence nationale, devant déboucher sur un projet de société de 25 ans. Mais des obsédés de pouvoir et de gloire de la trempe de Michel Martelly et de Mirlande Manigat deux représentants GNB vont ils rentrer dans une telle logique ?

La suite de cet imbroglio électoral nous donnera raison ou tort. Gaillot Dorsainvil, enfoui dans son entêtement et indubitablement hanté par l'appréhension de se voir enlever son permis de fouler le sol des Etats-Unis, ne s'est pas rendu à l'évidence qu'il a publié le calendrier du 2ème tour bien avant de communiquer aux éventuels votants lequel des candidats est encore dans la course. Pire encore aucun de ses « conseillers » insensés ni son directeur GNB ne s'est rendu à l'évidence qu'ils sont ridicules au superlatif. Ridicule ou pas, il leur suffit de plaire à Edmond Mulet et aussi à l'empire.

---

*Suite de la page (7)* *René....*

on a compris qu'il y eut des débats houleux au sein de l'institution sur la modification du classement. Selon nos informations, Gaillot Dorsinvil lui-même voulait quitter le pays la veille du résultat, sous prétexte de participer à une réunion internationale. Il n'a pas pu obtenir son passeport du ministère des Affaires étrangères, sans doute bloqué par la présidence.

D'autre part, certains membres n'ont pas signé le parchemin rétrogradant le candidat de *Inité* en troisième place. Mais, tout cela ne suffira point à laver l'honneur de cet organisme d'Etat qui a préféré gagner dans le déshonneur plutôt que de perdre dans l'honneur et la dignité. En se sacrifiant ainsi, les responsables du CEP ont donné raison à leurs détracteurs et à leurs opposants au scrutin du 28 novembre 2010 : le résultat provisoire du mois de décembre dernier n'était en vérité qu'une imposture.

Le cas de Jude Célestin et de *Inité,* les premiers concernés, est encore pire que le comportement du Président Préval et de Gaillot Dorsinvil du CEP. Naturellement en Haïti, on ne connaît pas Jude Célestin pour sa bravoure, encore moins, pour sa ténacité à défendre les bonnes causes. On oublie aujourd'hui qu'il fut un ancien du mouvement paramilitaire, les « Ninjas ». Celui-là même qui défendait le coup d'Etat militaire contre le Président Jean-Bertrand Aristide en 1991-94. On sait aussi que ni les « Ninjas » ni Jude n'avaient osé fait éclater ni même un pétard contre l'armada américaine venue ramener Aristide au pouvoir à Port-au-Prince.

On ne sait pas non plus où le Président Préval a été le chercher pendant sa première présidence, mais il semble qu'il est un « ami » lui aussi de longue date, jusqu'à devenir un membre de la famille. La seule vraie réputation de l'ancien Directeur général du CNE (Centre National de l'Equipement) est d'être un coureur de jupes et d'avoir des dizaines d'enfants à travers le pays. Par la seule volonté du « grand Président » qui voulait un laquais pour lui succéder, Jude Célestin est devenu candidat à la présidence de la République. Comme si Haïti, le pays où tout semble possible dans le domaine politique, était vraiment à la dévotion de ce « grand Timonier » en carton pâte.

Jude, candidat malgré lui, n'avait aucune chance de victoire. L'enjeu politique était trop lourd pour lui et son protecteur, par son étroitesse d'esprit, ne pouvait être un faiseur de roi dans ce contexte mouvementé. Jude, lui-même, n'attendait que le sort qu'il a eu, lors de cette mascarade électorale. D'ailleurs, depuis ce maudit 28 novembre 2010, on ne l'a guère entendu nulle part comme, d'ailleurs, à son habitude. Son protecteur de président voulait lui faire endosser un costume trop grand qu'il n'était pas préparé à porter.

Pas très défendu non plus par ses nouveaux amis qui s'apprêtaient à le porter en triomphe dans la mesure où étant « l'élu » du Palais, plus rien ne pouvait s'opposer à sa victoire. Déjà il fallait que « l'élu » le veuille bien. A aucun moment Jude Célestin n'était monté au créneau pour défendre ni sa candidature ni sa victoire au premier tour ni son hypothétique deuxième place que son patron du Palais et le CEP voulaient lui attribuer. Bref, la cause ou l'échec du candidat de *Inité,* était joué quasiment d'avance. Ainsi, le Président Préval qui est loin d'être un imbécile avait compris qu'il n'aurait eu aucun problème à sacrifier un héritier qui ne voulait pas l'être afin de mettre toutes les chances de son coté pour récupérer les trois mois que tout le monde lui conteste.

C'est vrai qu'il disait après son élection, il y a cinq ans, qu'il ne ferait pas un jour de plus au-delà de 7 février 2011. Mais çà, c'était avant de s'être entouré de femmes et d'hommes qui savent ce que veut dire : avoir le pouvoir en Haïti. Nous serions les derniers à vouloir l'élection de Jude Célestin en Haïti. Mais il y a une limite. L'on ne peut accepter, pour raison de principe, la manière dont le chef de l'Etat, le CEP et les responsables du parti *Inité* entre autres, Joseph Lambert en tête, ont lâché en rase campagne leur candidat. Là, c'est plus que le reniement et la lâcheté, c'est de la trahison. Certes, l'on connaît l'adage : qui aime bien châtie bien. Jude Célestin a bien profité de la trahison des autres contre son ex-ami Jacques Edouard Alexis pour devenir candidat officiel de *Inité* et du Palais national, lors des dernières mascarades électorales.

N'empêche, nous le pensons, qu'il aurait dû résister jusqu'au bout, voire jusqu'à l'éclatement de ce parti bidon pour faire valoir ses droits. Là aussi, c'est une question de principe et de conviction. Cette fin tragicomique, cette sortie sans gloire nous prouve aussi qu'on l'a échappé bel à ce curieux personnage qui prétendait prendre en main le destin d'un pays, d'un Etat, d'un peuple, alors qu'il n'est même pas capable de défendre sa propre dignité en tant qu'être humain.

En tout cas, en Haïti, on a compris que le chantage de la révocation des VISAS pour les dignitaires du régime est pour beaucoup dans cette fin lamentable à laquelle nous avons assisté. Paul Denis, l'actuel ministre de la justice, a dû apprécier le comportement de ses petits camarades. Lui qui s'apprêtait à entrer en résistance contre les « Blancs » en a eu à ses frais. S'il faut en croire ses déclarations à quelques heures de la proclamation officielle du premier tour, on a bien vite compris que dans l'affaire, il a été finalement le dindon de la farce.



# Prisonniers

*Suite de la page (8)*

camps, à être exposées aux intempéries, aux maladies, à la violence qu'engendrent les situations désespérées.

Par-dessus le marché, les forces d'occupation des Nations Unies, et plus particulièrement un contingent de soldats népalais, ont très vraisemblablement introduit le choléra qui a provoqué une épidémie dans tout le pays, tuant des milliers de personnes et contaminant des milliers d'autres.

Les Etats-Unis ont alors provoqué une crise politique pour que des élections législatives donnent un vernis de démocratie à la domination néocoloniale américaine. Ces élections étaient une mascarade: elles écartaient du scrutin le parti politique le plus populaire du pays, Fanmi Lavalas, et étaient marquées par des fraudes massives et des émeutes à l'issue des résultats.

Et pour finir, comme dans un cauchemar, l'ancien dictateur, «Baby Doc» Duvalier, revient à Haïti après 25 ans d'exil, plongeant le pays dans le chaos politique.

**MW** : Le professeur d'université David Harvey dit que les ONG servent de cheval de Troie à la mondialisation néolibérale, êtes-vous d'accord avec son point de vue, et si c'est le cas, pouvez-vous développer?

**Ashley Smith :** Soyons clairs. D'abord, le terme d'ONG regroupe toutes sortes d'associations, depuis les organisations réformistes jusqu'aux grandes organisations humanitaires et autres qui sont essentiellement des antennes de divers états, à la fois mineurs et majeurs. Certaines ONG réformistes ont joué un rôle important au Forum Social Mondial et d'autres se sont rangées clairement du côté de la mondialisation néolibérale.

Harvey a tout à fait raison sur le rôle que jouent les organisations internationales. Il y a des rapports insidieux entre elles, l'impérialisme US et la mondialisation néolibérale.

Après la crise économique des années 1970, les Etats-Unis ont abandonné le Keynésianisme, dont la théorie sur un développement géré par l'Etat avait échoué, pour lui préférer le «fondamentalisme de marché», c'est-à-dire le néolibéralisme, à l'intérieur du pays et à l'étranger, dans le but de remettre dans le système le concept de bénéfices et de croissance. Aux Etats-Unis, les classes dirigeantes ont annihilé les syndicats, réduit l'état-providence et dérèglementé l'économie.

Au niveau international, comme l'explique Walden Bello dans «Dark Victory», les Etats-Unis se sont servis de la crise de la dette pour contraindre les pays pauvres à ouvrir leurs marchés à la concurrence, supprimer les réglementations sur les capitaux étrangers et nationaux, privatiser les services publics, et démanteler les systèmes de protection sociale.

Le néolibéralisme agit pour le compte de la classe des capitalistes, en rétablissant le concept de bénéfices et de croissance - si inégal soit-il - dans le système mondial. Mais le néolibéralisme exige un coût social énorme dans tous les domaines. Dans les pays pauvres, il a déplacé les agriculteurs, appauvri les ouvriers et créé d'énormes bidonvilles dans de nombreuses parties du monde. Par-dessus le marché, le démantèlement de l'Etat a empêché de nombreux pays de fournir des services publics, de réguler le capital, ou de faire face aux catastrophes naturelles ou sociales.

Pour combler ce vide, les puissances impériales, les Institutions financières internationales, et les fondations patronales ont détourné les fonds destinés aux états du Tiers Monde pour les distribuer aux ONG. Et c'est ainsi que les ONG ont, de fait, accéléré l'ouverture des marchés des pays pauvres. David Harvey appelle ce processus «la privatisation par les ONG».

**MW :** Les grandes ONG considèrent-elles que les catastrophes naturelles font partie de l'»industrie de la croissance» ou bien leur intérêt est-il strictement humanitaire?

**Ashley Smith :** En réalité, c'est un peu des deux à la fois. Elles sont parties intégrantes de ce que Naomi Klein appelle le «capitalisme du désastre». Les ONG internationales sont de véritables entreprises, et des entreprises importantes qui plus est. Il y a environ 50000 ONG internationales qui se répartissent 10 milliards de fonds de la part des Institutions Financières Internationales, des puissances impériales et des gouvernements locaux.

Tout comme les entreprises commerciales, elles ont des PDG, des conseils d'administration composés essentiellement de capitalistes, un personnel administratif de classe moyenne, et puis, en bas de l'échelle, des travailleurs mal payés dans les pays où ils opèrent.

Ces ONG collectent des dons en mettant en valeur les problèmes du Tiers Monde, en particulier les catastrophes comme le séisme en Haïti, personnalisent leurs projets d'aide humanitaire, et vont ensuite vendre leur produit aux donateurs impériaux ou patronaux et aux particuliers pour collecter davantage d'argent.

Elles se spécialisent dans le commerce de la pauvreté et dans la gestion des catastrophes. Certains employés d'ONG internationales m'ont raconté que quand le séisme a frappé Haïti, des bureaucrates des ONG, enthousiasmés à l'idée de lancer à nouveau des appels aux dons, ont fêté le tremblement de terre comme s'ils avaient trouvé du pétrole. En tant qu'entités capitalistes, ils soutiennent et amplifient les différences de classes dans les sociétés où ils opèrent.

L'anthropologue Mark Schuller explique leur influence en Haïti. Il écrit: « En plus de salaires plus élevés, les employés des ONG bénéficient de nombreux privilèges: de l'eau potable non polluée, l'électricité pour recharger les téléphones portables, les e-mails, et le visa pour les Etats-Unis tant convoités. Ces privilèges, à leur tour, ancrent les individus dans l'économie mondiale. Les premiers séjours de ces personnes aux Etats-Unis consolident les idéologies néolibérales.

Cette classe moyenne, dépendante et artificielle - la «classe ONG» - soutient donc directement une forme de mondialisation économique, réalise un travail idéologique et stratifie davantage la population d'Haïti, en choisissant quelques heureux élus pour leur accorder les privilèges qui sont refusés à l'ensemble de la population pauvre en Haïti».

En dépit de l'humanitarisme qu'elles professent, ces ONG ne résolvent en rien la catastrophe, au mieux, elles atténuent les effets de cette catastrophe dans les pays où elles opèrent. Dans la mesure où elles et le capitalisme néolibéral sont entremêlés, elles ne peuvent pas dénoncer, et ne le feront pas, les origines systémiques de la pauvreté dans le Tiers Monde qui transforment des catastrophes naturelles en catastrophes sociales.

Elles sont en fait complices du problème. Ainsi, elles tiennent un commerce florissant à mettre des pansements sur les blessures mortelles que leur infligent leurs donateurs néolibéraux. Haïti en est l'exemple-type. Alors qu'Haïti plonge dans une pauvreté de plus en plus extrême, le nombre d'ONG a explosé à plus de 10.000 dans tout le pays. Plus la situation empirait, plus elles poussaient comme des champignons, prises dans un engrenage de besoins croissants auxquels elles font face de plus en plus mal.

**MW** : Pourquoi a-t-il été si difficile d'améliorer le dispositif permettant de faire face aux besoins essentiels des Haïtiens? Est-ce une question de financement, de logistique, d'accès au matériel lourd? De politique? De quoi d'autre?

**Ashley Smith :** Ce n'est pas en réalité une question de technique ou de logistique. Ni un problème lié aux Haïtiens eux-mêmes, comme le disent souvent les racistes.

Comme l'explique le professeur *Alex Dupuy dans son excellent livre « Haiti and the World Economy» (Haïti et l'économie mondiale), les responsables du sous-développement en Haïti sont les classes dirigeantes haïtiennes et l'impérialisme.

Après la Révolution à Haïti en 1804 - la première révolte d'esclave victorieuse de l'histoire - la nouvelle classe dirigeante a voulu continuer l'exploitation de plantations destinées à l'exportation sur les marchés mondiaux. Mais les esclaves libérés se sont enfuis des plantations pour s'installer comme agriculteurs et cultiver la terre pour leurs besoins personnels et des exportations à petite échelle. Incapables de poursuivre l'exploitation de leurs plantations capitalistes, et encore moins d'industrialiser le pays, la classe dirigeante s'est divisée en deux: les commerçants dans les villes et les propriétaires terriens, les deux groupes

*Suite à la page (18)*

*Suite de la page (12)*

*régime dictatorial qui, aujourd'hui, assassine tout un peuple. Paradoxe, alors que nous nous trouvions au Caire, nous avons réalisé l'entretien par téléphone, coincé sur cette place Tahrir, encerclée par des partisans du régime. Entretien réalisé par P. B.*

**P. B :** Mardi il y avait plus d'un million de personnes dans les rues du Caire et le lendemain les nervis de Moubarak ont attaqué. Quel est votre sentiment?

**Alaa El Aswany :** Ce qui se passe depuis plus de dix jours maintenant est une révolution. C'est une révolution parce que des millions de personnes sont descendues dans la rue. Ils veulent en finir avec ce régime et construire une nouvelle Égypte. Comme d'habitude, la dictature est en train de commettre tous les crimes possibles contre le peuple. Mercredi, ce régime a tout fait pour arrêter le peuple. Ils ont arrêté, battu les gens, ils ont torturé et tué. Mais ils ne sont pas arrivés à faire taire le peuple. Depuis trois jours, on ne voit pratiquement plus la police dans les rues, ils ont libéré des criminels des prisons, les ont armés et ont donné des instructions pour attaquer des innocents. Il s'agissait de liquider la révolution. Mais ils n'y sont pas parvenus. Mercredi, ils ont utilisé les mêmes criminels et des policiers en civil mais armés. Maintenant, ils tirent sur les jeunes pour les tuer simplement parce qu'ils se sont exprimés politiquement. Ce qui se passe en Égypte maintenant dépasse le politique. C'est une question humaine. C'est un crime contre l'humanité, contre les droits de l'homme. Tout ça pour maintenir en place un dictateur qui est la cause des souffrances de l'Égypte pendant trente ans.

**P. B :** Qu'avez-vous pensé du discours d'Hosni Moubarak, prononcé mardi soir, dans lequel il a annoncé qu'il ne se représenterait pas à l'élection présidentielle)?

**Alaa El Aswany :** On se moque de ce discours. En réalité, il n'a rien dit. Il nous prend pour des êtres stupides. Il a dit qu'il n'avait pas l'intention de se représenter, il n'a même pas dit qu'il avait décidé de ne pas se représenter. Il a même dit qu'il allait s'adresser au Parlement égyptien pour débattre de changements dans la Constitution. Mais le Parlement égyptien est un parlement croupion, issu d'élections truquées. Mais les millions d'Égyptiens qui sont descendus dans les rues ne demandent qu'une seule chose: que M. Moubarak quitte le pouvoir. Il n'y a pas d'autres solutions, surtout après les massacres des 2 et 3 février. Nous sommes face à un dictateur qui vit ces derniers moments. Il est connu dans l'histoire et dans la littérature, que le dictateur, dans ses derniers moments, devient comme un tigre blessé. Il est prêt à tuer des milliers d'Égyptiens et à brûler le pays pour rester. J'en suis persuadé.

**P. B :** Êtes-vous déçu par l'attitude de l'armée)?

**Alaa El Aswany :** On est déçu depuis hier. J'ai participé aux manifestations et je peux dire que jusqu'à mercredi l'armée s'est bien comportée. Elle n'est pas comme les armées d'Amérique latine dans le passé. L'armée, c'est notre fierté, elle a toujours protégé les Égyptiens. Nous sommes sûrs que l'armée ne pourra jamais tirer sur le peuple. Mais mercredi, le comportement de l'armée a été différent parce qu'elle a laissé les criminels armés attaquer les gens sur la place Tahrir. Pour moi, c'est une faute grave. J'espère que ce n'est pas une stratégie. Je voudrais croire qu'il s'agit de la faute d'un officier. Parce que si l'armée choisit le camp du dictateur, la position de l'Égypte sera beaucoup plus grave et beaucoup plus compliquée.

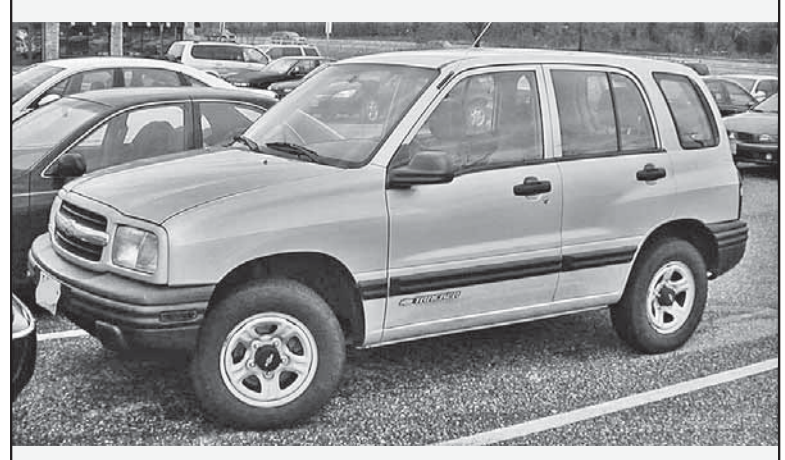
**P. B :** La communauté internationale soutient-elle suffisamment le peuple égyptien dans cette épreuve ?

**Alaa El Aswany :** Si, quand on parle de la communauté internationale, on parle du peuple, alors oui, on est très touché du soutien que nous apportent tous les peuples du monde. Parce que ce n'est pas vraiment un combat politique mais un combat humain. Des millions d'Égyptiens sont prêts à donner leur vie pour obtenir la liberté. Je pense que c'est une question humaine. Je n'attendais pas autre chose des peuples du monde. J'ai reçu énormément de soutien de la part de tous les gens que je connais. Mais si on parle des gouvernements occidentaux, c'est une autre histoire. L'attitude des Américains est très négative. Soit ils sont vraiment très naïfs, soit ils essaient de couvrir ou de soutenir Moubarak. On ne peut pas vraiment demander à un dictateur qui a opprimé un peuple pendant trente ans de mettre en place la démocratie du jour au lendemain. C'est vraiment incroyable. C'est une blague mais une blague qui ne fait pas rire.

**P. B :** Et la France)?

**Alaa El Aswany :** Les Français, la presse, les intellectuels nous soutiennent. Mais on attendait plus des autorités françaises. J'ai écrit un mot sur le site du maire de Paris pour dire qu'on est dans la rue pour la liberté, l'égalité, la justice. La culture française a toujours défendu ces valeurs humaines. Mais, honnêtement, je suis vraiment déçu parce que la réaction du gouvernement français n'est pas claire. Il se cache derrière des mots qui ne sont pas très clairs. Le message qu'attend le peuple égyptien est que les gouvernements occidentaux – pas pour des raisons politiques mais pour des raisons humaines – demandent à Hosni Moubarak de quitter le pouvoir. Les gouvernements français, américain et les autres jouent avec les mots. Ils disent que la transition doit commencer aujourd'hui. Mais qui va organiser la transition vers la démocratie? M. Moubarak ? On demande à un dictateur qui est en train de tuer son peuple de faire la transition vers la démocratie? Qu'est-ce que ça signifie? Mais je sais que l'Humanité va transmettre à ses lecteurs la réalité des crimes qui sont commis contre le peuple.

**L'Humanité 4 Février 2011**



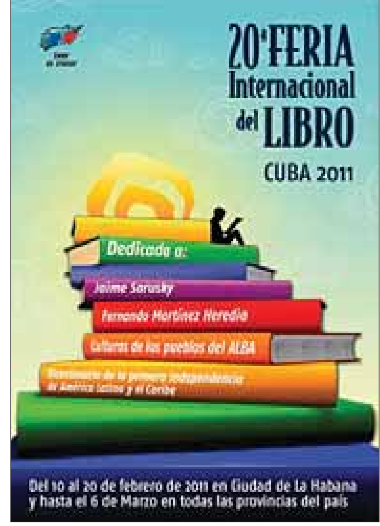

# 20 ème foire internationale du livre à Cuba !

**Par Carmen Maury**

Cuba tiendra sa Foire internationale du livre à La Havane du 10 au 20 Février 2011. "*Le Prix Nobel de la Paix 1992, l'indienne de Guatemala Rigoberta Menchú, 16 ministres et intellectuels de 41 pays [y] participeront*", ont indiqué les organisateurs. "*Menchú présentera un livre de contes de fées, tandis que 16 titulaires de la Culture et de l'éducation de 13 pays célébreront le bicentenaire de l'indépendance des nations latino-américaines*", a déclaré Zuleica Romay, président du Comité d'organisation lors d'une conférence de presse. Selon Romay, Cuba présentera 513 titres et devrait offrir six millions d'exemplaires portant sur 2.400 titres tout au long de la foire, y compris les livres importés dans l'île et les exposants étrangers.

La 20e édition de la foire est dédiée à l'Alternative bolivarienne des Amériques (ALBA), composée du Venezuela, de la Bolivie, de Cuba, de l'Équateur, du Nicaragua et de trois îles de la Caraïbe anglophone, au 208eme anniversaire de la Révolution haïtienne, **et aux écrivains cubains Jaime Sarusky et Fernando Martínez Heredia. La 20ème Foire sera également en l'honneur des cultures du Nicaragua, du Venezuela, de la Bolivie, de Cuba, d'Equateur, d'Antigua-et-Barbuda, du Commonwealth de la Dominique, Saint-Vincent et les Grenadines, des pays membres de l'ALBA (Alliance Bolivarienne pour les Amériques). A cette foire assisteront les écrivains Luis Brito, Sol Linares et Laura Antillano du Venezuela, Pablo González Casanova et Ana Esther Cecena du Mexique, Vicente Battista, Jorge Coscia, Juan Sasturain, Horacio González et Juan Pablo Fiorenza de l'Argentine et Horacio Peñaherrera, Simon Savala et Edna Iturralde, de l'Equateur, entre quelque 200 personnalités. En outre, l'événement offrira un cadre pour rendre hommage aux Prix National de Littérature, Jaime Sarusky, et des Sciences Sociales, Fernando Martínez Heredia.**

Les organisateurs de la Foire, qui ont leur siège social dans la forteresse coloniale de San Carlos de




**La 20e édition de la foire est dédiée à l'Alternative bolivarienne des Amériques (ALBA), composée du Venezuela, de la Bolivie, de Cuba, de l'Équateur, du Nicaragua et de trois îles de la Caraïbe anglophone, au 208eme anniversaire de la Révolution haïtienne**

La Cabaña à La Havane, ont prévu la préparation d'un programme professionnel, académique et littéraire. La foire couvrira plusieurs provinces jusqu'au 6 Mars et comprendra environ 500 symposiums, des cérémonies, des conférences, des lectures, des prix, des lancements de livres, des expositions, des projections de films, des pièces de théâtre et des concerts.

"*L'événement comprendra un programme de littérature mondiale, avec 158 exposants, une centaine d'étrangers et le reste de Cuba. C'est une foire visant essentiellement le lecteur (...) avec un sens de la fête, du dialogue culturel*", a dit le poète Edel Morales, qui apartient au Comité Organisateur.

Parmi les musiciens qui encourageront la Foire, viendra à Cuba un groupe de jeunes Américains aveugles qui jouent de la musique salsa.

Le Foire du Livre est considéré comme l'événement culturel le plus massif qui se déroule à Cuba, et dans sa version 2010 a enregistré un taux de participation qui a dépassé les deux millions de personnes, qui ont acheté plus de 900 000 exemplaires de divers genres.







TAP TAP Restaurant supporting the Haitian people in their struggle for justice and democracy.

819 FIFTH STREET MIAMI BEACH, FLORIDA 33139
Tel. (305) 672-2898


# Ce n'est pas l'Islam radical qui préoccupe les Etats-Unis, mais l'indépendance

**Par Noam CHOMSKY**

*La nature des régimes qu'ils soutiennent dans le monde arabe importe moins que leur contrôle. Les sujets sont ignorés jusqu'à ce qu'ils brisent leurs chaînes.*

« Le monde arabe est en feu » annonçait al-Jazeera la semaine dernière, alors que partout dans la région, les alliés occidentaux « perdent rapidement leur influence ». L'onde de choc fut déclenché par le soulèvement en Tunisie qui renversa le dictateur soutenu par l'Occident, avec des réverbérations surtout en Egypte, où les manifestants ont submergé la police brutale du dictateur.

Certains observateurs ont comparé l'événement aux renversements des régimes du camp soviétique en 1989, mais les différences sont importantes. La plus importante est qu'il n'y a aucun Mikhail Gorbachev parmi les grandes puissances qui soutiennent les dictateurs arabes. Washington et ses alliés s'en tiennent au principe bien établi que la démocratie est acceptable à condition qu'elle soit conforme aux objectifs stratégiques et économiques : excellente en territoire ennemi (jusqu'à un certain point) mais à éviter dans nos chasses gardées sauf si elle est correctement contrôlée.

La comparaison avec 1989 est cependant valable dans un cas : la Roumanie, où Washington soutenait Nicolae Ceausescu, le plus brutal des dictateurs de l'Europe de l'est, jusqu'à ce que ce dernier devienne incontrôlable. Washington a ensuite salué son renversement tout en oubliant le passé. Le scénario est classique : Ferdinand Marcos, Jean-Claude Duvalier, Chun Doo-hwan, Suharto et de nombreux autres gangsters utiles. Cela pourrait être aussi le cas avec Hosni Moubarak, tout en déployant les efforts habituels pour s'assurer que le régime qui succède ne s'éloigne pas trop du chemin tracé. Les espoirs semblent s'orienter vers le général Omar Suleiman, un fidèle de Moubarak, qui vient d'être nommé vice-président. Suleiman, qui a longtemps dirigé les services de renseignement, est détesté par le peuple en révolte presque autant que le dictateur lui-même.

Un refrain souvent entendu est que le risque posé par l'islamisme radical oblige à s'opposer (à contre-coeur) à la démocratie et ce pour des raisons pragmatiques. Si la formule mérite considération, elle est néanmoins trompeuse. La vraie menace est l'indépendance. Les Etats-Unis et leurs alliés ont régulièrement soutenu des islamistes radicaux, parfois pour éliminer la menace d'un nationalisme laïque.

Un exemple connu est celui de l'Arabie Saoudite, le centre idéologique de l'Islam radical (et du terrorisme islamiste). Un autre sur la longue liste est Zia ul-Haq, le plus brutal des dictateurs pakistanais et le préféré du Président Reagan, qui a mené un programme d'islamisation radical (financé par les Saoudiens).« L'argument habituel constamment avancé dans le monde arabe et à l'extérieur est que tout va bien, que tout est sous contrôle, » dit Marwan Muasher, un ancien officiel Jordanien et actuellement directeur du centre d'études Middle East research for the Carnegie Endowment. « En suivant ce raisonnement, les forces retranchées rétorquent que les opposants et ceux à l'étranger qui exigent des réformes exagèrent la situation à l'intérieur. »

On peut ignorer l'opinion publique. Cette doctrine ne date pas d'hier et elle a été généralisée au monde entier, y compris à l'intérieur des Etats-Unis. Lorsque des troubles se produisent, quelques ajustements tactiques peuvent se révéler nécessaires, mais toujours avec l'idée de garder le contrôle.

Le mouvement démocratique en Tunisie était dirigé contre « un état policier, avec peu de liberté d'expression ou d'association, et de graves atteintes aux droits de l'homme », dirigé par un dictateur dont la famille était détestée pour sa vénalité. Ainsi s'exprimait Robert Godec, ambassadeur des Etats-Unis, dans un câble daté de juillet 2009 et diffusé par Wikileaks.

Ainsi, selon certains observateurs, « les documents (de Wikileaks) devraient rassurer l'opinion publique américaine que les dirigeants (US) sont effectivement conscients et qu'ils agissent » - et même quand les câbles confirment tellement la politique des Etats-Unis, c'est à se demander si ce n'est pas Obama lui-même qui organise les fuites (selon Jacob Heilbrunn dans The National Interest ).« L'Amérique devrait donner une médaille à Assange, » peut-on lire dans un titre du Financial Times, dans un article où Gideon Rachman écrit : « la politique étrangère des Etats-Unis apparaît comme éthique, intelligente et pragmatique... la position publique des Etats-Unis sur un sujet donné correspond en général aux positions privées. »

De ce point de vue, Wikileaks coupe l'herbe sous les pieds des « théoriciens du complot » qui émettent des doutes sur la noblesse des motivations proclamées par Washington.

Le câble de Godec confirme cette idée – à condition de ne pas creuser plus loin. Dans ce cas, comme l'analyste de la politique internationale Stephen Zunes l'a indiqué dans Foreign Policy in Focus, on découvre aussi, à-coté du câble de Godec, que Washington a fourni 12 millions de dollars d'aide militaire à la Tunisie. On découvre que la Tunisie était l'un des cinq bénéficiaires : Israël (de manière constante) ; deux dictatures du Moyen-orient, l'Egypte et la Jordanie ; et la Colombie qui détient le record en matière d'atteintes aux droits de l'homme et qui est aussi le premier bénéficiaire de l'aide militaire US sur le continent (américain - NdT).

La première pièce à conviction présentée par Heilbrunn est le soutien arabe à la politique des Etats-Unis contre l'Iran, révélé par les câbles. Rachman lui-aussi se saisit de cet exemple, à l'instar de la plupart des médias, tout en louant ces révélations encourageantes. Toutes ces réactions montrent à quel point la démocratie est méprisée dans les milieux éduqués. [selon Chomksy, ce sont les milieux «éduqués», ceux qui passent par le formattage du système éducatif, qui deviennent les piliers du système - NdT]

Aucune mention n'est faite de ce que pense la population – chose facile à vérifier. Selon un sondage de Brookings Institution rendu public au mois d'août, certains Arabes sont effectivement d'accord avec Washington et les commentateurs occidentaux pour qui l'Iran représente une menace : ils sont 10%. Par contraste, les Arabes qui considèrent que ce sont les Etats-Unis et Israël qui représentent la plus grande menace sont, respectivement, 77% et 88%.

L'opinion publique arabe est si hostile à la politique américaine qu'une majorité (57%) pensent que la sécurité régionale serait renforcée si l'Iran se dotait d'armes nucléaires. Néanmoins, « tout va bien, tout est sous contrôle » (selon l'expression de Muasher pour décrire cette illusion dominante). Puisque les dictateurs nous soutiennent, leurs sujets peuvent être ignorés – sauf lorsqu'ils brisent leurs chaînes. Dans ce cas, il faut procéder à un ajustement de politique.

D'autres documents semblent confirmer l'enthousiasme qui s'exprime autour de la noblesse supposée de Washington. En juillet 2009, Hugo Llorens, l'ambassadeur US au Honduras, a informé Washington d'une enquête de l'ambassade sur « les enjeux juridiques et constitutionnels autour du renversement le 28 juin du Président Manuel « Mel » Zelaya. »

L'ambassade a conclu qu' « il ne fait aucun doute que l'armée, la Cour Suprême et le Congrès ont conspiré le 28 juin dans ce qui constitue un coup d'état illégal et anticonstitutionnel contre la branche exécutive du pouvoir ». Très admirable, sauf que le Président Obama a rompu avec pratiquement toute l'Amérique latine et l'Europe en soutenant le régime issu du coup d'état et en ignorant les atrocités qui ont suivi.

La révélation la plus remarquable de Wikileaks est peut-être celle qui concerne le Pakistan et qui a été examinée par l'analyste Fred Branfman dans Truthdig.

Les câbles révèlent que l'ambassade US était parfaitement consciente que la guerre US en Afghanistan et au Pakistan non seulement renforçait l'antiaméricanisme ambiant mais aussi « le risque d'une déstabilisation de l'état pakistanais » et celui du cauchemar absolu : que les armes nucléaires tombent entre les mains de terroristes islamistes.

Encore une fois, ces révélations « devraient rassurer l'opinion publique américaine que les dirigeants (US) sont effectivement conscients et qu'ils agissent » (selon Heilbrunn). Pendant ce temps, Washington avance à pas décidés vers un désastre.

**The Guardian 4 février 2011**
**Traduction VD**
**Le Grand Soir 6 février 2011**

## Conférence-débat
## Avec l'Ingénieur Roosevelt René
## Samedi 26 février 2011

**Thème : Le développement de l'Hydroélectricité en Haïti**
**Plan de relance de l'hydroélectricité en milieu rural**
- Généralité sur la petite Hydroélectricité.

**Principes techniques et les enjeux énergétiques.**
- Nous vous expliquerons le fonctionnement des petites centrales Hydro-électriques.
- Centrale de basse chute, de haute chute, run-of-river génération, hydro-matrix etc.

**Hydroélectricité et Environnement**
- Rubrique en cours de construction.

**Photos et fiches argumentaires sur la petite hydroélectricité.**
- Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur la petite hydroélectricité.

**Nouvelle politique énergétique en matière d'électricité du gouvernement Haïtien**
- La Petite hydroélectricité, le solaire, l'éolien, les biocombustibles, et la production d'éthanol comme ressources énergétique seront aussi analysées.

*Toutes les organisations régionales sont invitées !*

**Auditorium Grenadier Books/Haiti Liberté**
1583 Albany Ave Brooklyn, NY
Samedi 26 février 2011 à 6h PM

**Informations :**
718 421-0162 • 347-385-7714
718-853-2402 • 718-677-0099

# Le sous-impérialisme

*Suite de la page (11)*

construction du pouvoir du peuple et au dépassement des relations capitalistes de production et, au contraire, renforce le modèle de production extractif et exportateur sous l'hégémonie régionale du sous-impérialisme, lequel n'est qu'un maillon de la chaîne impérialiste.

Si cela était confirmé, ce qui a été proclamé Socialisme du XXIº Siècle en resterait au stade de projet et ne serait en réalité qu'un capitalisme d'État sous d'autres formes, un capitalisme exportateur qui revêt un caractère plus étatisé, mais qui ne peut pas aboutir à la transformation structurelle. Il faut un changement radical de cap pour éviter l'échec du projet d'intégration des peuples sous l'axe de l'ALBA contre l'impérialisme et le capitalisme dans sa phase destructrice la plus prédatrice. Il est urgent de rechercher l'unité des peuples latino-américains et de rectifier les caps pris par les gouvernements de l'axe sud-américain de l'ALBA avant qu'il ne soit trop tard. La solution appartient aux organisations de base qui n'ont pas renoncé à lutter pour mettre fin à l'exploitation des êtres humains et de la nature.

En ce qui concerne le Brésil, l'élection de Dilma Roussef, le 31 octobre, signifie qu'a été écarté le danger d'une plus grande droitisation du pays (il faut penser à tout ce que représentait la campagne du candidat Serra dirigée contre les « sans-terres », à son programme politique réactionnaire envers la Bolivie, lui qui considère le gouvernement bolivien comme l'allié du narcotrafic). Cependant, la poursuite du lulisme ne va pas représenter un changement, mais plutôt un approfondissement du modèle qui privilégie le grand capital et qui opprime à la fois le peuple brésilien et les peuples latino-américains.

Elle est toujours d'actualité cette phrase de Marini, extraite de Sous-développement et Révolution, et écrite il y a plus de 30 ans : « Le caractère international que la bourgeoisie sous-impérialiste prétend donner à sa domination assimile la lutte de classe du prolétariat brésilien à la guerre anti-impérialiste livrée sur le continent » (11)

**Notes :**

1. Le sous-impérialisme brésilien et Pétrobras. El Juguete Rabioso. 1º mai 2006

2. Le barrage de Cachuela Esparanza est un projet conçu pour produire 800 Mw sur le fleuve Madre de Dios, près de la commune de Riberalta, dans le nord de l'Amazonie bolivienne, dont 80 % sont destinés à être exportés au Brésil. La région du nord de l'Amazonie bolivienne consomme 20 Mw et toute la Bolivie 1.000 Mw. Les communautés locales n'ont pas été consultées pour savoir si elles étaient d'accord avec ce méga-projet qui, s'il est mené à terme, touchera des milliers d'habitants avec l'inondation de milliers d'hectares de forêt, obligeant les habitants à perdre leur principale ressource : la récolte des châtaignes. cf. le livre organisé par FOBOMADE, Le Nord de l'Amazone de Bolivie et le Complexe du Fleuve Rio Madera. Disponible sur www.fobomade.org.bo.

3. Cf notre article : L'expansion du sous-impérialisme brésilien. Patria Grande, Décembre 2008. Disponible sur http://www.patriagrande.org.bo/articulosdiciembre2008.php?idrevista=14&idarticulo=315

4. Cf. Marini : Sous-développement et Révolution. México. Siglo XXI, 1974, 5º édition corrigée et complétée. Et : L'accumulation capitaliste mondiale et le sous-impérialisme disponible sur : www.marini-escritos.unam.mx.

5. Sur la notion de modèle de reproduction du capital, voir : Jaime Osorio. Critique de l'économie vulgaire. México, Miguel Ángel Porrúa, 2004.

6. cf. Notre article déjà cité. L'expansion

7. Cette évaluation a été proposée par l'économiste Reinaldo Gonçalves, qui a formulé une des meilleures critiques de la position du gouvernement du Brésil lors des négociations de la Ronde de Doha, de l'OMC.

8. Cf : http://www.divida-auditoriacidada.org.br.

9. cf. Raúl Zibechi. Equateur. L'État contre les peuples indiens. Memoria, México, n.246, pp.19-23.Fen Bolivie, dans son article déjà cité.

10. Ruy Mauro Marini, Le caractère de la révolution brésilienne, in : Sous-développement

* **Mathias Luce**, Professeur d'Économie Politique Internationale du Brésil ; version légèrement modifiée de l'exposé présenté au Forum : Socialisme du XXIº Siècle ou capitalisme par d'autres voies ? », organisé par le Forum Bolivien de l'Environnement et du Développement (FOBOMADE, par son sigle en espagnol), La Paz, 29 octobre 2010. Source : Boletín N. 83 del Servicio de Noticias Ambientales (SENA) du Fobomade.

**Traduit de l'espagnol par Manuel Colinas**
**Inesvtig'Action 2 février 2011**

*NDLR*. ** **UNCTAD /CNUCED** : United Nations Conférence on Trade and Development / Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

*** Le **quintile** est une portion de la distribution de fréquence contenant un cinquième du total de l'échantillon

**** **IIRSA.** Iniciativa para la Integración de la Infraestructura Regional Suramericana

# Prisonniers

*Suite de la page (16)*

vivant aux dépens de la majorité paysanne du pays et dépendant du capitalisme international.

L'impérialisme, toutefois, était - et est toujours - la cause majeure du sous-développement d'Haïti. Les puissances impériales (toutes esclavagistes à l'époque) étaient terrifiées à la perspective d'une Révolution haïtienne.

Elles ont commencé par imposer un embargo économique à la société naissante et ont ensuite pris Haïti au piège de l'endettement. En échange de la reconnaissance de l'état d'Haïti en 1825, la France forçait Haïti à lui verser 150 millions de francs, l'équivalent aujourd'hui de 21 milliards de dollars, en compensation de la perte de ses esclaves. Et donc, la France imposait à Haïti un ajustement structurel dès sa création.

En tant que puissance impériale montante, les Etats-Unis ont établi des rapports prédateurs avec Haïti, l'envahissant et l'occupant plusieurs fois à la fin du XIX°siècle pour l'obliger à payer les échéances de la dette. Ils ont occupé le pays entre 1915 et 1934, réprimant la population et créant les Forces Armées d'Haïti. Plus tard, ils ont soutenu la dictature des Duvalier en tant qu'allié anticommuniste contre Castro à Cuba.

A la fin des années 1970, les Etats-Unis avaient convaincu Baby Doc de mettre en place un projet néolibéral pour ouvrir Haïti au marché de l'agrobusiness américain, de construire des usines d'esclaves («sweatshops») pour l'industrie textile internationale et de créer des stations touristiques pour les yuppies.

Pauvres et écœurés, les ouvriers et les pauvres des villes se révoltaient, chassaient du pouvoir Baby Doc, puis, en 1990, élisaient Jean-Bertrand Aristide à la tête du pays sur un programme de réformes sociales. Les Etats-Unis ripostaient en soutenant la classe dirigeante d'Haïti lors de deux coups d'état, l'un en 1991 et l'autre en 2004.

Leur objectif était de réprimer les mouvements de masse et d'empêcher le gouvernement de prendre des mesures pour améliorer les conditions de vie de la population d'Haïti. Depuis 2004, les Etats-Unis soutiennent l'occupation du pays par les Nations-Unies pour maintenir l'ordre contre la résistance, tout en cherchant encore à imposer leur projet économique.

**MW** : Mike Davis dit que les ONG sont une sorte d'»impérialisme soft». S'il dit vrai, alors la mission des milliers d'ONG à Haïti pourrait être considérée comme une sorte d'occupation, non? Qu'en pensez-vous?

**Ashley Smith :** Il a absolument raison en ce qui concerne les ONG internationales. Autrefois, l'impérialisme se servait des institutions religieuses pour justifier les conquêtes, la colonisation et le pillage sous couvert de mission civilisatrice - ils apportaient la lumière du christianisme aux populations païennes.

Aujourd'hui, alors qu'elles pillent le Tiers Monde, les puissances impériales distribuent de l'argent aux ONG pour donner l'illusion qu'elles se soucient d'aider les gens-mêmes qu'elles dépouillent et qu'elles exploitent. Haïti est peut-être le pire exemple de ce processus. Alors que les Etats-Unis imposaient les projets néolibéraux qui appauvrissaient la population, ils versaient de l'argent aux ONG, en se glorifiant de façon illusoire d'aider Haïti.

Tout comme les institutions religieuses du passé, les ONG sont partie intégrante de la domination impériale des pays pauvres. En Haïti, par exemple, 70% du financement des ONG provient des fonds publics US. En conséquence, elles deviennent des agents de contrôle grâce aux prestations qu'elles offrent aux sociétés où elles opèrent.

Comme l'explique Peter Hallward : « La plus grande partie de l'argent de l'USAID qui va en Haïti et dans d'autres pays de la région sert, de toute évidence, à protéger les intérêts privés - à encourager les conditions propices aux investissements, développer des liens avec les milieux d'affaires locaux, maintenir une main d'œuvre locale docile et bon marché, etc ».

Peut-être une des pires incidences du rôle que jouent les ONG, c'est qu'elles sont devenues le moyen de coopter la résistance locale. Comme le dit Mike Davis dans «Planète de Bidonvilles» («Planet of Slums»), les ONG qui opèrent dans le Tiers Monde se sont avérées très douées pour coopter les dirigeants locaux, s'emparant ainsi de l'espace social traditionnellement occupé par la gauche. Même s'il y a des exceptions notoires - comme les ONG militantes qui ont organisé le Forum Social Mondial - l'alliance ONG/«révolution de la société civile» se solde, en général, par la bureaucratisation et la dé-radicalisation des mouvements sociaux urbains.

**MW** : Jusqu'à quel point se sert-on des ONG pour usurper le pouvoir? Représentent-elles une menace pour la souveraineté d'Haïti?

**Ashley Smith :** C'est le côté le plus insidieux de l'utilisation des ONG par l'empire à Haïti. Comme je l'ai signalé plus tôt, même avant le séisme, les donateurs de l'empire et des grandes entreprises court-circuitaient l'état Haïtien pour donner l'argent directement aux ONG internationales. Ils accéléraient ainsi le processus de démembrement de l'Etat, au point que les Haïtiens, en parlant de leur propre pays, disent qu'il n'est pas dirigé par le gouvernement mais par une «république des ONG».

Cette expression exprime bien la façon dont Haïti a perdu sa souveraineté. Mais la réalité est encore pire que ce que sous-tend cette expression. Les ONG ne font partie d'aucune république, elles n'ont aucun compte à rendre au peuple haïtien ni même à son gouvernement, mais aux donateurs internationaux. Et elles ne sont pas vraiment non-gouvernementales. Elles dépendent en fait tellement des puissances impériales pour les dons qu'on devrait plutôt les considérer comme des antennes gouvernementales.

En réalité, les ONG font partie de la façon dont l'impérialisme US dirige Haïti aujourd'hui en tant que néo-colonie. Ils utilisent la force d'occupation des Nations Unies comme bras armé. Et ils utilisent les ONG pour contrôler les services sociaux.

La combinaison ONU/ONG montre bien que ce n'est pas le gouvernement haïtien, a fortiori son peuple, qui dirige son propre pays.

**MW** : Quelle est la relation entre le Pentagone et les ONG?

**Ashley Smith :** Autrefois, les ONG observaient le principe de neutralité dans les conflits et refusaient de soutenir les interventions impériales. Toutefois, comme le dit Conor Foley (auteur de livres et travailleur humanitaire) dans «The Thin Blue Line: How Humanitarianism Went to War», beaucoup d'ONG, comme Médecins Sans Frontières, ont abandonné cette position et appelé à l'intervention impériale. Elles sont ainsi devenues les petites mains de la domination impériale.

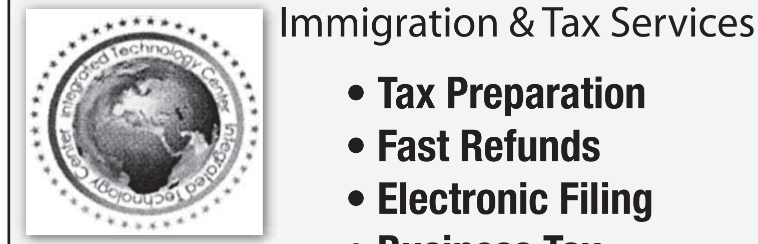
En Haïti, les Etats-Unis ont délibérément utilisé les ONG volontaires comme alliées pour déstabiliser et renverser le gouvernement d'Aristide. Les Etats-Unis ont imposé un embargo de l'aide humanitaire pour empêcher Aristide de mettre en place toute réforme sociale. Ils ont ensuite versé de l'argent aux ONG par le biais d'USAID. Beaucoup de ces ONG soutenaient le Groupe des 184 (une coalition d'hommes d'affaires hostiles à Aristide), certaines ont même soutenu les escadrons de la mort que soutenaient les Etats-Unis, d'autres ont soutenu le coup d'état US.

Aujourd'hui, Haïti est une néocolonie des Etats-Unis. Les Etats-Unis ont un pouvoir d'état effectif grâce à l'occupation de l'ONU. Ils contrôlent son économie grâce à la CIRH. Ils dominent pratiquement tous les aspects de la société civile grâce à leur emprise sur les ONG.

C'est pour toutes ces raisons que l'ancien représentant de l'OEA à Haïti, Ricardo Seitenfus, a déclaré que l'ONU « transformait les Haïtiens en prisonniers de leur propre île ».

**Ashley Smith** écrit pour Socialist Worker. **Mike Whitney** vit dans l'état de Washington et **Alex Dupuy**, originaire d'Haiti, est professeur de sociologie à Wesleyan University (Connecticut, USA).

**CounterPunch 26 janvier 2011**
**Emcee 30 janvier 2011**

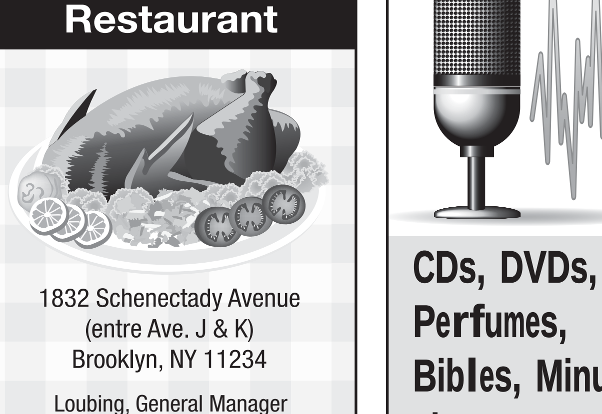

• Tax Preparation
• Fast Refunds
• Electronic Filing
• Business Tax
• Tax ID
• Real Estate



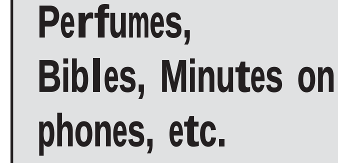

• Immigration Petition
• Green Card
• Citizenship
• Passport Picture
• Notary Public

General Manager: Jerry Masters
1814 Nostrand Avenue
(Between Clarendon & Ave. D)
Brooklyn, NY 11226
Tel: 646.340.2561
Cell: 917.517.4216
Email: g.cadesca@verizon.net

Le Flambeau Restaurant



1832 Schenectady Avenue
(entre Ave. J & K)
Brooklyn, NY 11234
Loubing, General Manager
Breakfast - Lunch - Dinner
7 days a week, 9 am - 10 pm
Samedi Bouyon
Dimanche
Soup Giromon, Pintad, diri djondjon
Free Delivery
Catering for all occasions
347-462-9029



Variété & Vibrations Radio Show
Avec Yéyé Boul
Monday-Friday, 3-6 p.m.
WLQY 1320 AM
www.DouceFM.com

CDs, DVDs, Perfumes, Bibles, Minutes on phones, etc.
We Buy Gold & Silver
5401 NW 2nd Avenue
Miami, FL
(305) 305-9393
yeyeboul@yahoo.com



# Fenêtre Culturelle

**Par Prince Guetjens**

Pour poursuivre sur la même lancée que la dernière fois, il s'avère important de souligner d'emblée que la référence à Platon pouvait aussi bien conférer à la fréquentation du beau la plus haute dignité que jeter sur elle le discrédit moral.

Selon Platon, la dignité du beau réside dans sa qualité de médiateur d'une réalité suprasensible. Le spectacle de la beauté terrestre évoque le souvenir de la beauté et de la vérité d'une transcendance perdue ; sa faiblesse vient de ce qu'il est tributaire des sens. La perception du beau peut ne pas mener plus loin que le plaisir procuré par l'apparence sensible ou par le simple jeu.

Celui qui jouit de la beauté n'est pas nécessairement renvoyé à une perfection transcendante dont la patrie est l'idéal. La dignité que Platon reconnaît au commerce de la beauté est, certes, subordonnée selon lui à la *theoria* de l'activité philosophique. Cependant, dans Phèdre, l'enthousiasme ou le délire qu'elle inspire a le pas sur les trois autres espèces de l'enthousiasme - divinatoire, initiatique et poétique - en tant que quatrième forme d'expérience, ardeur allumée par Aphrodite et Eros1. « Mais si dans Phèdre le désir du beau est dignifié et justifié en tant que médiation entre l'humain et le divin, le caractère ambivalent de l'expérience esthétique n'en subsiste pas moins pour Platon »2. Ainsi qu'en témoignent sa fameuse critique de la poésie, et plus particulièrement la tutelle rigoureuse que le République impose aux arts.

Malgré la distance, transposé dans la tonalité actuelle de la production du discours sur l'art postmoderne et après postmoderne - puisqu'il en est déjà question - le discours de Platon tient encore la route. Dans la prochaine livraison, nous bêcherons plus en profondeur.

1. Platon, Phèdre, 249 d - 250 a-e.
2. Hans Robert Jauss, Petite Apologie de l'Esthétique, p.27

## Regards Critiques

### Bref état des lieux de l'art Haïtien
### Une décennie de formes et de couleurs

*Suite de la page (20)*

Depuis la classification opérée par la Renaissance, au moment où l'Occident a rassemblé, par une volonté d'hégémonie construite à partir du 16ème siècle, certaines activités de création en Beaux-arts regroupant : la peinture, la sculpture et l'architecture, il était devenu normal de sous-entendre ces trois formes dès qu'on énonçait le mot art. L'ouverture suggérée par Emmanuel Kant vers la fin du 18ème siècle, plus particulièrement en 1790, dans son célèbre ouvrage Critique de la faculté de juger, pour qu'enfin le cadre de définition soit éclaté en l'éloquence, la poésie et les arts du jardin, ont eu un impact extraordinaire sur la manière de voir l'art dans la société moderne. Il n'en reste pas moins cinq cent ans plus tard, la première classification a encore pignon sur rue.

Un état des lieux même bref de l'art Haïtien suppose d'abord de jeter un regard rétrospectif sur au moins soixante-dix ans de production, un regard accompagnateur des différents moments, ayant porté sur le rebord du monde, diverses formes d'expressions attachées aux valeurs ancestrales. Ce qui implique immédiatement une analyse des supports comme la danse folklorique, le chant, la musique vodou, les habitats et l'évolution des mœurs. Mais compte tenu de la restriction faite au genre journalistique, mon analyse s'en tiendra à la peinture et la sculpture.

Malgré la volonté constatée des propriétaires de galeries, de certains collectionneurs et de vendeurs de tapis de toutes sortes à fermer les avenues aux jeunes artistes, sous le prétexte qu'ils n'eussent pas suffisamment d'expérience, la décennie 1990 a vu émerger des pinceaux défiant toutes les prédictions. Comme pour faire taire les prophètes de malheur qui prédisaient la mort de l'art en Haïti, on a vu apparaître des plasticiens et des peintres comme Legrand, Rourous, Sagage Raphael, Philippe Saint-Louis, Jacques Saint-Jean, Joseph Eddy Pierre, Gérald Michaud, Hébert Polycarpe, Idélus Edmé, Lespérance Guetty, Pierre Jean Dieubon, Vidho Lorville, pour n'en citer que ceux-là, presque tous issus de l'Enarts.

Le début de l'année 2000 est marqué par une forte poussée de production au niveau de la peinture et de la sculpture de récupération. Au milieu de l'année 2001 quand, à l'invitation de mon ami l'Historien Muscadin Jean Jason, actuel Maire de Port-au-prince, je suis allé visiter les lieux de production des sculpteurs André Eugène et Jean Hérard Céleur au bas de la grand-rue, j'ai été vraiment ému d'être en présence d'autant de force et de profondeur. Au lendemain, j'ai signé un texte dans le quotidien Le Nouvelliste intitulé : Les Fers de la Résistance, et comme s'il y avait quelque part une entente tacite, toute la communauté artistique s'ouvrait d'un seul geste pour accueillir cette nouvelle proposition esthétique, qui se démarquait, un tantinet, de tout ce qui existait avant dans cette tessiture. Ainsi est né à la Capitale le mouvement artistique dénommé Atis Rezistans.

Quelques mois plus tôt, sous la primatie du jeune, mais déjà respecté peintre Hermantin Osée, fraîchement sorti de l'Ecole Nationale des Arts, le groupe Fapadech est né. Il s'est donné pour ambition d'inscrire leur production dans une démarche connue sous le nom d'Alternance créative. Au sein de ce groupe qui avait le soutien du Notaire Jean Henry Céant on retrouvait des artistes accomplis comme David Thébaud, Jean Eddy Beauvoir (Enarts), Louis Jacques Casséus (Enarts), Dominique Domerçant (Enarts), Saunel Guerrier et bien d'autres. Pour les artistes de Fapadech, la peinture est donnée aux hommes, mais les artistes ont le privilège de souligner les formes et de choisir les teintes.

Au tournant de l'année 2004, dans une conjoncture sociale et politique plutôt difficile Loray (l'orage en Haïtien) émerge timidement, porté par des étudiants de la dernière promotion de l'Enarts. Larochelle Josenti, James, Kevens Prévaris, Nixon Léger, Walner O. Regis (Dòk Rò) en sont les principaux représentants. À l'instar des autres groupes, les artistes de Loray ne font pas le choix d'une écriture identique ou d'une organisation de l'espace uniforme.

Folie Ouverte est le dernier-né des groupes d'artistes plasticiens qui tentent d'émerger dans un pays disposant d'une riche réserve de formes et de rythmes. Ce groupe conduit par Jean Walgens Pierre, Patrick Lafontant, Vladimir Pascal et Islande Henry, avec le soutien de la militante et activiste politique Lodie Auguste a déjà pris part à pas mal d'expositions, tant en Haïti qu'en dehors du pays.

En fin de compte, l'état des lieux est celui d'un art porté par des artistes et soutenu par certains mécènes, dans un pays qui ne dispose à l'heure actuelle d'aucune autre ressource connue en dehors de sa production culturelle. C'est également l'absence d'un marché véritable pour écouler cette production, due en partie à la précarité du pouvoir d'achat, mais surtout de l'absence de politiques publiques de la culture de la part des responsables de l'Etat, qui ne se sentent pas concernés par cet état de fait. Les actions posées par le ministère de la culture au cours de ces derrières années pour structurer la production artistique sont plutôt restreintes. Nonobstant le plan directeur de la culture, mis en place il y a plus de quinze ans par Raoul Peck et l'expérience plastique tentée par Olsen Jean Julien, coordonnée par le directeur des Études de l'Enarts Hébert Polycarpe, il y a deux ans et demi à Badjo un Lakou Vodou, rien n'a été fait. Les ministres de la culture s'intéressent davantage au carnaval, une fête municipale à la charge de la Mairie au lieu de s'atteler à travailler effectivement à développer les structures de base pour offrir à la culture cette béquille institutionnelle indispensable à son épanouissement.

**Prince Guetjens**
**Critique d'art**

## Actualités Artistiques et Littéraires

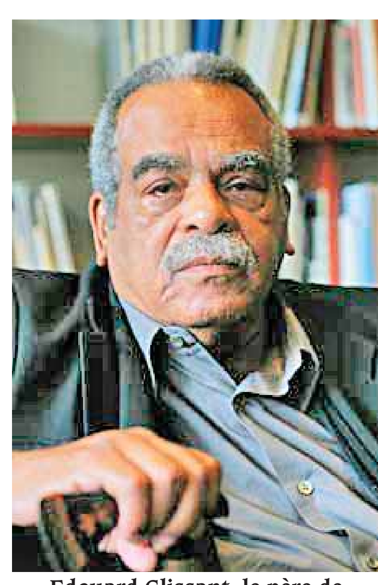
1981 – 2011, trente ans après que le critique d'art et provocateur culturel René Ricard ait publié L'enfant Radieux dans le magazine Artforum, texte qui devait aider Basquiat à lancer sa carrière sur la scène internationale.

Jean-Michel Basquiat, né à Brooklyn le 22 décembre 1960, mort le 12 août 1988 à SoHo, est un artiste peintre américain d'origine haïtienne de père (Gérard) et portoricaine de mère (Mathilde). Il débute sa carrière dans la rue comme artiste peignant des graffitis, et devient ensuite un artiste d'avant-garde très populaire et pionnier de la mouvance dite « Underground ». Son style est très original, nerveux, violent et énergique. En 1976, il commence à peindre sur les murs de Manhattan. En 1977, accompagné de son ami gaffitiste Al Diaz, Basquiat poursuit son art en peignant sur les taudis de Manhattan et à proximité des galeries, avec la signature péjorative de SAMO, pour « Same Old shit ». Dans un prochain numéro nous présenterons un texte structuré sur le parcours de ce grand artiste.



**Self portrait de Jean-Michel Basquiat**

L'écrivain martiniquais Edouard Glissant surnommé le penseur du Tout-monde est mort vendredi 5 février dernier à Paris. Né en 1928-2011 il était âgé de 82 ans. Poète, romancier, dramaturge et essayiste, il est le père du concept antillanité, qu'il opposait à la négritude d'Aimé Césaire pour rattacher l'identité antillaise au continent américain plutôt qu'à l'Afrique. Son charisme et la grande force d'énonciation de ses concepts lui assuraient une vaste audience sur le plan mondial. Il a influencé toute une génération d'auteurs antillais, dont Raphael Confiant, Patrick Chamoiseau et chez nous Joel Des Rosiers.



**Edouard Glissant; le père de l'Antillanité**





**Samedi 12 Février 2011 à 7 hres PM**
**Au local d'Haïti Liberté / Grenadier Books**
**1583 Albany ave, Brooklyn NY.**
**Le groupe musical de Monvelyno Alexis animera un programme attrayant qui vous apportera beaucoup de plaisir. Rejoignez nous, dans un cadre de charme, pour vous régaler d'un bon bouillon racine. Informations 718-421-0162**
**Donation $10.00**

**Jules Molière en signature**

**Samedi 5 mars 2011**, au local du journal Haïti Liberté / Grenadier Books, 1583 Albany ave, Brooklyn, NY , l'artiste haïtien bien connu, Jules Molière, alias Pimp, présentera et dédicacera son dernier CD « Passez à la caisse, vol 4 ». Dans un esprit de support de nos infatigables artistes, travaillant à promouvoir notre culture, rejoignez-nous ici dès 7 heures du soir pour une charmante soirée.
**Prix du CD $10.00**

# PHIL MULTI SERVICES

"The Company You Can Trust"




**INCOME TAX:** Individual, Corporate
**INSURANCE:** Auto, Home, Life, Flood, etc.
**IMMIGRATION:** TPS, Green Card, Citizenship, Family Petition, etc.
**NOTARY PUBLIC**

17 South State Road 7
*(off Broward Boulevard),*
Plantation, FL 33317
Tel: 954.584.1817
Fax: 954.584.1813
philmultiservices@yahoo.com

14737 West Dixie Highway, North Miami, FL
Tel: 786.499.8785


# Regards Critiques

## Bref état des lieux de l'art Haïtien
## Une décennie de formes et de couleurs

*Suite à la page (19)*



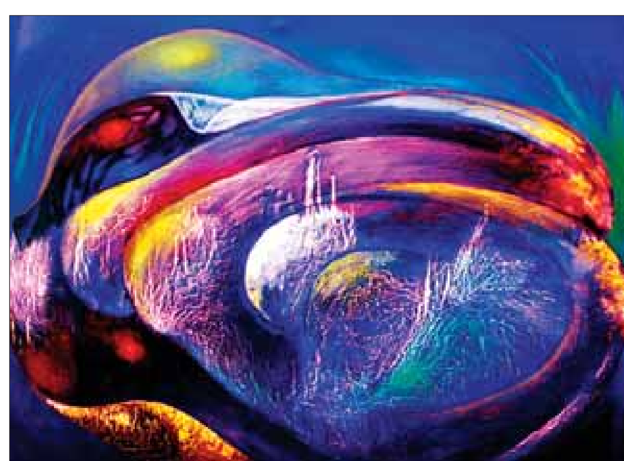

Une sculpture de Sagage



Au second plan Kevens, Doc Rò et James du groupe Loray exécutant un collectif



Persiste de Folie Ouverte



La matrice de Hermantin Osée Fapadech


# VM TRUCKING, LLC

*US Customs Bonded CHL #2192 • ICC-MC #478416 • Insured*



VM TRUCKING LLC.
**IS YOUR CONNECTION TO HAITI**

VM TRUCKING Specializing In Shipping Full Container Loads With Personal Effects, Household Goods & Commercial Cargo, Relief Goods Etc...

**In addition to PORT-AU-PRINCE, VM TRUCKING now ships FULL CONTAINER LOADS and CARS to CAP HAITIEN & GONAIVES**

• ONE CALL DOES IT ALL •
BOOKING, TRUCKING & SHIPPING TO PORT-AU-PRINCE, CAP HAITIEN & GONAIVES

**WE WILL BEAT THE COMPETITION**

PLEASE CALL GABRIEL or ROBERT
(973) 690-5363
Fax: (973) 690-5364
Email: solutions@vmtrucking.com

www.vmtrucking.com



# HAITIAN TAX PROJECT



**ATANSYON TOUT AYISYEN AK TPS**

RANPLI TAKS OU POU ANE SA YO: 2007, 2008, 2009, 2010

Si w genyen TPS, kounyea ou genyen yon nimèwo sosyal. Si w ranpli taks ou ak yon nimèwo sosyal, ranbousman ou pi gwo. Egzamp anba se pou yon moun marye ak $12,000 revni nan CASH ak 2 timoun ki kalifye. Ou kapab resevwa ranbousman sa a menm si ou tap travay san papye pou CASH. Fo w ka pwouve ou te resevwa salè sa a. Si w te ranpli taks ou ak youn ITIN, ou ka resevwa diferans la. Si w pat janm ranpli taks avan, ou ka resevwa tout ranbousman ou pou 4 ane sa yo.

| Ane | Si w te ranpli taks ou ak nimèwo taks (ITIN) | Si wap ranpli taks ou ak yon nimèwo sosyal (SSN) | Diferans |
|---|---|---|---|
| 2007 | Ou te peye $1,868 | Wap resevwa $2,929 | $4,797 |
| 2008 | Ou te peye $1,342 | Wap resevwa $3,542 | $4,884 |
| 2009 | Ou te resevwa $274 | Wap resevwa $3,317 | $3,043 |
| 2010 | Ou ta resevwa $274 | Wap resevwa $5,104 | $4,830 |
| **Total** | **Ou te peye $2,662** | **Wap resevwa $14,892** | **$17,554** |

1432 Flatbush Ave. Brooklyn, NY 11210 T: 347-559-0343

www.haitiantaxproject.com

Rock & Hardin Tax Service